LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE ET L'HOTEL DE VILLE DÉVOILÉS

PAR

CH. DE LAVARENNE,

ANCIEN DÉLÉGUÉ DU PEUPLE

EN PERMANENCE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

DEUXIÈME ÉDITION.



PARIS

GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES, PALAIS-NATIONAL ;

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

1850

drames parodiés d'une autre époque et dont l'histoire devait tirer une nouvelle leçon, s'effacent, avec un art singulier, derrière la nébuleuse apothéose des sauveurs de la patrie.

L'harmonieux auteur du *Chant du Sacre* et de *la Chute d'un Ange* se félicite à loisir des services rendus à la France par le cénacle dont il fut l'Orphée. Tous les rêves sont permis aux poëtes; mais, hélas! le Gouvernement provisoire est jugé, depuis les jours de deuil que nous a préparés ou légués son impuissante faconde.

Je ne suivrai pas l'illustre écrivain dans le labyrinthe fleuri de sa politique; je m'arrête aux événements de l'Hôtel de Ville, dont il fut, comme moi, acteur ou témoin. Les uns, et les plus curieux peut-être, sont relégués par lui dans une ombre impénétrable; d'autres ont été tronqués pour les besoins de son livre; la plupart s'y présentent sous un jour entièrement faux.

Dévoiler, aux yeux de tous, la vérité tout entière, replacer les hommes dans le rôle qu'ils ont joué, et rendre aux faits leur couleur, c'est servir son pays, c'est éclairer l'histoire; c'est, au-dessus des intri-

gues de partis, convier l'avenir à profiter des enseignements du passé.

Entré à l'Hôtel de Ville le 24 février, je ne l'ai quitté qu'à l'époque où le fleuve des événements avait repris son cours monotone; où, renfermés dans les ministères qu'ils s'étaient partagés, les membres du Gouvernement s'accrochaient aux débris d'un pouvoir qui courait au naufrage; où l'Hôtel de Ville, après ses noces de Gamache, avait perdu le cachet pittoresque des premiers jours de la révolution.

Cet écrit n'a, du reste, aucune tendance politique. Je viens raconter ce que j'ai vu; libre à chacun de donner aux faits l'interprétation qui lui conviendra. Je déclare seulement qu'en écrivant sur les hommes de l'Hôtel de Ville ce que la vérité m'impose de révéler, je n'entends aucunement fronder les principes que ces hommes représentaient, ou plutôt qu'ils prétendaient personnifier.

Je suis du parti qui veut soutenir l'honneur, la civilisation et les véritables intérêts de la France. Pour moi, aucun des mirmidons actuels n'est la personnification des principes dont ils se proclament

les champions : ceux-ci sont trop grands, ceux-là trop infimes.

Je saluais, en février, l'aurore d'un progrès fécond et régulier, fondé sur les lumières, la franchise et le désintéressement de quelques hommes qui prétendaient tenir du suffrage populaire la mission d'inaugurer des réformes immortelles. Si le génie leur a manqué, si ces hommes ont fléchi sous le poids de leur vaniteuse dictature, le peuple a payé trop cher cette épreuve pour qu'il soit interdit de le désabuser sur le compte des ambitieux qui font litière de sa confiance.

Si je ris, plus d'une fois, dans ces pages, du rôle burlesque joué sérieusement par quelques individus, si je flagelle, en passant, le carnaval révolutionnaire, loin de moi la pensée d'outrager le *vrai* peuple et sa cause sainte.

Certes, il n'y a, pour moi, nulle solidarité possible entre les bandits barricadés au fond des Tuileries que le noble travailleur avait conquises, dont il était sorti les mains vides; entre les chauffeurs de Neuilly et le brave peuple de Paris, chassant, le matin, un pouvoir corrompu, et, le soir, la faim au

ventre, gardant du pillage les monuments de la cité, les palais de l'opulence et les trésors de l'industrie.

A chacun selon ses œuvres.

J'ai combattu en février. Depuis, sur une autre terre, j'ai offert mon sang pour la défense de l'opprimé contre l'oppresseur. J'ai le droit de parler; fort de la vérité, je ne crains personne.

CH. DE LAVARENNE,

Ancien délégué du Peuple.

PREMIÈRE PARTIE.

L'HOTEL DE VILLE.

CHAPITRE PREMIER.

Le parti républicain. — Une tempête dans un verre d'eau. — Les hommes qui ne veulent pas être volés. — Comment j'entre à l'Hôtel de Ville. — Don Quichotte, portier du Gouvernement provisoire. — — Première indiscrétion.

La majorité des Français, quoique certains journaux affirment le contraire, est peu républicaine.

Pourquoi ?

C'est que le premier essai de la République nous a donné quelque gloire, mais nul souvenir de bonheur, Convention, Directoire, Consulat ne nous rappellent qu'un état de luttes et de sacrifices, qui grandit avec Napoléon, pour retomber épuisé aux bras de la vieille monarchie.

Malgré ses déceptions, le pays a toujours soif de libertés, d'améliorations physiques et morales. Cette tendance perpétuelle vers le progrès, malgré les écueils et les souffrances de la route, est l'honneur

de notre peuple. Les germes semés dans le passé n'ont point été stériles; mais les deux dernières ré volutions que nous avons tentées, dans l'espace d'un demi-siècle, prouvent tout à la fois l'immensité de nos aspirations et la faiblesse ou l'erreur de nos théories.

Un parti s'était formé sur les ruines de la première République, pour sauvegarder l'héritage des principes consacrés depuis 89. Propagandiste obscur sous l'Empire et la Restauration, ce parti s'inclina, en 1830, devant la chimère d'un trône républicain. L'heure des réformes sociales se trouvait ajournée, car les radicaux d'alors, manquant de savoir ou de renommée, ne pouvaient inspirer aux masses ni foi ni enthousiasme.

Dix-huit ans s'écoulèrent, pendant lesquels un roi habile, quoi qu'on en dise, garrotta de chaînes caressantes les adversaires un peu redoutables que sa politique devait ménager. Le parti radical, décimé par la faveur, s'enferma dans quelques journaux qui ne furent pas tous incorruptibles. Il adopta pour chefs nouveaux plusieurs jeunes avocats qui avaient leur fortune à faire, et deux ou trois illuminés qui voyageaient à la recherche du meilleur des mondes possibles.

Au-dessous de la région privilégiée où les prophètes de l'Éden futur promis aux simples d'esprit vendaient

leurs oracles à quelques mille croyants, d'autres hommes conspiraient. C'étaient des prolétaires ardents, généreux, poursuivant un mirage doré, mais faciles à tromper sur l'usage à faire d'une victoire incertaine. Ils livraient, de temps à autre, des combats de gladiateurs, sous le drapeau de la faim, et mouraient, en saluant le dieu d'un avenir inconnu.

Cependant, la corruption des satisfaits éclatait de tous côtés. Elle était dévoilée à tous les regards, et par les hommes dont elle offensait la pudeur, et par ceux auxquels on n'avait point offert leur part du gâteau. Le peuple assistait depuis longtemps à des scandales renouvelés d'un autre âge. Des ministres concussionnaires ou libertins, des scélérats grands seigneurs, des fonctionnaires fripons et décorés venaient s'asseoir sur la sellette réservée au commun des coupables. Des discoureurs téméraires parcouraient nos provinces, prêchant, le verre en main, la rénovation de la France.

Le pouvoir, comme s'il eût deviné sa fin prochaine, résista mollement. Après soixante-onze banquets réformistes, ce ne fut ni l'explosion de la misère, ni la science formulée d'un progrès à accomplir, ni même un sentiment de dignité nationale qui précipita la crise : ce fut une tempête dans un verre d'eau. Tout le monde se rappelle cette maladroite ordonnance de police qui, supprimant, un peu tard, à quelques cen-

taines de boutiquiers le droit de trinquer en public avec les députés de l'opposition, mit le feu au trône d'un vieillard dont Paris ne se souciait plus. Cette royauté, qui avait échappé à une série de complots, disparut tout à coup de la scène sans presque tirer l'épée. Et pendant que le peuple allait briser les glaces de son palais désert, quelques hommes qui n'avaient pas affronté les chances de la lutte, se trouvèrent réunis, comme par enchantement, dans un coin de l'Hôtel de Ville, pour se proclamer les sauveurs de la patrie.

Les émeutes politiques sont parfois des révolutions qui avortent; les révolutions sont toujours des émeutes qui triomphent. Le succès, en pareil cas, fait le droit. Ceci peut sembler bizarre; mais rien ne ressemble mieux au paradoxe qu'une vérité lâchée à bout portant. La Révolution de 1830 avait fait trois fausses couches, 1832, 34 et 39, avant de produire l'embryon de février. Quand le travail est si laborieux, faut-il s'étonner que l'enfant soit chétif?

Je ne vous redirai point les combats de la rue. La France est la terre historique du courage; et dans le choc toujours déplorable des guerres civiles, les héros se trouvent des deux côtés. L'Hôtel de Ville escamoté me paraît plus curieux qu'un assaut de barricades.

Allons-y.

Or donc, le 24 février, entre 7 et 8 heures du soir,

une colonne serrée d'étudiants et d'ouvriers, partie de l'Odéon, débouchait par le quai Pelletier sur la place de Grève, et venait en chantant *la Marseillaise*, se ranger contre les grilles du ci-devant palais Rambuteau. Quelques minutes après, une autre colonne, arrivant par la rue des Coquilles, précédait elle-même d'autres masses compactes qui couvrirent bientôt la place d'une forêt de baïonnettes. Les chefs improvisés de ces divers rassemblements allèrent au-devant l'un de l'autre, comme pour échanger un mot d'ordre, et après un colloque très-court, l'un d'eux se hissa le long du fût d'un candélabre et réclama le silence. Tous les regards se fixèrent sur lui.

« Citoyens, s'écria-t-il, une même pensée nous amène... vous me comprenez !... On nous a dit qu'un nouveau pouvoir s'organisait dans ces murailles : au nom de qui, et pourquoi faire ?... Voulez-vous savoir quels sont ces hommes, et ce qu'ils préparent ?

» — Oui, oui ! » Ce ne fut qu'un seul cri, formidable comme le premier éclat d'une tempête.

« Vous ne voulez pas, continua l'orateur, qu'on vous vole effrontément, comme en 1830 ?

» — Non ! non ! hurla la foule en agitant ses armes.

« — Eh bien, citoyens, ne quittez point vos rangs ; soyez fermes et calmes ! Que chaque troupe de combattants désigne parmi ses membres le plus digne de

la représenter. Ces députés de Paris vont monter auprès des hommes qui aspirent à nous gouverner. Ils reviendront vous dire leurs noms, leurs projets, et vous déciderez. »

Une salve d'acclamations salue cette motion. Les députés sont nommés, et, mandataire de la première colonne, je m'achemine avec mes collègues vers le grand escalier de l'Hôtel de Ville.

La place de Grève ressemblait à un camp. L'intérieur de l'Hôtel de Ville offrait l'aspect d'une déroute. Çà et là, le long des corridors et dans les grandes salles, ondulaient, à flots pressés, des hommes couverts de sang et des gardes nationaux effarés. Nous avancions à grand'peine au milieu de cette cohue d'hommes de tout âge et de tous états, les uns en uniforme, les autres en blouse, quelques-uns en haillons. Séparés par le roulis de cette masse confuse et rugissante, nous n'arrivâmes que deux, et vraiment par hasard, après mille efforts et mille vaines recherches, devant la porte du secret asile où s'était blotti le Gouvernement provisoire.

Un homme à longue chevelure, au visage pâle et défait où perlaient des gouttes de sueur, l'œil ardent et hagard, la cravate en désordre, était adossé à cette porte. La ceinture garnie de pistolets, un grand sabre à la main, cet inconnu avait la pose

d'un tyran de mélodrame ou d'un flibustier surpris qui veut vendre chèrement sa vie. Il ne lui manquait que l'armet de Mambrin. Le fameux chevalier de la Manche en eût été jaloux, et Daumier l'eût croqué vif.

— Le Gouvernement provisoire est ici? lui dis-je résolument.

— Non !

— Il y est, j'en suis sûr...

— Eh non, sacrebleu ! non !

— Permettez, citoyen. Nous sommes délégués par le peuple, assemblé en armes sur la place. Nous avons mandat de communiquer sur-le-champ avec le Gouvernement provisoire...

— Quand vous seriez le diable ! s'écria l'Artaban... Je suis, moi, le général Lagrange... Entendez-vous bien : Charles Lagrange, de Lyon, commandant de toutes les forces militaires du département... On ne passe pas !!!...

— Mon cher ami, repris-je en m'inclinant pour ne pas sourire devant cet accès de caporalisme, si dans une heure notre mission n'est pas remplie, le peuple montera ici, par l'escalier, et vous descendrez tous... par les fenêtres.

A ces mots, Lagrange devint pensif ; il baissa la pointe de sa colichemarde, passa convulsivement sa

main dans ses cheveux ; puis, avec un soupir de regret, il murmura :

— Le peuple... le peuple... Fichtre ! c'est respectable... Entrez donc ; mais seul. C'est tout ce que je puis faire.

Les moments étaient comptés. Mon collègue me pria d'achever cette aventure. Le Cerbère humanisé entr'ouvrit la porte de chêne qu'il gardait comme le jardin des Hespérides, et me poussa dans une petite antichambre qu'éclairait le vitrage dépoli d'une seconde porte entre-bâillée.

Il n'y avait plus que cette faible barrière entre moi et l'élite de la grande nation.

Je m'arrêtai un instant. Les scènes de tumulte que je venais de traverser, et la rencontre théâtrale du célèbre Lagrange, avaient un peu brouillé mes idées. De plus, mon costume était peu parlementaire. Mon fusil noir de poudre, mes vêtements lacérés et couverts de boue, mon chapeau qui avait abdiqué toute forme civilisée, enfin mes mains et mon visage saignants, rendaient mon abord évidemment désagréable. Je me rassurai toutefois en pensant que les rois de la révolution étaient, à cette heure, dans leurs petits souliers, c'est-à-dire, et jusqu'à nouvel ordre, les très-humbles serviteurs du peuple triomphant.

Je posais la main sur le bouton de la porte, lors-

que les éclats d'une violente discussion me retinrent immobile. Il se passait quelque chose d'extraordinaire.

Qu'on me pardonne cette indiscrétion : j'écoutai de mes deux oreilles.

CHAPITRE II.

Une séance à huis clos. — Plaidoyer de Me Marie contre la République. — Jubilation du Provisoire. — Le *général* Lagrange. — Le Gouvernement provisoire en état de siége. — Lamartine propose la Régence. — Tumulte effroyable. — Lamartine crie vive la République. — L'invasion des Barbares. — Création des Délégués du Peuple.

Pendant que la République courait les rues, la Régence était sur le tapis ; mais quelle Régence ? Quand je dis sur le tapis, c'est que, profitant de l'ombre et du bruit, j'avais doucement passé ma tête à l'ouverture de la porte. La pièce que j'aperçus était un cabinet long et étroit, celui, sans doute, de quelque secrétaire du préfet. Çà et là, des meubles en désordre ; des fusils amoncelés dans un coin ; sur une console, des bouteilles vides parmi des débris d'aliments ; au centre, une table couverte d'un tapis vert, autour duquel messieurs les Provisoires disséquaient les destinées de

la France : tel s'offrit à mes yeux, dans sa piteuse cachette, le premier laboratoire de la révolution.

Lamartine, dont le regard magnétique et voilé fascine si bien les masses, ne semblait rien entendre. Le front penché sur sa poitrine, il rêvait peut-être à d'autres temps. Peut-être, en ce moment, glissait devant sa pensée l'ombre des Girondins, dans ces murs où dorment de si terribles souvenirs.

A sa petite taille, je reconnus Louis Blanc. Ce jeune et ardent tribun, livré à des spasmes d'impatience, mordait ses ongles avec colère.

Tout près, la laideur caustique de Crémieux; les longs cheveux et la mine confite de Garnier-Pagès; la tête blanche de Dupont (de l'Eure), toute empreinte d'anxiété ; l'attitude extra-judiciaire de Me Marie, le verbeux avocat, produisaient sur moi des impressions diverses. Les autres figures m'étaient encore inconnues.

Me Marie, cramponné à la parole, plaidait chaleureusement contre la République : il évoquait les spectres de 93, le comité de salut public, les échafauds permanents, tout le bric-à-brac de la Terreur, et concluait par la proclamation d'une Régence, dont il espérait sans doute être le garde des sceaux. A l'entendre, il fallait gagner du temps, et amuser l'émeute, jusqu'à ce qu'on pût la museler.

Plusieurs de ses collègues, s'épanouissant à l'idée

de voir l'ordre se rétablir à leur profit, hochaient la tête, en signe de profonde adhésion; « car, s'écriait Me Marie, que sont, après tout, ces gens qui veulent imposer la République à la France? une poignée de faubouriens, égarés par des meneurs, et quelques utopistes dont le bon sens public va faire justice. Demain, messieurs, au jour, quand Paris sera dégrisé, tout cela disparaîtra devant la brave garde nationale! »

J'entrai brusquement. Je devais être pâle, car je me sentais froid au cœur. Mon apparition fit sur l'aréopage l'effet de l'ombre de Banco.

— Messieurs, leur dis-je, on a bien de la peine à vous trouver. Je viens au nom des Ecoles et du Peuple. Trois cent mille hommes sous les armes ont acclamé la République; ils ne veulent pas d'une Régence qui continuerait dix-huit années de mensonges. Si, dans une demi-heure, vous n'avez pas reconnu la souveraineté du peuple, le peuple sera ici. Paris est debout... J'attends.

Tous se regardèrent. Louis Blanc s'élança vers moi.

— Dites donc à ces messieurs, vous qui venez du dehors, dites-leur ce qui se passe, ils vous croiront peut-être!

— Ce qui se passe?... Je le répète : Paris est dans les rues, les barricades peuvent soutenir un siége. Ce qui se passera, si l'on pense abuser le peuple, comme en juillet, je ne vous souhaite point de le voir.

Lamartine me fixait avec attention.

— Messieurs, dit-il de cette voix qui trouve le chemin des cœurs, le peuple a tant souffert... Il a le droit d'être impatient.

— Bien! m'écriai-je... Venez donc, M. de Lamartine; venez parler à ces braves gens; votre nom est le talisman de la paix. Parlez-leur franchement, ils auront confiance.

Lamartine se leva au milieu des figures assombries. Nous allions sortir, lorsque Lagrange, bouleversé, suivi de quelques hommes, se jette au milieu de nous:

— Tout est perdu! s'écrie-t-il... Le peuple inonde l'hôtel; il demande à grands cris où est le Gouvernement provisoire: la salle du conseil général est comble; il faut qu'un de vous vienne calmer les esprits.

—Vous le voyez, j'y allais... répond Lamartine avec un calme qui n'était pas dans son cœur.

Un officier de garde nationale se présenta pour l'escorter avec moi.

Certes, une révolution qui commence est grosse d'embarras. Les parasites révolutionnaires à frac noir, dont la main gantée redoute la crasse de la poudre, touchent de près aux courtisans. A quel prétendant ceux-ci vont-ils offrir les Tuileries saccagées? Chaque planète exilée du ciel monarchique a parmi eux ses satellites. La succession va-t-elle se liquider à huis-

clos ? Non, messeigneurs, car voici la République aux bras nus, drapée dans les plis de sa blouse gauloise, le front ceint de baïonnettes étincelantes. C'est la royauté du peuple qui réclame son tour. Elle prend place au conseil, déchire fièrement les protocoles ébauchés, et, parodiant la fable des plaideurs, elle avale l'huître royale et distribue les coquilles aux procureurs des candidats.

Un tumulte effroyable emplissait l'Hôtel de Ville. Il nous fallut un quart d'heure pour gagner la salle du conseil général, au milieu des vociférations d'une foule irritée. Lamartine, soutenu par nous, se hissa sur la tribune, et fit signe qu'il allait parler. Dominé par les dispositions de la majorité de ses collègues, il commença un discours ambigu, saupoudré de lieux communs. — Mes amis, disait-il, vous n'êtes pas des anarchistes ; vous voulez l'ordre au sein du progrès, la liberté sans licence ; vainqueurs d'un pouvoir avili, vous ne laisserez pas la société périr dans la sentine des mauvaises passions. Il nous faut un point de ralliement autour duquel le pays se rassure et les intérêts se raffermissent. Voulez-vous la *Régence* ?...

Une explosion de colères couvrit sa voix. Les uns criaient à la trahison, les autres réclamaient Ledru-Rollin. Plusieurs fusils couchèrent en joue l'orateur, qui ne fut préservé que par miracle. Tout à coup le bruit se répand que Ledru-Rollin arrive. Toutes les

têtes se tournent vers l'entrée de la salle ; une espèce de calme se fait. Aussitôt Lamartine en profite, et, par un habile tour de force, ressaisit au vol son discours emporté par l'orage, et jette aux échos le grand nom de RÉPUBLIQUE. Avec cette magie de parole qu'il possède si bien, il oppose à la passion populaire les fascinations du génie, suspend à ses lèvres cette foule soudain captivée, et change en acclamations frénétiques les sauvages élans qui le menaçaient tout à l'heure. Mais c'est peu d'avoir écarté la foudre, il faut creuser un lit au torrent, il faut se débarrasser de l'importune agitation de ce peuple. — « Nos dangers ne sont pas tous conjurés, s'écrie de nouveau Lamartine. L'armée du tyran est aux portes de Paris ! Soldats de la République, c'est aux barrières qu'il faut courir en masse ! » Ce coup de théâtre eut un plein succès.

Brillant triomphe de poëte, et fatal éblouissement des esprits ! Pendant que la révolution bondissait au hasard, semant autour d'elle l'incertitude et la crainte, qui donc eût pensé que, si peu de temps après, Lamartine serait accusé, par tant de voix, d'avoir déserté le terrain du progrès et dépensé ce qui lui restait de cœur en vains artifices de popularité ? Hélas ! il faut le dire à regret, le chantre des *Méditations* n'est qu'une harpe éolienne, à la merci de tous les vents qui soufflent. L'amant d'*Elvire*, le père de *Josselin* n'était point fait pour des luttes si grandes. Mais, si sa poli-

tique est le plus vague de ses poëmes, son courage fut, cette nuit, à la hauteur de ses périls.

Après l'orage, le demi-dieu remonta dans les cieux, et le peuple, qui avait cru en lui, resta dans l'ombre de sa misère.

Cette foule, apprivoisée au son de la lyre, s'écoula lentement. Je la suivais dans sa retraite, en observant, ici, des blessés, gisant sur un peu de paille; là, des hommes altérés, vidant les caves de l'hôtel; les uns affublés de la garde-robe préfectorale; les autres traînant des habits de municipaux; ceux-ci fouillant, avec des éclats de rire, les correspondances anacréontiques de M. de Rambuteau; ceux-là frottant leurs bottes boueuses sur la soie des divans. Partout des haillons et du velours, du fer et des dorures, du sang et du vin.

Il était près de minuit. Je songeais à rentrer chez moi pour goûter un peu de sommeil, quand, aux portes de l'Hôtel de Ville, je fus cerné par une foule immense, accourue du faubourg Saint-Antoine. Noyé dans cet océan d'hommes qui débordait de toute part, je perdis pied, et me trouvai, sans savoir comment, reporté au-dessus du grand escalier. En cet endroit l'invasion nouvelle, mêlée de clameurs furieuses, ne pouvait plus se comprendre ni se diriger. Les détonations d'armes à feu répondaient aux cris d'angoisses de gens qui s'étouffaient. J'eus le bonheur de trouver

un enfoncement qui me protégea ; et plusieurs milliers de combattants s'engouffrèrent ainsi dans toutes les parties de l'hôtel. Pendant une heure, un désordre hideux, des hurlements de mort, des éclats de portes brisées, donnèrent à cette scène un cachet satanique.

Par un hasard providentiel, les membres du Gouvernement ne furent point découverts ; quelques-uns d'entre eux durent se croire perdus : ils se savaient suspects : ils se voyaient sans défense. Heureusement pour eux que, dans la foule, se retrouvaient, en bon nombre, des hommes qui avaient entendu les dernières protestations de Lamartine, et que la tourmente avait refoulés comme moi dans l'Hôtel de Ville. Nous réussîmes à faire circuler des paroles de conciliation. Les plus acharnés déclarèrent qu'ils ne voulaient pas être volés comme en 1830 ; tous jurèrent de ne pas quitter la place que la Révolution ne fût hors de cause.

Le Gouvernement provisoire, secrètement informé de ce qui se passait, risqua une ambassade pour connaître la volonté du Peuple. Grand fut son embarras, lorsqu'il apprit qu'on le tenait en état de siége. Qu'allait devenir la dictature des honorables Provisoires, qui avaient bien voulu se charger de mettre Paris à la raison ? Comment communiquer avec les ressources du dehors ? comment légiférer sous la pression d'une armée ?

Lamartine, enivré de son premier succès, revint

essayer le nectar de son éloquence. On ne l'écouta plus. Les parias de la veille se montraient intraitables. Ledru-Rollin, sur d'autres points, fut acclamé par les bravos; mais le Peuple exigeait des garanties : on ne pouvait s'entendre. A la fin, un citoyen proposa de nommer *un délégué par arrondissement*, qui serait chargé, conjointement avec ses collègues, de résider *en permanence* à l'Hôtel de Ville, pour surveiller tous les actes du Gouvernement provisoire, et en rendre un compte public chaque semaine, ou sur-le-champ, s'il y avait urgence, au comité républicain de chaque quartier.

Telle fut l'origine des Délégués du Peuple.

Cette motion ne passa point sans oposition. Il y avait là des hommes venus avec de tristes projets. Mais la majorité honnête l'emporta, et les délégués choisis durent se rendre auprès des dictateurs pour leur signifier la décision populaire. Ce ne fut point là un acte de violence révolutionnaire. Il est permis de se demander quels étaient les plus légalement institués, de ces hommes nommés publiquement, choisis librement, ou de ceux qui étaient accourus d'un bureau de journal ou d'une chambre dissoute, s'imposer au pays et se déclarer souverains.

J'étais délégué du 10e arrondissement. Je nommerai plus loin mes collègues, en exposant nos actes.

Le Gouvernement provisoire paraissait terrifié. Mais,

lorsque notre mission fut connue, lorsque ces messieurs apprirent qu'on ne pouvait qu'à ce prix espérer l'évacuation de l'Hôtel de Ville, tous les fronts se déridèrent, et nous fûmes choyés à qui mieux mieux.

Lamartine versa des torrents de miel, et nous fûmes priés de nous regarder comme chez nous.

CHAPITRE III.

Les souterrains de l'Hôtel de Ville. — Un état-major improvisé. — Les masques tombent. — Première distribution des rôles. — Les tard-venus et le gros Pagnerre. — Une parodie de la Convention. — Comment le père Flottard trouva un os à ronger. — Du pain et un million.

Notre premier soin fut de choisir un petit nombre d'hommes sûrs, pour former la garde de l'hôtel. Cette simple mesure devait déjouer bien des plans, comme on le verra bientôt, car je ne sais trop ce qui serait arrivé sans les précautions fermes dont nous appuyâmes notre rôle de paix.

Dès qu'un peu d'ordre régna autour de nous, il fallut visiter l'hôtel de fond en comble. Des terreurs sinistres avaient circulé; on disait que les caves, labyrinthe périlleux, renfermaient des centaines de municipaux, frémissant de leur défaite, qui comptaient profiter des ténèbres pour tenter un coup de main. D'autres disaient que des barils de poudre, préparés

par quelques fanatiques du pouvoir déchu, devaient, après la retraite des troupes, faire sauter le quartier de l'Hôtel de Ville. Tout cela n'était que ridicule : mais, dans la fièvre de cette nuit, tous les yeux voyaient des fantômes.

Une patrouille, munie de torches, fouilla les souterrains. Après une longue recherche, toute pleine de frémissements secrets, en passant près d'un caveau fermé, nos hommes entendent des plaintes. Les armes s'apprêtent, la porte est enfoncée, et l'on trouve trois municipaux blessés. Ces malheureux n'avaient pu suivre leurs camarades; craignant d'être massacrés par les vainqueurs, ils s'étaient traînés et enfermés dans ce caveau ; longtemps ils avaient résisté au cri de la souffrance; mais cette position devenant intolérable, ils appelaient la mort à défaut de libérateurs. Ce fut le Peuple qui les sauva ; ce Peuple, sur lequel ils avaient tiré le matin, s'attendrit sur leur misère et les porta religieusement dans une maison voisine, où le docteur Sabattier, qui n'avait point quitté l'Hôtel de Ville, leur prodigua les premiers soins.

Cette ronde terminée, l'ordre régna. Des postes peu nombreux, mais fidèles, occupaient l'intérieur et les grilles du palais. Étudiants, ouvriers, gardes nationaux, unis dans un même sentiment, formaient cette garnison protectrice du berceau de nos espérances. Lagrange fut reconnu gouverneur de l'hôtel ; il se

décerna immédiatement le titre fastueux de général en chef, et s'adjoignit Rey, négociant pacifique, en qualité d'aide de camp. Un ancien sous-lieutenant de Juillet, Beaumont, officier de la 6e légion, leur ami commun, se rangea sous leurs ordres, comme chef de bataillon. Les grades inférieurs furent acceptés par quelques hommes dont je parlerai plus tard; ce fut le noyau de la Garde républicaine.

Alors enfin, le Provisoire, désormais sans rivaux, essaya de respirer. Il quitta sa cachette à pas de loups, et guidé par Flottard, vieil employé de la préfecture, il vint s'installer dans le salon du secrétaire général, situé au bout du même corridor. Là, les hommes et les positions se dessinèrent; un masque de dignité officielle, un parfum d'audace gouvernante, remplacèrent peu à peu les frissonnements de la peur. Lamartine, Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Marie, Crémieux, coryphées d'un pouvoir dénué de sanction, dictateurs de hasard, assis sur le chaos, s'observaient avec une défiance mal contenue; Dupont de l'Eure, honnête momie, était l'enseigne de la présidence; Marrast, Louis Blanc, Flocon et Albert subissaient provisoirement le second rang, avec le titre de secrétaire; le gros Pagnerre, ce fortuné bouquiniste, accroché aux pans de l'habit de ses amis du *National*, se paya l'emploi de *grande utilité* dans la comédie dont la France allait payer les violons.

Cette distribution des premiers rôles devait se modifier plus tard. Il fallait des comparses pour monter la pièce, et des claqueurs pour l'applaudir. Les limiers du *National* et de la *Réforme* aboyèrent sur toute la ligne, et la curée des places commença, au nom du *Peuple souverain* qui ne s'en doutait guère.

Les délégués d'arrondissement bivouaquaient dans le cabinet de M. de Rambuteau, pièce contiguë à la salle occupée par le Gouvernement. M. de Lamartine qui, sans doute, avait ses raisons pour ne pas nous perdre de vue, applaudissait à ce choix, et nous comblait de prévenances particulières.

Caves et cuisines avaient été pillées par les envahisseurs. Nous mourions de faim. Il fallait aviser. D'accord avec nos collègues, je fis, au nom du Gouvernement, et comme secrétaire de la délégation, des *bons* payables aussitôt que les circonstances le permettraient. On apposa sur ces bons le cachet de la Ville, et quelques provisions nous arrivèrent. Je raconterai plus tard comment survint l'abus de ce moyen de subsistance, et les festins de Balthazar qui défrayèrent bientôt, jour et nuit, l'infatigable gloutonnerie des prétoriens du *National.*

Le temps marchait, le jour allait venir, et rien n'était préparé pour annoncer aux quartiers en armes, et à la banlieue inquiète, les principes et les débuts du nouveau pouvoir. Ce pouvoir n'avait-il pas même une

promesse à jeter en pâture à ce peuple qui venait de livrer à son ambition la fortune la plus inespérée ?

Les Délégués tinrent conseil : l'accord fut unanime. Drevet et moi, nous entrâmes auprès des dictateurs, pour leur représenter l'urgence d'accomplir ce devoir. Ces messieurs n'y songeaient pas ; ils voulurent bien toutefois profiter de notre avis, en apprenant de notre bouche à quel lendemain leur incurie pouvait les exposer.

En effet, tandis que, dissimulé dans le petit cabinet où je l'ai montré d'abord, le Provisoire en herbe se congratulait de son audace heureuse, en dégustant la primeur de ce fruit de serre-chaude, une troupe d'hommes à mine décidée avait envahi la pièce où nous siégeâmes plus tard, et s'était formée en une sorte de Convention.

— On nous dit, s'écria le personnage qui semblait être le chef de la bande, qu'un gouvernement est déjà sorti de dessous les pavés. Celui-là doit avoir les mains blanches et un col de chemise... ça ne me botte pas. Ceux qui ont fait la conduite à Philippe laisseront-ils manger le rôti par un tas d'*aristos* ?

Cette harangue de bas lieu avait un succès fou.

— Frères, continua le Brutus en goguette, faisons-nous *gouvernement !*...

— Bravo ! bravo !

— Que celui qui se sent crâne demande une place ;

le peuple en a des masses. Moi, je me colle président, vu que j'ai la parole en main et les reins cafrés. Faut que les citoyens se prêtent à la chose publique...... Je me dévoue.

Le conclave trépigna d'aise à l'aspect, d'un si bel exemple, et les dévouements se multiplièrent. Un Figaro du quartier latin s'offrit pour ministre de l'Instruction publique; un caporal civil, droguiste de la rue des Lombards, qui savait faire le fulmi-coton, proposa de se charger de la Guerre; l'Intérieur échut sans conteste à un brigadier de balayeurs, le Commerce à un courtier marron, le portefeuille des Finances à un maître d'armes, celui des Travaux publics à un saltimbanque, la Marine à un ex-pompier, la justice à un rôtisseur, et la Politique étrangère à un acteur des boulevards.

La gravité de ces fonctionnaires était moins comique que celle des électeurs; mais cette parade eut son côté sérieux. Jaloux de savoir que d'autres les eussent devancés, ils se ruèrent de tous côtés, avec leurs séides, à la recherche de ceux qu'ils qualifiaient d'escamoteurs, et je ne sais ce qui serait advenu, sans la dernière invasion nocturne que j'ai déjà racontée, et d'où sortirent les Délégués, pour le salut du Provisoire.

Lamartine nous avait promis une affiche destinée à nourrir le peuple des plus sublimes espérances.

Elle devait nous être remise par le nouveau secrétaire général de l'Hôtel de Ville. Nous cherchâmes ce personnage, qui mérite bien une mention.

Il est bon de dire qu'à l'arrivée des entrepreneurs du Gouvernement, un nommé Dussard, honnête employé de l'hôtel, quelque chose de plus qu'un garçon de bureau, était venu offrir sa plume et son canif au service de la patrie, moyennant le titre de secrétaire général. Il croyait tenir son os, mais il comptait sans Flottard. Connaissez-vous le père Flottard, ce grand homme du lendemain ? Flottard, vieux matou du *National*, qui connaissait toute la coterie, flairait depuis longtemps une place à choisir dans la cuisine du Provisoire. Il avisa que le secrétariat général serait une pitance convenable à son modeste appétit. Qu'il est doux, en effet, de se voir maître où l'on a été.... serviteur, de commander où l'on rampait ! Le sire vint donc majestueusement s'installer, mais Dussard montrait les griffes.

— Qu'est-ce que vous faites là ? s'écria Flottard ébahi.

— Vous le voyez, je fonctionne.

— Par quel ordre ?

— Ordre du Provisoire.

— Voulez-vuos bien me f... le camp ? Garnier Pagès vient de me nommer.

Dussard était peu flatté. Mais la friperie du *Na-*

tional était, pour le quart d'heure, le costume obligé. De plus Flottard était tout fiel, et Dussard le savait. Il fit patte de velours, descendit du fauteuil, et sortit à reculons.

Nous trouvâmes Flottard gonflé comme une outre dans la majesté de ses paperasses. Il se chargea de presser la rédaction de l'affiche; mais nous ne le revîmes plus cette nuit. S'était-il barricadé contre l'invasion possible d'un nouveau Dussard? Etait-il allé ronfler sur les lauriers de ses amis? Quoi qu'il en soit, à quatre heures du matin seulement, je pus obtenir quelques exemplaires de l'affiche tant désirée. J'en donnai lecture à mes collègues. Nous restâmes stupéfaits.

Pour relever le moral de ce peuple, en ce moment maître absolu de la cité, pour réchauffer ses bons instincts, son dévouement, pour développer en lui le sens de l'ordre et le respect de la propriété, le Gouvernement lui promettait des distributions de pain et un million! C'était le prologue des ateliers nationaux, du 15 mai et des journées de juin, ces trois fatales conséquences d'une politique d'eunuques, dont les plaies ne sont pas guéries.

Nous descendîmes dans Paris, tristes, mais résolus de cacher nos pressentiments, pour ne point donner à de nouvelles agitations un trop funeste prétexte. Le peuple gardait ses barricades avec un ordre admi-

rable. Des postes multipliés dirigeaient de tous côtés des patrouilles de sûreté ; les bandits, terrifiés par une justice expéditive, redoutaient plus une sentinelle prolétaire que les agents disparus de l'ancienne police. Le calme régnait. Bourgeois et ouvriers fraternisaient dans un commun enthousiasme. Heureuse la France, si ses meneurs eussent compris la noble mission dont cet accord de toutes les classes leur rendait l'accomplissement si facile !

Oh ! oui, le peuple est bon. Prenez-le par le cœur, élevez sa pensée, répondez à ses nobles instincts par l'intelligence de vos devoirs ; et alors, ô gouvernements, vous ferez de grandes choses. Mais, éternelle infamie sur les brouillons qui lui infiltrent des doctrines de haine, pour l'exploiter à leur profit !

L'affiche du Provisoire fut accueillie comme elle devait l'être.

— Cela commence bien ! murmuraient ces hommes qui gardaient la fortune publique. Parce que nous ne sommes pas riches, on nous offre l'aumône ! Mais qu'on diminue nos impôts, qu'on ressuscite le travail ; nos bras valent des millions! et l'Hôtel de Ville n'a pas le droit de nous jeter un argent qui appartient au pays !

Je m'efforçais de leur faire entendre que ce million, débris de la royauté, serait distribué aux familles des blessés, aux veuves, aux orphelins des victimes.

— A la bonne heure, disaient les uns.

— Allons donc, s'écriaient d'autres ; c'est une *banque* du Provisoire; ces gens-là *ont le nez creux*; tous les gouvernants se ressemblent. Mais puisqu'il en faut, autant ceux-là que d'autres. Nous compterons plus tard.

Il y avait dans ces paroles une douloureuse prophétie.

Dieu veuille qu'elle s'écarte à jamais de nos destins à venir !

CHAPITRE IV.

La Légion de la Terreur. — Une proclamation sur un volcan.—Siége de l'Hôtel de Ville. — Lamartine parlementaire. — La barbe du citoyen Thomas. — Délivrance miraculeuse du Gouvernement. — Projets du général Dubourg.—Les moutons seront toujours tondus.

Le 25 février, vers dix heures du matin, une foule immense errait sur les quais. Tout ce monde avait une physionomie incertaine. La bourgeoisie, dégrisée de l'enthousiasme involontaire de la veille, ne savait si elle devait se réjouir ou s'affliger; les enfants du peuple tiraient des coups de feu en signe de triomphe; les travailleurs inquiets circulaient avec un calme sombre. L'expression générale était une sorte de stupeur.

Sur la place de Grève régnait une sourde agitation; des groupes nombreux, entremêlés de figures sinistres, stationnaient çà et là. La plupart des hommes rassem-

blés ainsi portaient, soit autour du bras, soit à la boutonnière, un lambeaux d'étoffe rouge. Je crus d'abord que c'était le signe de ralliement d'une société populaire; je tardai peu à savoir le véritable sens de cette démonstration.

Dans l'hôtel, l'effroi se lisait sur tous les fronts. Le Gouvernement, me dit-on, a reçu des rapports; le parti de la Terreur, qui, dans la nuit dernière, a déjà fait une tentative sur l'hôtel, se prépare, aujourd'hui, à une lutte ouverte. Il a pris pour symbole le *drapeau rouge*, signe d'extermination et de pillage; ses chefs ont promis à leurs bandes le sac de la capitale; nous sommes tous perdus!

—Nous verrons bien, répondis-je. Et que fait le Gouvernement?

—Il a fait établir une imprimerie dans le corridor du secrétariat général. On tire par milliers des proclamations.

Des proclamations sur un volcan!.. Un chef-d'œuvre de couardise, quand il fallait monter à cheval, et rallier autour de la civilisation en péril tous les vrais défenseurs de l'ordre et de la liberté! Voilà ce que faisait le Gouvernement des poëtes, des avocats et des journalistes!

Les délégués du peuple, indignés d'une telle incurie, tenaient conseil, à la hâte, sur cette situation, lorsqu'un vacarme effroyable éclata sur la place de

Grève. Nous courûmes aux fenêtres, et nous vîmes une masse hideuse, de ces individus sans nom qui habitent les bas fonds de Paris, se ruer sur les grilles du palais en brandissant, avec des cris lugubres, des armes de toute sorte.

Nous crûmes un moment qu'il ne nous restait qu'à périr : sacrifice inutile peut-être, mais que nous devions à la patrie.

Nous prîmes nos fusils, et fermant les solides portes de notre salon, nous courûmes, par les communications intérieures, au cabinet du Gouvernement. Quelques-uns de ses membres seulement s'y trouvaient, avec Lamartine. Adossés aux portes qui donnaient sur le corridor, nous attendions l'événement. Bientôt, un cri immense retentit, on entendit des craquements épouvantables ; plusieurs milliers d'assaillants, avant-garde des masses qui inondaient la place et les rues voisines, avaient broyé les grilles extérieures, et enfoncé les portes sous leur terrible pression.

Guidé par ses chefs, qui croyaient y rencontrer le Provisoire, ce flot humain déborda dans les grands appartements. Le rugissement féroce des bandits, en n'y trouvant personne, nous prouva leurs desseins. Ils s'imaginèrent que le Gouvernement avait fui. Cette erreur nous sauva. L'immensité de l'édifice, ses innombrables divisions nous protégèrent. Quelques hommes de la garde, qui s'étaient ralliés dans notre

étroit corridor, contribuèrent à en éloigner l'invasion. Ils n'avaient heureusement point d'uniforme : leur rôle ne fut point soupçonné.

La retraite était impossible; en face d'un tel péril, reculer c'était livrer l'hôtel à l'émeute, Paris à un affreux bouleversement. Une seule chance de salut nous restait, c'était de faire appel aux rassemblements qui couvraient la place. Dans les jours de révolution, le courage civil a, plus d'une fois, enfanté des prodiges. Au pis aller, nous n'avions qu'une mort à subir.

— Lamartine! criâmes-nous tout d'une voix, en entrant dans le cabinet du Provisoire,—Lamartine à la fenêtre!...

Et nous l'entraînâmes dans le salon du préfet, dont les croisées donnaient sur le milieu de la place. Nous le fîmes grimper sur une large saillie de pierre. Deux de nous le tenaient par les jambes.

A la vue d'un homme ainsi perché, et agitant ses bras comme un télégraphe, le silence s'établit sur cet océan de têtes : nous en profitâmes.

— *Lamartine*, c'est LAMARTINE !... cria l'un de nous en le désignant du doigt.

Aussitôt une tempête d'acclamations, mêlée de cris de fureur, retentit sur la place; un violent débat s'engagea entre ceux qui voulaient le laisser parler et ceux qui ne le voulaient point. Un tumulte inexprimable s'ensuivit; les sabres et les fusils s'entrecho-

quaient. Enfin des voix dominèrent ce chaos : — Lamartine! Lamartine! cria-t-on d'en bas, parlez!

Le poëte aspirait à pleins poumons l'enivrante vapeur de la foudre. Son regard étincelait, sa parole secouée par la fièvre, s'inspira d'une mystérieuse puissance : « Les Barbares demandent ma tête! eh bien ; quand les lambeaux de ma vie seront dispersés au vent de vos colères, que vous faudra-t-il encore? Voulez-vous le triomphe de la force sur le droit? Voulez-vous noyer la patrie dans le sang qui colore vos drapeaux rouges? Le drapeau rouge a fait le tour du Champ-de-Mars dans le sang du peuple; voulez-vous recommencer le deuil de nos pères? » Il ajouta des choses merveilleuses, comme les poëtes seuls savent en dire; et les Barbares, hallucinés par la magie d'un seul homme, crièrent : Vive Lamartine! comme dans la nuit du 24 février.

Pendant cette harangue qui préparait un triomphe, nous avions couru de grands dangers. Le corridor, assailli, livrait à l'émeute la porte de notre asile; un des panneaux avait déjà volé en éclats. Thomas, l'un des délégués, avait eu sa longue barbe presque arrachée par un furieux avec lequel il voulait parlementer, et nous ne tenions plus la place qu'en croisant les baïonnettes, lorsque une nouvelle irruption vint, aux cris de : Vive Lamartine, nous dégager de cette impasse.

En nous mêlant à cette foule, nous pouvions désormais pourvoir à notre sûreté personnelle ; mais nous avions juré, au nom du peuple, d'assister le Gouvernement, en retour de son serment de se dévouer au peuple. Il fallait d'abord faire honneur à notre parole, pour être en droit, plus tard, de peser celle des dictateurs. Pendant les deux heures que dura cette scène, nous veillâmes sur Lamartine.

Le matin de cette rude journée, un homme, escorté et suivi par les acclamations de plusieurs milliers d'ouvriers, était arrivé en voiture à l'Hôtel de Ville. Il avait eu avec le Gouvernement provisoire une entrevue de peu d'instants, et il était sorti de la salle du Conseil d'un air agité. Une place qu'il demandait lui avait été refusée ; on avait même répudié toute espèce de services de sa part.

Cet homme, c'était le général Dubourg. Dubourg, bien connu du peuple, était ce même vieux républicain qui, en 1830, était venu dire à Louis-Philippe, sur les marches de ce même Hôtel de Ville : « Prince, je vous connais ; vous montez sur le trône les pieds dans le sang ; prenez garde d'en descendre les pieds dans la boue ! » Cette apostrophe prophétique lui avait valu dix-huit années de persécutions.

La place qu'il demandait, c'était le ministère de la guerre. Enfin, les services qu'il proposait, c'était d'organiser tous les enfants des barricades, de les

réunir en un corps (comme, en 1830, les volontaires *de la Charte*, qu'il avait formés), et de les faire servir à la défense de la ville, d'où toute force régulière se trouvait éloignée.

On renvoyait l'homme; on profita de l'idée qui devait donner naissance à la Garde mobile.

Dubourg voulut laisser le temps de la réflexion à ces potentats, qui jadis étaient si fiers de lui presser la main. Pendant toute la journée du 25 et la nuit suivante, il resta dans le bureau des délégués du peuple, attendant qu'on voulût bien utiliser son dévouement et sa vieille expérience. Je causai plusieurs fois avec ce général, et j'admirai la verdeur de son esprit, qui gardait toute son énergie, malgré l'âge. Après trente-six heures d'attente vaine, il partit, jetant l'anathème sur ces prétendus républicains qui dédaignaient ainsi l'appui des vieux serviteurs de la cause populaire.

Vers quatre heures du soir, les derniers traînards de l'émeute agonisante avaient enfin quitté les alentours de l'hôtel. La saine partie du peuple avait encore sauvé la France. Il fallait l'en récompenser; la fabrique de décrets fonctionna.

Les rédacteurs et les propriétaires de journaux du Provisoire rendirent un décret par lequel l'impôt du timbre était supprimé.

Les vieux conspirateurs arrivés au pouvoir décla-

rèrent la peine de mort abolie en matière politique.

Les bourgeois envieux et jaloux, arrivés à être, suivant le mot spirituel du peuple, la monnaie d'un roi, firent paraître, dès le soir même, une ordonnance qui déchirait les titres de noblesse.

Puis ces messieurs dînèrent à la santé des ateliers en chômage, des ouvriers sans travail, et des boutiquiers aux abois.

Honni soit qui mal y pense! Les moutons de tous les pays sont faits pour être tondus.

CHAPITRE V.

Drevet, président des délégués du peuple.— Le Gouvernement provisoire décrète que les morts de Février seront jetés de nuit à la fosse commune. — Garnier Pagès, et Flottard, son compère.— Feu sur les voleurs de cadavres !—Drevet devant les dictateurs. — La salle Saint-Jean.

Si l'on tenait peu de compte des besoins des vivants, les morts, en revanche, devenaient l'objet d'une sollicitude exceptionnelle. Le nouveau gouvernement devait, au nom de la France, un tribut d'honneurs suprêmes aux victimes dont les cadavres lui avaient servi d'échelons pour monter au pouvoir. Il devait aûx familles cette triste consolation, renouvelée de juillet 1830.

Eh bien, je n'oserais livrer à l'histoire l'incroyable infamie votée par le Gouvernement provisoire, si je n'en possédais la preuve officielle. Voici ce qui se passa.

Le 24 février, à midi, au moment où M. de Rambuteau fuyait de l'Hôtel de Ville, un brave et honnête homme y entrait avec trois cents ouvriers qu'il avait conduits au feu, et en prenait possession pour le défendre du pillage. Aidé par les siens, cet homme assura, par des postes, la conservation des archives, des caisses, du matériel; plus tard, il sauva les jours de cinquante-neuf gardes municipaux que des furieux avaient découverts, et qu'ils voulaient égorger, après le combat.

Cet homme, c'était Drevet père. Le soir même, il avait été élu par les habitants de son arrondissement, qui tous le connaissaient, délégué du peuple, et nous l'avions nommé notre président. Depuis la veille, infatigable, il prenait part à nos délibérations et à nos dangers; il veillait à l'organisation des défenseurs du palais; il pourvoyait à la subsistance de tous; il avait organisé un servide intérieur tout entier.

Il était six heures. Flottard, compère et protégé de Garnier-Pagès, vint chercher Drevet. Il lui apportait, disait-il, un *ordre* du gouvernement. On lui répondit que Drevet n'était point avec nous; qu'il se trouverait sans doute dans un des postes, où il inscrivait les noms des hommes qui le composaient : mesure d'ordre dont il avait pris l'initiative. Flottard descendit.

Il rencontra Drevet près de la salle Saint-Jean, où les cadavres des citoyens morts en combattant pour la liberté avaient été déposés de tous les coins de Paris. On en comptait plus de cent. Le peuple les avait apportés, comme pour avertir ses nouveaux chefs du sang qu'avait coûté la révolution qui leur donnait le pouvoir, et pour les exhorter à en bien user.

— Parbleu, dit Flottard, je vous rencontre à propos. Et il lui remit l'ordre suivant :

« *Aux citoyens délégués des arrondissements de Paris.*

» Le Gouvernement provisoire ordonne que le transport des cadavres au cimetière sera fait de suite, *la nuit, sans appareil*, et avec les moyens que possède l'administration des hospices.

» 25 février 1848.

» Le membre du Gouvernement provisoire :

» *Signé*, Garnier-Pagès. »

(Ici le cachet de la Ville.)

— Ah bah! dit Drevet.

— Oui, vous comprenez, ajouta Flottard, tous ces corps, c'est gênant, et puis ça *va puer*. Il faut nous en débarrasser le plus tôt possible.

— Vraiment?

— C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire.

— Eh bien, reprit Drevet, retournez dire à votre

Garnier-Pagès qu'il aille au diable, lui et son ordre.

— Comment? comment?

— Vous le lui direz *de ma part*, entendez-vous? Et vous ajouterez en outre que, comme président des délégués du peuple, *j'ordonne* que nul ne s'approche de ces cadavres.

— Cadédis! nous verrons cela!..... hurla Flottard furieux.

— Tout de suite! reprend Drevet. Citoyens, cria-t-il aux hommes du poste de la salle Saint-Jean, je vous quitte pour un moment; si, pendant mon absence, quelqu'un touche à ces cadavres, faites-le retirer; s'il résiste, faites feu!!!

— C'est bien, citoyen délégué, ça ne sera pas long.

— Arrangez-vous, maintenant, dit Drevet à Flottard en lui tournant le dos. Puis, accourant vers nous, il raconta la chose, et, de l'avis de nos collègues, nous nous rendîmes, lui et moi, auprès du Gouvernement provisoire.

— Messieurs, dit Drevet d'une voix émue, quand nous fûmes en présence des dictateurs, des citoyens courageux ont pris les armes contre la tyrannie lorsqu'elle était devenue par trop pesante. Ces hommes, dans un combat sanglant, ont payé de leur sang la liberté du peuple. Ces hommes, l'histoire éternisera leur mémoire. Ces hommes, vous leur devez le pou-

pect, car leur sang vous a frayé le chemin du pouvoir. Tous ont laissé une famille désolée, dont les membres n'ont pas même la triste consolation de connaître le sort de celui d'entre eux qui n'a pas reparu depuis la lutte. Ces mères qui ont perdu leurs fils, ces femmes dont l'époux est au nombre des victimes, ces enfants qui n'ont plus de pères, méritent bien quelques égards. Eh bien, vous vous hâtez de faire disparaître ces corps à peine refroidis; les dépouilles de ces morts héroïques, vous les faites jeter, la nuit, dans un trou, comme de vils criminels; ces hommes qui ont délivré la France, vous refusez à leurs mânes un peu d'encens, quelques prières. Songez-y, LE PEUPLE LE SAURA ! Votre seule force repose sur les combattants restés en armes pour vous soutenir, et vous privez les familles de ceux d'entre eux qui ont succombé des secours auxquels elles ont droit. C'est impolitique, c'est ingrat, c'est odieux !...

A cette allocution, faite avec la verve d'une généreuse colère, les satrapes du Provisoire furent très-embarrassés. Ils essayèrent des faux-fuyants, et se rejetèrent sur le trouble de leur situation, qui ne leur laissait pas le temps de réfléchir.

— Mais enfin, hasarda l'un d'eux, que faut-il faire? ces cadavres vont nous infecter !...

— Pardieu ! s'écria Drevet, qu'on fasse venir Gannal ! que l'on apporte, de la mairie voisine, des bières en

nombre suffisant! Chaque corps embaumé sera couché dans une bière; l'immense salle Saint-Jean, convertie en chapelle ardente, contiendra toutes ces victimes. Chaque famille dont un membre a disparu, viendra y faire ses recherches, et le Peuple, voyant que vous êtes reconnaissant, vous prêtera désormais un appui inébranlable.

La proposition fut adoptée; mais le Provisoire se mordit les lèvres, car le décret d'inhumation clandestine resta entre nos mains.

On alla commander les bières. Une estafette fut dépêchée, avec ordre de ramener Gannal, et lorsque celui-ci fut arrivé, il se mit à l'œuvre avec ses aides. La nuit tout entière se passa dans cette occupation, et le lendemain tout était terminé. Une estrade circulaire supportait les cercueils, rangés à côté l'un de l'autre, et sur chacun desquels un drap blanc, imbibé d'aromates, ne laissait à découvert que la figure du trépassé.

Au milieu de la salle s'élevait un autel, chargé de candélabres funéraires, au pied duquel un prêtre, en habit de deuil, priait nuit et jour.

La foule entrait, faisait le tour de la salle avec un recueillement pieux, et ressortait immédiatement pour faire place à de nouveaux visiteurs.

Il y avait plus de cent cadavres; quatre-vingt-dix furent reconnus, quatre-vingt-dix familles furent ar-

rachées à l'incertitude, quatre-vingt-dix familles furent honorées dans ce qu'elles avaient de plus cher.

Au fond de la salle se dressait une estrade solitaire : six bières y étaient placées, avec cette inscription ; *Gardes municipaux*. Ces malheureux avaient été tués à l'attaque de l'hôtel ; le peuple, tout en détestant leur conduite, n'avait pas voulu priver leurs femmes, leurs enfants, des avantages d'un acte de décès régulier.

On reconnut ces six hommes ; ils furent enterrés à part.

A droite de la porte, dans le dernier cercueil, était étendu un jeune enfant de seize ans tout au plus. Entré dans l'hôtel on ne sait quand, il ne faisait partie d'aucun poste, et lorsque le docteur Gannal vint accomplir son funèbre office, il s'offrit pour l'aider. Après plusieurs heures passées dans ce travail pénible, éprouvant le besoin de respirer un air plus pur, ce jeune homme s'adressa au chef du poste de l'arcade Saint-Jean, afin qu'il lui permît de remplacer une sentinelle que l'on allait relever. On le lui accorda, et bientôt, aux premières lueurs du jour, le pauvre enfant, qui aspirait avec délices le vent frais du matin, commença sa faction. Tout à coup on entendit du poste un coup de feu ; on se précipita : le malheureux, frappé par un des bandits qui rôdaient autour du palais, avait été tué raide. On le transporta dans la salle Saint-Jean, et comme il était mort en veillant à la sûreté de

l'hôtel, que de plus il n'avait sur lui aucun papier, on décida qu'il serait embaumé et exposé avec les corps des combattants. Il fut couché dans une des bières qu'il avait préparées; on ne le reconnut pas.

Tout le monde sait quelles magnifiques funérailles conduisirent à leur dernière et glorieuse demeure, sous la colonne de Juillet, les frères des martyrs de 1830.

Si la religion du souvenir, si le respect de la mort n'ont pas été indignement outragés après la révolution de février; si des familles éplorées ont pu retrouver les restes d'êtres chéris et pleurer sur un tombeau; si Paris et la France ne se sont point soulevés d'horreur, en voyant la violation de tout ce qu'il y a de plus saint chez un peuple civilisé, c'est au citoyen Drevet, président des délégués du Peuple, et à ses collègues, qu'appartient l'honneur d'avoir empêché un crime de lèse-humanité.

Oui, je le répète, à l'éternelle honte de ceux qui osèrent l'ordonner, les cadavres de février devaient être jetés secrètement, comme des chiens, dans une fosse commune, presque à la voirie.

CHAPITRE VI.

Les corbeaux à l'Hôtel de Ville. —Vive le budget de la République! — Les courbettes du maréchal Bugeaud. — Les quatorze délégués du Peuple.— Simple réponse à Lamartine, par un mort vivant.

Le matin du 26 février, Paris commençait à s'apprivoiser avec l'idée de République. Les bonnes gens, que ce mot menaçait d'un guillotinement immédiat, tout charmés d'être en vie depuis quarante-huit heures, mettaient le nez à la fenêtre. Les poltrons, qui s'étaient cachés pendant le combat, descendaient dans la rue, et se racontaient leurs actions d'éclat. Enfin, mais pire chose, les chancres affamés de tout nouveau pouvoir, les éternels sollicitours de tous les régimes, reprenant assurance, venaient fondre sur l'Hôtel de Ville, comme une nuée de corbeaux voraces. Prévoyant un bouleversement général dans les fonctions administratives et diplomatiques, une foule d'hommes

de tous rangs, de toutes opinions, vint se vautrer aux pieds de ces conspirateurs, qu'en cas d'insuccès ils eussent envoyés au bagne.

Tout ce que Paris renfermait d'écrivains stipendiés la veille, de jugeurs dévoués aux rancunes de haut lieu, de pairs courtisans, de députés satisfaits, de fades complimenteurs des princes, de fonctionnaires ventrus, de généraux d'antichambre, toute cette vermine, abandonnant le cadavre de la monarchie, vint grouiller au soleil républicain.

Je n'avais pas d'idée d'une conduite aussi honteuse. Les postes de l'Hôtel de Ville durent être doublés. Ces mendiants d'une nouvelle espèce escaladaient les grilles; les sentinelles eurent défense de converser avec eux; ils avaient voulu les séduire.

Les corridors étaient inondés de bottes vernies, de gants jaunes et d'habits irréprochables; le musc et l'ambre parfumaient de leurs exhalaisons ces lieux qui, la veille, sentaient la poudre et le sang. Tout ce qui, dans le palais, connaissait quelqu'un, depuis le membre du Gouvernement, jusqu'au garçon de bureau cousin de son laquais, fut mandé à la grille pour y réclamer quelqu'un. Un concert de louanges, de flatteries, de touchantes prières s'élevait vers la salle du Conseil, et s'y fondait en une musique délicieuse aux oreilles du Provisoire.

Les dictateurs commençaient à trôner.

Un salon fut réservé ; chacun y passa à son tour, et la plupart en sortaient l'air radieux. Comment, en effet, refuser à un pair de France, à un président, lorsqu'on n'a jamais été qu'un mince avocat? Comment un journaliste mal famé aurait-il pu ne pas accorder une signature qui lui coûtait si peu, au confrère dont jadis il avait appris à redouter la plume? Comment l'homme réduit presque toute l'année aux expédients, ne se serait-il pas incliné devant un coffre-fort ambulant?

Les gens moins favorisés, le menu fretin, erraient sur le trottoir de l'hôtel comme des âmes en peine. De très-gros seigneurs qui n'avaient pas eu l'esprit, dans leurs jours de pouvoir, de se garder une liaison avec quelque ancien camarade de collége ou d'école, démocrate indigent, considéraient d'un air penaud les portes de cette enceinte, que nulle main amie ne faisait s'ouvrir devant eux. Certains d'entre eux, confiants dans la puissance de leur nom, happaient au passage les mortels assez heureux pour avoir leur entrée libre, et les conjuraient bassement de remettre soit leur carte, soit une lettre, à quelque personnage du jour. Je dus plusieurs fois, pour me soustraire aux importunités révoltantes de ces messieurs, leur faire entendre des paroles qui m'auraient tué de honte, et qui n'obtenaient d'autre réponse que l'éternel refrain : « Monsieur, je vous supplie, faites parvenir cette lettre

à M. N..., dites-lui que je m'estimerais si heureux si je pouvais le voir!...... »

Pendant plus d'un mois, toutes les avidités se donnèrent rendez-vous à ce festin monstrueux. En ces jours naquirent ces républicains convaincus qui devaient amener le pays à sa misère actuelle, et singer, une fois qu'ils eurent pressé la révolution comme une orange, la noblesse ou la haute bourgeoisie, contre lesquelles, dans leurs sales pamphlets, ils ne trouvaient pas assez d'injures.

Les plus fidèles séides du roi fugitif, Bugeaud en tête, adhérèrent pompeusement, pour conserver leurs honneurs, à cette République dont, pendant dix-huit ans, ils avaient traqué les partisans. Ce dernier vint à l'Hôtel de Ville, et se mêla dans les rangs de ces mêmes combattants dont il avait jadis mitraillé les frères. Il s'écria « qu'il servirait la République comme il avait servi le roi !!! »

Ce sabre-girouette avait trahi l'empereur pour Louis XVIII, puis Louis XVIII pour l'empereur, puis encore le même empereur pour le même Louis XVIII, qui, cette fois, l'envoya se rouiller jusqu'en 1830. Rougi de sang républicain en 1834, au service de Louis-Philippe, ce sabre s'offrait à la République! Il est vrai qu'un sabre ne rougit pas de pudeur. Mais les ombres de la rue Transnonain planaient sur l'Hôtel de Ville. Le Provisoire, malgré sa bonne envie, n'osa

risquer trop tôt le nom de Bugeaud parmi les fonctionnaires de la jeune République. On le pria d'*attendre* ; cela ne devait pas être long.

Jusqu'ici, la soudainté des événements, l'enchaînement de faits si rapides, si imprévus, m'ont empêché de parler avec détails des *Délégués du Peuple*, de leurs services, de la manière dont on les a récompensés, et du jugement qu'en ont porté plusieurs écrivains, surtout Lamartine, qui vécut au milieu d'eux, et qui oublia trop vite que ces hommes de dévouement avaient, plus d'une fois, sauvé sa tête menacée.

Les *Délégués du Peuple* étaient au nombre de quatorze, parmi lesquels douze représentaient les arrondissements de Paris, et les deux autres les deux sections de la banlieue.

Voici leurs noms et professions :

Drevet père, négociant, président de la délégation ;

Boget, employé ;

Al. de Lilliers, homme de lettres ;

Rochet, rentier ;

Alph. Drevet, artiste :

Pichot, auteur dramatique ;

Emile Drevet ;

Renoud, fabricant ;

L. de Wins, journaliste ;

Ch. de Lavarenne ;

E. Legrand, docteur-médecin ;

Panset, contre-maître;

Chantrelle, chef d'atelier, pour la Villette;

J. Thomas, chimiste, pour Vaugirard.

Pendant trois semaines, les délégués du peuple restèrent en permanence à l'Hôtel de Ville pour prêter au Gouvernement un appui efficace; pendant trois semaines, chacun d'entre eux, abandonnant ses affaires, ses affections, son travail, ses intérêts privés les plus urgents, se dévoua, jour et nuit, pour maintenir la paix, le bon accord public, pour porter les ordres du Provisoire, et les faire respecter. Arrivait-il une de ces crises journalières, une de ces collisions fréquentes entre les différents postes de combattants restés armés dans l'intérieur de Paris : aussitôt un délégué partait, affrontait la colère de ces hommes, dont aucun ne le connaissait; et lorsqu'il était parvenu à rétablir la concorde, il revenait braver de nouveaux périls. Qui de nous, quand nous allions, de nuit, isolés et sans armes, faire des reconnaissances au fond de ces quartiers obscurs, voisins de l'hôtel, dans les faubourgs lointains, tout pleins de clameurs sinistres et de ferments de révolte, qui de nous ne s'est pas vu accueillir par les outrages de la défiance, et plus d'une fois même par des coups de feu! Chaque jour des affiliés, de chaque arrondissement, venaient trouver leur délégué; nous savions par eux ce qui se passait, ce qui se disait dans les clubs démocratiques.

Avec leur aide, nous nous efforcions, par des motions d'ordre, de contenir le peuple dans les voies pures de la révolution ; plusieurs fois nous prévînmes, par notre présence et notre fermeté, les misérables complots d'ambitieux qui voulaient profiter d'un désordre. Nos poitrines furent toujours entre les menaces de la rue et les hommes qui s'essayaient à gouverner. Nous voulions que le temps leur fût donné de faire éclore les splendides promesses dont ils berçaient la crédulité du pays. Eh bien ! ce gouvernement de poëtes, d'avocats bavards et de viveurs, ce directoire qui augmentait les impôts en rêvant la banqueroute, n'a pas eu, depuis ce temps, assez de persécutions à nous faire subir. Plus tard, tous ont été frappés, ceux-ci dans ce qu'ils avaient de plus précieux : la liberté ; ceux-là dans ce qu'ils avaient de plus cher : leur réputation. Plusieurs ont été emprisonnés ; le jugement a prouvé leur innocence. D'autres ont été diffamés par Flottard et consorts, comme si Flottard et compagnie pouvaient flétrir d'honnêtes gens !

Lamartine lui-même, soit inadvertance, soit oubli, nous a consacré dans son *Histoire de la Révolution* une page dans laquelle il nous assimile, ou plutôt il nous confond avec les hommes de sang contre lesquels nous l'avions protégé. Oh ! M. de Lamartine, le pouvoir dessèche-t-il donc aussi le cœur des poëtes?... Le fiel des lâches envies aurait-il déteint sur votre

grande âme ? ou bien la vérité est-elle si humiliante à dire quand il s'agit d'appui prêté, de dévouement à reconnaître ?

Ne vous souvient-il plus de ces hommes qui, dans les heures d'angoisse où vous luttiez contre des passions sauvages, vous sauvaient de l'assassinat, vous couvraient de leurs corps, vous élevaient sur leurs bras comme sur une tribune d'où vous calmiez ces tempêtes humaines ? Ne vous rappelez-vous plus ces embrassemens éplorés que vous nous prodiguiez alors ? Nous avions, disiez-vous, bien mérité de la patrie !...

« Des hommes, dites-vous aujourd'hui, Monsieur, » plus animés, plus éloquents, plus remarqués que » les autres, furent désignés, au nombre de quatorze, » pour assister, au nom du peuple, aux délibérations » du Gouvernement provisoire. Ils vinrent à l'Hôtel de » Ville, ils se décorèrent quelques instants des signes » de leur mission. Ils voulurent se faire reconnaître » dans leurs titres et dans leurs attributions par les » membres du gouvernement. Leur voix se perdit au » milieu du tumulte de motions diverses qui retentissaient sans cesse autour de la table du Conseil. Le » gouvernement tout entier s'insurgea contre cette » prétention tyrannique d'enlever toute liberté et toute » dignité à ses délibérations, en l'obligeant à délibérer » sous une autre pression que celle de sa conscience

» et de son patriotisme. Ces délégués, à la tête des-
» quels était Drevet, homme discret et habile, furent
» ébranlés eux-mêmes par les murmures de réproba-
» tion qui s'élevèrent de toute part contre eux, du sein
» des premiers groupes dont le Gouvernement était
» déjà sympathiquement entouré. Arago, Ledru-
» Rollin, Crémieux, Marie, les haranguèrent. Lamar-
» tine lui-même gagna leur confiance par sa franchise:
« —Ou ne me prenez pas, ou prenez-moi libre, leur
» dit-il en leur serrant la main. Le peuple est maître
» de sa confiance, mais je suis maître de ma con-
» science. Qu'il me dépose s'il le veut; mais je ne m'a-
» vilirai pas à le flatter ni à le trahir. » Ces hommes,
» dont le plus jeune fut étouffé dans la nuit, en s'op-
» posant héroïquement à une des invasions du peuple
» à l'Hôtel de Ville, restèrent quelque temps confondus
» dans la foule des assistants. Puis ils reçurent des
» missions du Gouvernement lui-même. Ils furent au
» nombre de ses auxiliaires les plus dévoués, et ren-
» dirent des services utiles à l'Ordre et à la Républi-
» que. »

Eh bien! Monsieur, cet homme que vous crûtes étouffé dans la nuit, c'est moi. Vous avez eu raison de l'oublier, car, en France, le dévouement est gratuit. Je n'aurais voulu, pour le mien, d'autre prix que le bonheur de ma patrie, et je cherche en vain les grandes choses que vous avez faites.

Mais, pardon, j'oubliais que vous n'êtes pas le seul gérant responsable de la République provisoire.

Quant aux missions que le Gouvernement aurait bien voulu octroyer aux délégués du peuple, ces missions n'ont jamais été ni sollicitées ni offertes.

Elles n'existent que dans vos rêves.

CHAPITRE VII.

On pend la crémaillère. — Deux caisses de pétitions et de délations. — Ce qu'on trouva dans le tiroir de l'ex-secrétaire général de M. de Rambuteau.—Conspiration de Flottard.—Comment le général Lagrange voulut faire fusiller Drevet. — Buchez sauve Drevet, et Lagrange devient fou.

A mesure que j'évoque mes souvenirs, ma pensée s'assombrit. J'avais cru assister à l'enfantement d'une grande République, et je ne voyais que des saturnales. Je cherchais des hommes d'avenir, capables d'imposer au monde le respect de nos institutions nouvelles, et je n'apercevais que des pygmées, chancelant sur les échasses du pouvoir. Si quelqu'un d'entre eux était accessible à une noble et généreuse inspiration, ce feu follet disparaissait sous l'éteignoir d'une coterie jésuitique. Pauvres gens ! Pauvre France !

Comme représentants des arrondissements, les délégués s'étaient mis en rapport direct avec le maire de

Paris. Le pacifique Garnier-Pagès n'avait pas alors assez de louanges, assez de caresses pour notre bon vouloir.

L'intérieur de l'Hôtel de Ville commençait à perdre l'apparence d'un bivouac d'insurgés; l'étiquette venait, ainsi que la représentation, s'établir au cœur du palais populaire. Jusqu'ici on avait pris ses repas debout, en marchant, comme les circonstances le permettaient; c'était le plus souvent un peu de pain et quelque salaison. On organisa, par ordre hiérarchique, des services de table. Le Provisoire eut la sienne, délicate et recherchée s'il en fut jamais; le maire de Paris en ouvrit une, où tous les gratte-papier de l'hôtel venaient faire bombance; enfin, le général Lagrange, commandant de l'Hôtel de Ville, présida à la réfection de tous les parasites vulgaires, de tous les appétits sans nom. Pourquoi se gêner? la France payait la carte de ces messieurs; et quand ils étaient repus, le pauvre peuple avait dîné par procuration. Je parlerai plus tard de ces goinfreries, dont les frais devinrent monstrueux.

Ce même jour, 26 février, le Gouvernement avisa qu'il était trop à l'étroit dans le cabinet du secrétaire général, et l'on vint nous prier poliment, de sa part, de faire un échange de local. Il s'installa dans le salon de M. de Rambuteau, et nous occupâmes la pièce dont il sortait.

En entrant dant cette pièce, je vis une montagne de papiers dans un coin. J'en examinai un certain nombre, et je reconnus que c'étaient des réclamations, des demandes de places, des dénonciations contre les *aristocrates*, des protestations de *civisme*. C'était l'arrivage d'une journée. Le Gouvernement me pria de les faire visiter sous mes yeux. Deux secrétaires furent employés à ce dépouillement. On ne saurait imaginer rien de plus bouffon, de plus odieux, de plus lamentable et de plus assommant tout à la fois, qu'une telle besogne. C'étaient des amis se réclamant de leurs camarades de plaisir, aujourd'hui Gouvernants; des prêteurs d'argent venant rappeler d'anciens services; ici des calomnies, là des révélations scandaleuses sur tel individu dont on convoitait les fonctions; le tout tantôt signé, tantôt anonyme.

Les pièces sérieuses furent mises sous les yeux du pouvoir, le reste fut jeté au feu. Il y en avait deux caisses pleines; je regrette de n'avoir pas conservé les plus curieuses.

Notre nouveau local avait été occupé par M. Parent, ex-préfet de la Mayenne, ex-secrétaire général de M. de Rambuteau. En vidant le bureau de ce fonctionnaire pour y serrer les papiers de la Délégation du Peuple, on y trouva un dossier de lettres rangées avec soin, par ordre de dates. Elles furent examinées, afin qu'on les restituât, si elles contenaient une cor-

respondance de famille. C'était un recueil de tripotages politiques fort singuliers, et par conséquent un document public qui, peut-être, servira, quelque jour, de pièces justificatives à l'histoire du régime déchu. Ces lettres n'ayant pas été réclamées, restèrent entre les mains de la Délégation.

Tandis que l'Hôtel de Ville prenait une physionomie de goguette, que tout le monde était satisfait ou paraissait l'être, la conspiration du père Flottard éclata comme une bombe. Flottard ne pouvait se consoler de ne pas occuper son cabinet; dans sa douleur, il regrettait d'être secrétaire général. Comment, se disait-il, d'autres se prélassent dans ce salon qui m'appartient, et j'occuperais une cage obscure et humide! Des intrus souillent de leur présence des lieux où je devrais trôner! cela ne se doit pas, cela ne peut plus être! A quoi te sert le titre, ô Flottard, si d'autres en usurpent le bien-être?... Chassons ces odieux envahisseurs, et conquérons nos domaines, à défaut des armes, par la ruse....

Au moment de ce soliloque, murmuré dans le corridor, à la vue de son cabinet, le secrétaire général se sentit coudoyer. Il aperçut Lagrange, qui rôdait tout seul pour prendre connaissance des coins et des recoins de son *commandement*.

— Bonjour, *général*, dit Flottard.

— Bonjour, dit l'autre, tout préoccupé; vous ne

pourriez pas m'apprendre ce que c'est que cette pièce?

Et il désignait du doigt la porte du salon des délégués.

Un éclair traversa le cerveau de Flottard, qui cherchait un plan.

— Oh! mon Dieu, général, fit-il d'un air qu'il tâcha de rendre indifférent; c'est mon cabinet.

— Ah! Et êtes-vous bien logé, au moins?

— Mais oui... pas mal.

— Tiens, montrez-moi donc ça; je suis fatigué, je me reposerai chez vous.

—Ce serait avec plaisir, dit Flottard; mais pour le moment, je crois que c'est impossible. Cette pièce, poursuivit-il en baissant la voix, a été envahie par des gredins que je ne connais pas, et qui paraissent y avoir élu domicile. Je leur ai fait observer que ce bureau m'appartenait, que pour le bien du service je devais l'occuper. Ils m'ont envoyé...

— Bah! fit Lagrange en passant la main dans ses cheveux.

— C'est comme je vous le dis. J'avais bien pensé, *général*, à m'adresser à vous, mais j'ai réfléchi, je me suis dit qu'il serait affligeant pour moi de vous engager dans une mauvaise querelle avec des hommes qui paraissent déterminés, et, pour le bien de la chose, j'en ai pris mon parti.

— Une mauvaise querelle, à moi, Lagrange, com-

mandant en chef! Ah ! sacrebleu ! pour qui me prenez-vous? Si ces gueux-là ne sortent pas du palais, et tout de suite, je les supprime totalement.

— Chut! chut! général, disait Flottard ; ce sont des diables: ils pourraient vous faire un mauvais parti.

— Attendez-moi !.. reprit Lagrange avec un effroyable juron. Et il descendit l'escalier ventre à terre.

Pauvre Lagrange! cœur d'or et tête de linotte ! Il se sentait huché si haut, qu'il tremblait pour ses jours: il ne voyait partout que complots contre sa grandeur. Il se figura tout à coup que ces gens étrangers, barricadés dans une pièce, étaient là pour attenter à sa vie. Saisi d'une rage furieuse, il courut au poste le plus voisin, qui par hasard était celui de la garde nationale.

— Mes amis, il y a là-haut des brigands qui sont enfermés dans le salon du secrétaire général; suivez-moi, il faut les empoigner morts ou vifs !

Les braves veulent montrer leur zèle ; ils sautent sur leurs fusils, grimpent l'escalier quatre à quatre et tout haletants, se regardent lorsqu'ils sont arrivés devant la porte.

— Mais, dit l'un d'entre eux, est-ce qu'ils sont armés, ces gaillards-là ?

— En avant ! crie Lagrange en poussant la porte, qu'il croit avoir à enfoncer : à son grand étonnement elle s'ouvre d'elle-même.

Drevet, seul avec de Wins, assis devant un bureau, s'occupait à écrire.

— Que f.....-vous là, mille noms de D...?

— La question n'est pas en toilette, répond Drevet surpris: — et vous?

— Je viens déjouer vos affreux projets, homme sanguinaire; n'avez-vous pas honte d'avoir expulsé d'ici un fonctionnaire dévoué? ne rougissez-vous pas de conspirer contre la vie d'un des soutiens de l'Etat?

— Ah ça, mon cher Lagrange, dit Drevet, qui s'aperçut que son interlocuteur était à moitié route des Petites-Maisons, vous ne me reconnaissez donc pas? C'est ici le bureau des délégués du peuple, et je suis leur président.

— Hors d'ici les brigands! hurla Lagrange furieux; qu'on les mène dans la cour, et s'ils font mine de résister, au nom du Gouvernement provisoire, qu'on les fusille!

A la vue de deux hommes sans armes, les gardes nationaux s'élancèrent au pas de charge. Drevet, voyant que la chose devenait sérieuse, s'était levé:

—Monsieur, dit-il à Lagrange, ceci passe la bouffonnerie; je vous prie d'aller faire le don Quichotte ailleurs. Puis, élevant la voix :

— A moi, cria-t-il; on fait violence aux délégués du peuple!

Aussitôt, d'une porte opposée à celle qui avait donné

passage au commandant en chef et à ses sbires, s'élança une troupe de volontaires, qui, formant notre poste, nous connaissaient particulièrement et nous aimaient tous. Ils restèrent stupéfaits en voyant cette scène. Lagrange colletait Drevet, qu'il voulait entraîner avec l'aide des gardes nationaux, au milieu desquels se débattait de Wins.

— Croisez la baïonnette ! commanda le général.

— Camarades, cria Drevet indigné, apprêtez vos armes, et tirez sur nous !

On entendit craquer les détentes, les volontaires épaulèrent leurs fusils ; une seconde de plus, une scène de massacre avait lieu.

— Arrêtez ! arrêtez ! s'écria Buchez, accouru au bruit de cette scène. Allez-vous vous égorger ?

Les deux adversaires furent séparés. Drevet s'expliqua. Flottard avait filé. Le pauvre Lagrange était comme foudroyé sous le poids d'une si ridicule affaire. Désolé du malheur qu'il avait failli commettre, il fut pris d'une crise nerveuse. On l'emporta presque évanoui. Lorsqu'il revint à lui, dans sa chambre, il était fou.

Grâces aux soins dévoués qui lui furent prodigués, sa santé s'est améliorée ; mais elle exige, assure-t-on, des ménagements excessifs. Il lui reste deux manies périodiques : celle de se promener, à pas de géant, tête nue, avec des manches trop courtes, et la crinière

orageuse ; et celle de gémir à la tribune, la main posée sur son cœur.

Rey, son aide de camp, recueillit pieusement l'héritage militaire de ce grand patriote ; mais il se contenta des épaulettes de colonel.

CHAPITRE VIII.

Armand Marrast. — L'*OEil-de-bœuf* de la République. — Dupont (de l'Eure). — Lamartine. — Arago. — Marie. — Crémieux. — Garnier-Pagès. — Ledru-Rollin. — Flocon. — Louis Blanc et Albert. — Le camp d'Agramant. — Connaissez-vous M. Etex? — Le Provisoire veut chasser les délégués du Peuple. — Les baisers de Garnier-Pagès.

Armand Marrast ne se contentait pas d'exhaler l'œillet et la rose, et de mettre du *rouge*, comme un marquis-Pompadour. Le souteneur des forts détachés n'était point venu à l'Hôtel de Ville pour y faire un *four*. La place de secrétaire était un mets de carême pour ce lion de la rue Lepelletier. Quand on a du toupet, et celui du beau Marrast semble taillé dans une perruque du cardinal Dubois, il faut profiter des vents favorables. La fortune est une courtisane qui veut parfois qu'on la viole : Armand Marrast n'était pas embarrassé pour si peu. De secrétaire, il se déclara Gouvernant. N'avait-il pas apporté son droit à la se-

melle de ses escarpins? N'était-il pas avec ses pairs?

L'occasion fait le larron : les autres secrétaires profitèrent de la chose, et le décemvirat fut complet. L'épaisseur de Pagnerre le fit rester à la porte ; on assure qu'il est inconsolable, et qu'il boit du vinaigre pour s'amincir. Mais, à quand la revanche?

L'intronisation de Marrast Ier ressuscita les jours de l'*OEil-de-bœuf*. L'Hôtel de Ville assista aux scènes républico-monarchiennes d'un *petit lever* perpétuel. La haute et petite noblesse du *National* eut ses entrées de faveur. Des caves aux combles, c'était une procession des héros de l'*entre-filet*. Pendant que Buchez, Recurt, Flottard, Bastide, Adam, Bixio, Pagnerre, fricotaient à la table d'honneur, garçons de bureau, plieurs de bandes, coureurs d'abonnement et employés aux *canards*, pour peu qu'ils fussent connus de messieurs tel ou tel, devenaient de petites autorités. Le fils d'un avocat du journal, jeune étudiant qui donnait de grandes espérances aux grisettes de la rue Saint-Jacques, ramassa une sous-préfecture, et rencontrant un de ses camarades dont la bourse était percée : — Pardieu, lui dit-il, veux-tu une place *culottée?* viens avec moi chez le grand Lama ; c'est un bon *zigue*.

La discorde ne devait point tarder à éclore dans le camp d'Agramant.

Dupont (de l'Eure), vétéran de libéralisme, présidait sur le papier. C'était un nom pour les badauds ; un

zéro dans le conseil. L'illustre vieillard dormait, ou cherchait son chapeau; on l'exhibait, comme une ruine antique, à la vénération populaire. C'était un décor, pour cacher le jeu des coulisses.

Lamartine, ancien garde du corps, nature de femme, irritable et mobile, avait chanté tous les règnes, effleuré tous les amours, caressé tous les mariages. Protée politique, avide d'encens et d'ovations, il adorait une république à talons rouges et à paniers, avec des mouches sur la joue et des ailes de pigeon. Habile à griser le pauvre peuple, ses discours étaient un punch étendu d'eau bénite.

Arago, le front chargé de la planète Leverrier, n'avait de républicain que sa réputation. Le grand prêtre de l'Observatoire se souciait peu que la France trébuchât dans un puits, pourvu que ses appointements restassent sur le bord.

Me Marie, rhéteur sec et filandreux, savait, sans se brûler, tirer les marrons du feu. En homme de précaution, il avait, sous sa robe d'avocat, des cocardes de toute couleur. Dans ces bureaux de placement qu'on nomme révolutions, il s'offrait pour *tout faire*; il avait une bonne tenue, savait un peu de latin, beaucoup de chicane, et pourrait, au besoin, conduire le char de l'Etat dans le premier fossé venu.

Me Crémieux, descendant du roi David, secrètement voué au blanc par feu l'abbé Genoude, riait sous cape

de son déguisement montagnard. Mais on touchait aux jours gras; il est toujours temps de faire pénitence.

Garnier-Pagès, cœur métallique, orateur de la banque, paré des plumes de son frère, faisait la roue sur le trépied, en goguenardant tout bas cette révolution à laquelle ses collègues allaient bientôt demander la bourse ou la vie (*lisez* quarante-cinq centimes).

Ledru-Rollin rêvait d'immenses choses, en s'effrayant lui-même des luttes qu'il entrevoyait. Tribun populaire et merveilleux agitateur, il sentait bouillonner dans ses veines les grandes ambitions de la vieille Montagne. Mais la portée manquait à ses vues et la force à ses désirs. Il ne sut ou n'osa point descendre des hauteurs qui lui donnaient le vertige; et quand il en fut précipité par le recul des événements, il voulut oser, mais trop tard; sa popularité était usée. Le peuple laissa tomber l'idole sur les pavés du 13 juin.

Flocon était le rédacteur de *la Réforme*. Son père, employé supérieur dans l'administration des télégraphes, aux appointements de 7,000 fr., obtint de l'avancement. — Le citoyen Flocon, gouvernant provisoire, a bien mérité de son père et des marchands de tabac.

Louis Blanc, historien de talent, et Albert, son collègue au Luxembourg, ont joué un rôle à part dans le Gouvernement provisoire : j'en parlerai bientôt.

Dans le conseil, les Nationaux étant les plus nombreux, faisaient à leurs collègues *révolutionnaires* une opposition systématique qui rendit impossible bien des mesures essentielles proposées par ceux-ci. Les premiers employaient pour parvenir à leurs fins des moyens de nature, parfois, à exciter l'indignation; Lamartine lui-même, le conciliateur par excellence, ne peut s'empêcher, dans son *Histoire de la Révolution*, de s'expliquer avec amertume sur cette conduite. Ainsi, quand *le National* avait décrété que telle chose devait se faire, à l'insu de leurs autres collègues, les membres du parti tenaient un conseil, et comme ils formaient la majorité, leur décision faisait loi. C'est ainsi qu'ils se débarrassèrent du général Subervie, ministre de la guerre, qui ne voulait pas s'affilier à leur coterie. Rien n'était plus curieux que l'intérieur du conseil où ces hommes représentants, les uns du progrès, les autres de l'immobilité accaparatrice, discutaient des mesures qui, par cela seul qu'elles étaient sympathiques aux premiers, rencontraient dans les second une invincible répugnance. Parfois la salle de délibérations ressemblait à un champ de lutte; les deux partis en présence semblaient se mesurer des yeux, prêts à s'élancer l'un sur l'autre. Je n'ai jamais compris comment l'un des deux n'a pas tenté de jeter l'autre à la porte.

Les réactionnaires affectaient en public une intime

familiarité avec leurs adversaires à qui les masses étaient affectionnées. Ceux-ci, pour garder la paix publique, ne laissaient rien paraître de leurs dissensions. Un jour cependant, après une violente dispute, Garnier-Pagès étant venu, à une manifestation du peuple, s'appuyer sur le bras de Ledru-Rollin, celui-ci se retira brusquement en lui disant : Là-haut vous me combattez; vous ne devez pas ici me tendre la main.

Venus au nom du peuple, nous devions être odieux à la majorité; aussi, dès qu'elle se sentit plus solide, commença-t-on à organiser contre nous un système de vexations au moyen desquelles on comptait nous éloigner. On alla jusqu'à nous refuser des aliments lorsque, la nuit, nous rentrions, épuisés de fatigues, d'une de nos courses périlleuses. Recourant au Gouvernement lui-même, nous reçûmes, dans les premiers temps, pleine satisfaction; mais, lorsque le Provisoire se crut bien assuré, il cessa d'avoir recours à la ruse, et, dans les premiers jours de mars, il décida que nous serions expulsés de force.

Un beau matin, le 3 ou 4 mars, un certain M. Etex, grand sculpteur, dit-on, mais très-insolent parlementaire, vint nous signifier, au nom du maire de Paris, de déguerpir de l'Hôtel de Ville, où nous étions, selon lui, complétement inutiles. Nous crûmes que c'était le zèle de l'honorable Nationaliste qui lui donnait un

transport au cerveau, et, lui riant au nez, nous le priâmes de se retirer.

Un quart d'heure après, un huissier venait, au nom du citoyen maire, nous inviter à nous rendre auprès de lui.

Sept de nous étaient présents ; l'absence de Drevet me contrariait beaucoup. Néanmoins, nous suivîmes l'huissier.

On nous introduisit immédiatement. Garnier-Pagès, en frac noir, vint au-devant de nous et nous salua gracieusement.

— Messieurs, dit-il de sa voix la plus affable, le Gouvernement provisoire, par mon organe, vous offre ses sincères remerciements pour la conduite dévouée que vous avez tenue à son égard depuis le 24 février.

En l'absence de Drevet, comme secrétaire je pris la parole.

— Nous avons servi le pays, dis-je : nous n'avons fait que notre devoir.

— Le Gouvernement provisoire, continua le maire, se réserve de vous récompenser dignement. En ce moment, comme l'ordre est partout rétabli, il vous fait dire que vous êtes libres de vous retirer, et de reprendre vos occupations, qui doivent souffrir de votre absence prolongée.

— C'est-à-dire, repris-je, que le Gouvernement veut nous mettre à la porte... Vous savez parfaitement,

monsieur, pourquoi et comment nous sommes ici : nous n'en sortirons que lorsque notre mandat populaire sera révoqué, ou quand l'état de choses provisoire fera place à un gouvernement régulièrement constitué.

— Monsieur, cria Garnier-Pagès, je m'adresse à ces messieurs, qui sont de braves et honnêtes citoyens; ils écouteront ma voix.

— Ces messieurs sont entièrement de mon avis.

— Oui, répondirent mes collègues tout d'une voix.

— Eh bien ! dit le *Provisoire*, cassons les vitres... Oui, vous êtes de trop ici... Je ne sais ce que vous y faites... Enfin, vous nous gênez. Je répugnais à vous le dire de la sorte ; mais j'entends qu'aujourd'hui même vous sortiez d'ici.

— Vous êtes superbe !... mais nous ne sortirons pas...

— Vous sortirez, car je suis le maître ici, entendez-vous !

— Le maître ? Ah ! c'est trop fort !... Eh ! qui donc, s'il vous plaît, vous a mis à cette place ? Qui vous a confié ce palais, où vous faites le pacha ? Personne... Vous êtes arrivé ici par la ruse ; nous y sommes, nous, de par le peuple, dans le palais du peuple ; nous y représentons le peuple, et vous en sortirez avant nous.

— Rebelle ! exclama furieusement le citoyen maire.

Qu'on aille chercher la garde nationale ! qu'on empoigne cet homme !

— M'arrêter ! vous !...

Et tirant à demi l'épée que je portais à ma ceinture, je me mis en défense.

Garnier-Pagès pâlit et recula d'un pas : un grand bruit se faisait dans la pièce voisine.

Le chef de notre poste, homme de sens et d'énergie, nous avait suivis, sans nous prévenir, et, en dehors du salon, il prêtait l'oreille à ce qui se passait. Il comprit que la conversation prenait une mauvaise tournure, et il alla, au pas de course, chercher ses hommes avec leurs armes. Il était là, un pied dans le salon, l'autre dans l'antichambre, son fusil à la main.

— Citoyen délégué, dit-il, qu'est-ce qu'il y a donc ? Je vous entends crier...

— Il y a, répondis-je, que l'on veut m'arrêter.

— Vous arrêter !... Holà ! citoyens !...

La garde du Peuple allait pénétrer dans le salon. Plus prudent et plus sage que Garnier-Pagès, j'arrêtai ce mouvement, qui pouvait amener une lutte déplorable. Au même instant, Bixio, présent à cette scène, s'interposa.

— Messieurs, il faut se pardonner de part et d'autre des paroles échappées à l'emportement. M. Garnier-Pagès n'a jamais eu intention de vous offenser, et vous

devez comprendre combien il mérite d'égards pour les services qu'il prodigue au pays.

— Je suis loin de les contester, fis-je, et tant que nous serons nous-mêmes respectés, je m'empresserai d'obéir au maire de Paris.

— Allons, allons, mauvaise tête, dit Garnier-Pagès en me prenant par le bras avec des câlineries de sacristain, qu'il n'en soit plus question ! n'est-ce pas, mon cher ami ?

Et il m'embrassa en souriant. C'était le baiser de Judas.

CHAPITRE IX.

Le colonel Rey. — Le commandant Beaumont. — L'état-major du gueuleton. — Les fournisseurs de l'Hôtel de Ville. — *Bon* pour un cheval. — Les héros polytechniques. — Les anciens détenus politiques. — Les manifestations. — Pillage de l'argent apporté au Gouvernement par les Corporations ouvrières.

J'ai dit plus haut qu'après la folie de Lagrange, Rey, jusqu'alors son aide de camp, s'était décoré du titre de colonel, et avait été investi du commandement de l'Hôtel de Ville. Rey était un honnête négociant, qui avait servi en Portugal quelques années, sous les ordres de don Pédro, et qui, revenu de cette expédition, en avait gardé un grand amour pour tout ce qui tenait au côté flambant de l'état militaire. Entré dans l'Hôtel de Ville en combattant, il avait, avec sa vieille expérience, pris le commandement de différents postes, et bientôt, sous le nom de Lagrange, toute l'autorité lui était tombée sous la main.

Rey était patriote; mais l'ambition lui tourna la tête. Sous les ordres d'un autre, il aurait rendu de grands services; commandant en chef, livré à ses propres inspirations, il ne sut pas se conduire avec l'habileté nécessaire. Sa chute, et les traitements injustes qu'il eut à subir, en sont la meilleure preuve. Rey était bon, plein d'excellentes intentions, mais sans force de caractère. Il fut la dupe d'un tas de fripons qui l'encensaient et l'exploitaient, et qui le trahirent de la manière la plus odieuse.

Beaumont, commandant en second de l'hôtel, brave et sympathique nature, avait été nommé par le gouvernement provisoire, en sa qualité d'officier démissionnaire de l'armée pour cause politique, au grade de chef de bataillon; il rendit à l'ordre de grands services. Cavaignac, le couperet du *National*, l'en récompensa, après juin, par une destitution.

Rey s'était formé un état-major et un bureau; trois ou quatre individus, parmi lesquels Gillet, trésorier, plein d'activité et de courage, Roger, adjudant des écuries, s'y rendaient utiles. Le reste était un ramassis de pique-assiettes et de fumeurs, attachés à de longs sabres, qui passaient la journée à se chauffer les mollets, ne manquaient aucun gueuleton, et qui, en appelant Rey *mon colonel*, gros comme le bras, finirent, après bien des courbettes, à être solidement placés d'un côté ou d'autre. Dans le bureau, où l'on

n'écrivait pas, on comptait cinq ou six secrétaires, et une nuée d'aides de camp parfaitement oisifs, traînaient des éperons dans les corridors.

A notre entrée dans l'hôtel, comme je l'ai déjà dit, dirigés par Drevet, nous avions organisé un service intérieur, au moyen duquel tous les bons qui assuraient la subsistance de l'hôtel avaient été centralisés, inscrits, de manière que l'on ne pût se permettre aucun détournement. Rey s'attribua bientôt, d'après les conseils de son entourage, la surveillance de tous ces détails.

Alors commença un pillage dont il est impossible de se faire une idée. De tous les coins du palais on faisait des bons pour toute espèce de choses. Dans une seule semaine il fut dépensé pour HUIT CENTS FRANCS de tabac; on fit venir, des cafés d'alentour, pour des milliers de francs de café, de cigares et de liqueurs; des bons innombrables furent lancés dans la circulation sous toutes sortes de prétextes; et il est de notoriété publique, que chez certains fournisseurs qui se prêtaient à ce trafic coupable, les bons étaient remboursés en argent pour moitié de la valeur qu'ils indiquaient.

Tous les matins il arrivait à l'Hôtel de Ville, venant de l'École Militaire ou du quai d'Orsay, un détachement de chasseurs conduisant une cinquantaine des meilleurs chevaux du régiment, destinés au ser-

vice des dépêches du Gouvernement. Comme l'on n'en employait guère que la moitié, les secrétaires du colonel ou les amis de messieurs les secrétaires, tous les écornifleurs qui rôdaient dans les bureaux, lorsqu'il faisait beau temps prenaient *une tête d'imprimé*, écrivaient au milieu de la page : *Bon pour un cheval*, appliquaient au bas le cachet du service intérieur, et descendant aux écuries, se faisaient donner un cheval. Puis, après avoir bien galopé aux Champs-Élysées, au bois, un brassard tricolore au bras, qui vous faisait prendre pour un haut fonctionnaire en tournée, on ramenait le cheval éreinté, à moitié fourbu.

Un des plus curieux aspects des *jours gras* à l'Hôtel de Ville, c'était *le genre matamore* qu'affectaient les élèves de l'école Polytechnique. Ces jeunes messieurs n'avaient pourtant pris aucune part officielle aux combats de février. Sortis de l'école le 24 février à midi, ils s'étaient rendus dans la cour de la mairie du 12e, et avaient décrété la résolution d'aller s'offrir aux maires des douze arrondissements, *pour maintenir l'ordre*. Quelques-uns seulement, répudiant ce rôle qui sentait l'alguazil, avaient couru offrir leur épée à la révolution ; mais, modestes comme tous les braves, ceux-là ne se couronnaient point de lauriers dans la cuisine du *National*. On ne les vit pas, comme leurs camarades musqués, s'étaler dans les salons de l'hôtel, avec un sans gêne d'estaminet, courir Paris sur des

chevaux de troupe affamés, en quêtant des applaudissements, et vider, au compte de l'État, tous les débits de cigares qui avoisinent la Ville, pendant que la jeunesse de Saint-Cyr, sérieuse et disciplinée, montait la garde dans les ministères, et campait sur la paille avec le fusil du soldat. Les polytechniciens de 1848 vivent encore sur la glorieuse réputation de leurs aînés de 1830. S'ils se ménagèrent, il faut rendre justice à leur prudence; ils ont mérité qu'on écrivît en lettres d'or, sur le portail de leur Panthéon : « Aux enfants de l'école Polytechnique, leurs nourrices reconnaissantes. »

Les élèves chirurgiens du Val-de-Grâce se dévouèrent de la manière la plus complète, comme ils l'ont fait, du reste, en toute circonstance. Le peuple, les voyant partout à sa tête, l'encourageant par leurs nobles paroles, pansant ses blessés, allant au milieu de la foule s'inquiéter des souffrances pour les soulager, le peuple, trompé sans doute par la quasi-similitude du costume avec celui des polytechniciens, confondit les élèves du Val-de-Grâce avec ceux-ci, auxquels il attribua toutes les belles actions des jeunes chirurgiens. Une ambulance avait été établie à l'Hôtel de Ville, pour prendre soin des nombreux blessés que les différents postes renfermaient, et pour aller visiter à domicile ceux que les hôpitaux n'avaient pu recevoir; les élèves se relayaient à tour de rôle dans ce service fatigant. Un jeune chirurgien de l'armée

d'Afrique, Ménissier, dirigeait l'ambulance; encore un, dont on a dignement récompensé le zèle courageux !

Cependant les détenus pour condamnations politiques avaient reçu leur liberté, à la nouvelle des événements de la capitale; tous ces hommes accoururent à Paris, croyant y trouver un triomphe, et recevoir de la justice du Gouvernement le prix de leurs longues angoisses. De belles promesses et quelques aumônes sordides, voilà ce qu'obtinrent les plus habiles d'entre eux. Quant à la plèbe des prisons politiques, au menu peuple, on ne s'en inquiéta nullement. Pas un ne put accrocher la moindre petite place pour vivoter. La queue panachée du *National* traînait partout.

Le parti républicain, avant 1848, comptait, parmi ses chefs, deux hommes dont les noms pouvaient rallier de nombreux partisans. Ces deux hommes étaient Barbès et Blanqui; le Provivoire flairait en eux des compétiteurs redoutables. Barbès avait une renommée d'audace qui pouvait menacer d'un coup de main. On caressa cette nature ardente en lui donnant une sinécure, le gouvernement du Luxembourg et le commandement de la 12e légion. Blanqui ne demanda rien et n'eût rien accepté. Penseur sombre et inflexible logicien, il s'assit à l'écart, pour passer la revue des événements. Celui-là faisait peur; on lui

prêta des desseins formidables; on en fit un Croque-mitaine de Terreur. Toutes les polices, police Marrast, police Ledru-Rollin, police Caussidière, l'enveloppèrent d'invisibles réseaux. Caussidière avoua même, un jour, qu'au besoin, il l'eût fait assassiner.

Cependant l'horizon couvait une tempête, et les grands hommes du Provisoire devenaient inquiets. Pendant que la richesse désertait Paris, le peuple, sorti de l'ivresse de sa victoire, se demandait pourquoi il n'était pas moins misérable qu'avant la révolution. Les corps d'état expédiaient à l'Hôtel de Ville des députations successives. Le Gouvernement se sentait pris dans un étau. Il n'y avait pas moyen de balayer ces demandeurs de travail. Chaque jour, drapeau en tête, arrivaient à l'Hôtel de Ville des délégations d'ouvriers; les dictateurs les reçurent plusieurs fois; Lamartine et Marie leur firent de beaux discours, qui, dans le fond, ne les engageaient à rien. Bientôt le Provisoire se lassa de cette besogne, et la confia à deux ou trois aboyeurs du *National*, Pagnerre en tête, qui répétaient à tous le même galimatias.

Endormi, pendant les premiers jours, par de belles promesses, le peuple croyait voir, chaque matin en se réveillant, son sort s'améliorer; il s'aperçut bientôt que les paroles banales dont on le rassasiait ne signifiaient rien pour lui, et des délégués partirent en masse pour demander, séance tenante, au Gou-

vernement lui-même, une explication claire et énergique sur ce qu'il comptait faire à l'égard des travailleurs.

Grand fut l'embarras de ces habiles escamoteurs. Il n'y avait pas à plaisanter ; les ouvriers étaient là, sérieux et calmes, décidés à ne se retirer que lorsqu'ils auraient eu satisfaction. On délibéra; on ne trouvait rien, l'anxiété se peignait sur toutes les figures.

— Laissez-moi faire, dit tout à coup un des savants de la troupe, j'ai une idée.

Passant alors dans la salle où les députations attendaient réunies :

— Citoyens, s'écria Me Marie, vous êtes venus pour savoir ce que le Gouvernement, frappé de vos justes réclamations, comptait faire pour améliorer le sort des travailleurs ?

— Oui, oui, répondirent tous les assistants.

— Citoyens, la question des règlements sur le travail exige de sérieuses études, d'importantes recherches : vous devez comprendre qu'une pareille œuvre ne peut pas s'accomplir en quelques instants ?

— Non, non.

— Mes amis, en ce moment le Gouvernement provisoire est accablé ; nous avons à pourvoir à l'administration de la France entière, à garder une digne attitude devant les puissances qui seraient tentées de

nuire à notre jeune République ; accordez-nous du temps ; nous jurons de tout faire pour justifier votre confiance, et pour mettre désormais votre existence à l'abri de la hideuse misère que l'inaction forcée traîne à sa suite.

— Les délégués conférèrent ; un des travailleurs sortit du groupe.

— Citoyen, dit-il, nous ne sommes point exigeants; nous savons qu'en un jour on ne réforme point un pays; qu'en quelques heures on ne rompt point des usages que des années ont affermis. Prenez donc du temps ; le peuple saura souffrir encore, il met trois mois de misère au service de la République.

Pour opposer une digue au torrent de la misère, le Gouvernement provisoire accoucha des Ateliers nationaux, c'est-à-dire que, pendant que la terreur fermait les sources du travail ;

Pendant que la bourgeoisie effarée tremblait de passer, des griffes d'un gouvernement hâbleur aux convulsions d'un massacre ;

Pendant que l'industrie, frappée d'atonie par l'agitation révolutionnaire, voyait les capitalistes cacher leurs caisses, et les ouvriers dans la rue ;

Pendant que le Provisoire, cherchant autour de lui une idée qui pût le sauver de l'abîme, ne trouvait qu'un banquier juif pour lui conseiller la banqueroute;

Pendant que la France énervée se résignait à subir

toutes les hontes, à dévorer tous les outrages, et traînait sa grande histoire dans la boue des saturnales avant de rouler dans le sang de l'émeute ;

Dix hommes, présidant à ce gâchis, décrétaient, en faveur de cent vingt mille prétoriens de hasard, un subside de cent vingt mille francs par jour. Ces prétoriens furent embrigadés comme une armée sinistre ; leurs chefs, ramassés dans l'égout révolutionnaire, et grassement payés, rampaient sous un état-major de fricoteurs dont le palais de Monceaux était le quartier général, d'autres disaient le lupanar.

Pendant que les *ateliers nationaux* s'organisaient, les corporations de véritables travailleurs, le vrai peuple qui sait souffrir et attendre, envoyaient à l'Hôtel de Ville, qui criait misère, des caisses d'argent pour subvenir à la *détresse* de la République. Cet argent était le fruit de l'épargne la plus honorable et du sacrifice volontaire le plus généreux.

Qu'est devenu cet argent?... quel compte en a été rendu ? Qu'en ont fait les receveurs de l'Hôtel de Ville?

Une foule de gens, munis de *laissez-passer*, pénétraient nuit et jour, sous mille prétextes, dans le palais du peuple; parasites-policiers de MM. tel ou tel, ces gens-là furetaient partout et ne reculaient devant rien ; et telle était la négligence du service militaire, que des vols se commettaient sans cesse. Le surplus défrayait les festins de Balthazar.

CHAPITRE X.

Les quarante-cinq centimes. — Le roi du *National*, maire de Paris. — Simples filouteries des républicains de la veille. — La police du citoyen Marrast. — Les délégués du peuple veulent faire sauter l'Hôtel de Ville. — Conspiration des poudres. — Fuite de Pagnerre. — Armand Marrast déguisé en sauvage. — La Commission d'enquête.

C'est une belle chose que les proclamations, cette graine de niais dont on engraisse les badauds. Le Provisoire n'était point chiche de cette denrée populaire. Mais pour trôner longtemps, il lui fallait de l'argent, encore de l'argent, toujours de l'argent. Pour piper le numéraire récalcitrant, il fit danser la farandole à ses services et à ses promesses. On prend les alouettes au miroir et les abeilles au son du tam-tam. Garnier-Pagès, embusqué au ministère des finances, fut chargé de la chose. Son argot de banque, traduit en français, avait le sens que voici :

« Un gouvernement rétrograde, qui ne nous don-

nait ni portefeuilles, ni ambassades, ni préfectures, ni cordons, et qui n'eût pas choisi parmi nous le dernier de ses gardes champêtres, vient d'être renversé par l'héroïsme vengeur du peuple de Paris. Le sang du peuple a coulé comme en 1830 : mais cette fois, ce sang généreux ne sera point trompé. Nous avons ménagé le nôtre afin de vous gouverner. Bonnes gens du pays de France, que l'écho du tocsin réveillait naguère au fond des campagnes lointaines, chantez le *Te Deum*, car sans vous en douter, vous avez conquis en nos personnes dix morceaux de roi. Honneur à ce grand et généreux peuple, qui nous laisse tranquillement nous indemniser d'une si longue attente! Nous n'avons pas hésité à nous distribuer les ministères et la mairie de Paris, pour votre plus grand bien. Nos brillantes qualités vous répondent de nos intentions. Nous avons parmi nous une momie, symbole du calme; un cygne qui chante la sainte-alliance pour calmer les nerfs des despotes voisins; un astrologue pour vous dire votre bonne aventure; un banquier, pour compter vos gros sous, et un portrait de Mirabeau, qui sera d'un grand effet pour parader devant l'Europe. Plusieurs avocats de bonne volonté nous ont assuré leur concours pour vous haranguer, et nous aiguisons tout doucement un grand sabre africain pour vous raser, si vous conspiriez dans vos barbes contre nos petits arrangements. Plus de légitimisme,

plus de bonapartisme, plus de régence : nous sommes trop bien pour céder la place. Envoyez-nous seulement *quarante-cinq centimes* par tête, car nous nous sommes embarqués sans biscuit. Nos commissaires sont chargés de la quête. »

Comment, sur la foi des *Pangloss* de l'Hôtel de Ville, tous les *Candides* de l'ex-royaume ne se sont-ils pas crus dans le meilleur des mondes possible? La France est le pays de Cocagne des intrigants, comme Paris est la capitale des viveurs. Cependant, la France et Paris jugèrent qu'un écot de quarante-cinq centimes par tête, c'était un peu cher pour flairer la fumée d'un pique-nique de Satrapes, pour se donner le spectacle de commissaires au chapeau pointu, de coureuses en bonnet phrygien, et de pourfendeurs d'aristocrates, cravatés de rouge. L'enthousiasme fut médiocre. Les quarante-cinq centimes se montraient réfractaires. Le Provisoire lança un décret à leur poursuite, et les fit empoigner peu à peu.

Tandis que Garnier-Pagès inaugurait ainsi son ministère, la mairie de Paris, délaissée par lui, épousait Armand Marrast. Dès le lendemain de ses noces, le roi-foutriquet du *National* eut à son lever une cour nombreuse d'anciens amis dans l'infortune, auxquels il étala fastueusement sa splendeur. A partir de ce moment solennel, rien n'égala la morgue et la fatuité de ce petit Sybarite. La tête haute, l'œil rempli de dé-

dain, il marchait à pas lents comme un mandarin de la Chine; les courtisans qui l'encensaient n'osaient lui parler, et recueillaient comme des oracles ses monosyllabes officiels. Cependant comme il lui fallait des valets pour dénouer les cordons de ses souliers, il daigna, en leur faveur, bouleverser tout le personnel des bureaux pour y placer, aux frais de l'État, sous le titre de *républicains de la veille*, tous ses plats adulateurs. Une foule d'employés honorables, la plupart pères de famille, et gens qui se respectaient, furent brutalement chassés, au profit des escogriffes de la coterie nationaliste. On cite de tout jeunes gens, fils d'anciens serviteurs du Marrast, qui eurent en partage des places de chef de bureau, au détriment de vieux serviteurs, et alors qu'ils étaient à peine capables d'être surnuméraires.

Le service du citoyen maire était organisé de la manière la plus confortable; il était entré tout d'un bond dans la peau de M. de Rambuteau, en y joignant en plus la parade nécessaire à son dixième de souveraineté. Les appartements somptueux, les belles voitures, les vins recherchés de l'ex-préfet, semblaient n'avoir jamais appartenu qu'à son successeur, qui, de plus, disposait de ressources passablement révolutionnaires.

Tous les jours, à l'heure où M. Marrast prenait place à un repas magnifiquement servi, une musique militaire des plus choisie faisait entendre sous les fe-

nêtres de la salle à manger de ravissantes harmonies; puis, pendant les entr'actes, des laquais apportaient aux exécutants des bouteilles de bordeaux, qui sans doute passaient sur les fonds secrets. Le repas terminé, le citoyen *Provisoire*, toujours sanglé dans une immense écharpe tricolore, sortait majestueusement, précédé et suivi d'une foule avide de sa présence, et, sur son passage, les sentinelles des différents postes intérieurs présentaient les armes avec un sérieux superbe à voir.

M. Marrast doit éprouver de cuisants regrets!

Si la conduite du nouveau maire n'eût été que ridicule, on pourrait lui pardonner bien des choses; malheureusement, des faits trop graves pèsent encore sur sa responsabilité : des tripotages dégoûtants eurent lieu sous son administration. Des sommes considérables, versées pour les blessés de février, furent détournées de leur emploi et appliquées à des œuvres qu'il est impossible d'avouer. Des marchés scandaleux, pour la fourniture des draps destinés à l'habillement des gardes nationaux peu aisés, procurèrent à certaines personnes des gains qui fermèrent leur conscience aux scrupules de la plus vulgaire probité. Enfin, les bons fabriqués pour les frais de nourriture de l'hôtel obérèrent la caisse municipale par les plus indignes gaspillages. Il est impossible de supposer que M. Marrast ait pris la moindre part, même indi-

recte, à aucune de ces dilapidations; mais il nous est permis de demander à ce haut magistrat comment il exerçait les délicates fonctions de surveillance que lui imposait sa place. N'avait-il donc des yeux que pour se pommader devant les glaces du salon Rambuteau?... Comment peut-il se montrer si peu jaloux de l'honneur des républicains de la veille? Et qu'était-ce donc, grand Dieu! que ces soi-disant républicains!!!

Le ci-devant conspirateur, jadis si furieux contre la police monarchique, avait fini par comprendre que c'était une excellente chose de savoir, sans quitter le coin de son feu, ce qui se faisait un peu partout, chez ses amis, chez ses ennemis. Il avait, en conséquence, organisé une police qui ne relevait que de lui, et près de laquelle les routiers de la rue de Jérusalem n'étaient que de la saint Jean. Chaque jour, à chaque heure, on voyait se succéder, muni de *passes* en règle, une quantité d'individus de toutes classes et de toutes mines, qui, introduits chez Marrast, laissaient, en sortant, bruire sur leur passage un son métallique qui expliquait parfaitement leurs nombreuses visites.

Le gras et illustre Pagnerre, l'âme damnée de Marrast, avait eu avec les délégués du peuple, en sa qualité de secrétaire du gouvernement, des contacts fréquents, qui l'avaient peu édifié sur leur compte; c'étaient, dans sa pensée, des hommes à imaginations

exaltées, à intentions dangereuses. Il regrettait tout haut de n'avoir pas à sa disposition quelques *culs de basse-fosse* dans lesquels il aurait éprouvé un plaisir si pur à les faire oublier!

Persuadé que notre présence dans l'Hôtel de Ville cachait des desseins funestes à la sûreté publique, qui l'intéressait très-fort, cet éditeur bouffi avait obtenu de son ami, M. le maire, un limier de police, dont l'emploi unique consistait à surveiller tous nos mouvements, et Dieu sait combien d'insomnies nous occasionnâmes, à notre insu, au méditatif secrétaire.

Un soir, tout était tranquille dans l'hôtel; Pagnerre, attardé par un travail pressé, se préparait à rentrer sous le toit conjugal; tout à coup, pâle, la figure effarée, son espion se présente à ses yeux.

— Éloignez vite tout le monde, lui dit-il; j'ai à vous parler.

— Qu'on s'en aille, fit Pagnerre à tous ses scribes; puis, quand tous deux furent seuls : —Eh bien! mon vieux, qu'y a-t-il? parlez.

— Figurez-vous, reprit l'agent, que depuis deux jours je me méfiais. C'étaient chez les délégués un remuement, des courses, des conversations entre eux, des gestes menaçants; enfin, je flairais un complot. Je sais tout maintenant. Ah! les brigands! Ce soir j'en rencontre un qui descendait l'escalier du poste de l'artillerie; je le reconnais pour un enragé, et je

6.

me demande ce qu'il va faire par là. Je le suis à pas de loup, et je le vois qui se met à causer avec un artilleur, un des suspects, vous savez? Il avait l'air très-familier, il lui tapait sur l'épaule; enfin, voilà qu'il lui remet un paquet carré : ça avait tout l'air d'un paquet de poudre de chasse ; et puis l'autre lui dit : « Mais ce n'est pas tout, » remarquez bien, « *C'est pas tout.* » Alors le délégué tire de sa poche une longue mèche noire et la donne à l'autre, en lui disant quelque chose à voix basse. Alors, l'artilleur branle la tête et répond : « C'est bon, c'est bon. »

— Mais qu'est ce que cela signifie? dit Pagnerre.

— Le délégué s'en va, reprend le mouchard; l'artilleur entre dans le poste; il en sort avec une lanterne et une pince; il regarde les dalles sous les fenêtres du maire, et puis il me tourne le dos, et pendant près de dix minutes il travaille en regardant tout autour de lui, comme s'il avait peur qu'on le voie; puis il rentre, et sans doute qu'à présent il fait son paquet pour filer.

— Eh bien, après?

— Comment, après? vous ne comprenez donc pas? C'est pourtant bien clair : il y a un tonneau de poudre sous une dalle; le paquet de poudre, c'est pour mettre l'amorce, la mèche pour l'allumer, pendant que les délégués et l'artilleur vont se donner de l'air. Nous allons tous sauter cette nuit!!!

— Ah! mon Dieu! au secours! mais c'est affreux! sauvons-nous! crie Pagnerre; et joignant l'action aux paroles, le gros secrétaire allait se précipiter dans les escaliers, quand l'agent, l'arrêtant par le pan de son habit :

— Eh bien ! où allez-vous donc ? et ce pauvre M. Marrast, est-ce que vous croyez que je vais le laisser sauter comme ça ?

— Courez le prévenir ; moi, je me sauve !...

— On ne me laissera pas entrer, il est tard ; si je dis ça aux huissiers, ils me riront au nez ; vous, vous entrez partout...

— Ah ! mon Dieu ! eh bien, voyons, j'y vais ; mais, nom de D..., aurons-nous le temps ?...

Et, trottant, suant, soufflant, haletant, Pagnerre, les yeux hors de la tête, tomba comme une bombe chez Marrast, qui dormait les poings fermés. Il le tira du lit par une secousse violente, et quand le maire, ouvrant les yeux, se trouva planté, en chemise, devant son collègue, il l'entendit s'écrier :

— L'hôtel est miné, nous sommes f....., nous allons sauter en l'air !....

Marrast fit un saut de carpe.

— Descendons, sauvons-nous ! hurlait Pagnerre à moitié fou ; ça sent le brûlé !

L'agent, plus calme, avait saisi Marrast et cher-

chait à le vêtir ; celui-ci se laissait faire machinalement ; la besogne n'avançait pas.

— Ma ceinture..... c'est tout ce qu'il faut..... ma ceinture.... bégayait le maire frémissant.

Et bientôt le maire de Paris, vêtu de ses chaussettes et de son écharpe, essayait de suivre Pagnerre, qui l'entraînait avec la rapidité d'une locomotive.

L'air frais de la cour remit ses idées. — Vous avez parlé de complot, de mine destinée à faire sauter l'hôtel? demanda-t-il; je ne peux pas m'en aller comme ça, il faut que j'éclaircisse cette affaire.

— Venez donc ! venez donc! criait Pagnerre.

— Conduisez-moi où sont les factieux ; ma présence déconcertera leurs complots.

— Puisque vous voulez sauter, fit Pagnerre exaspéré.... bon voyage!

Et se jetant hors de l'hôtel, il courut tout d'un trait jusque chez lui, rue de Seine-Saint-Germain, 14, où il vous contera la chose, sur le pas de sa boutique.

— Je vais vous guider, citoyen maire, dit alors le policier ; mais il nous faut des hommes.

En un clin d'œil un détachement de gardes nationaux cernait la cour. Marrast, suivi des plus braves d'entre eux, pénétrait dans le poste des artilleurs, où, sur l'indication de l'agent, le conspirateur était saisi.

Et on le pressait, sous peine de mort immédiate, de confesser son crime.

Quand ce pauvre diable eut compris, par le récit de l'espion, répété en sa présence, d'où dérivait cette scène, il sourit d'un air moqueur; puis, prenant sa pince, il donna les explications suivantes, qui, sur les lieux, furent à l'instant confirmées :

— Une dalle avait été dérangée dans la journée par une roue de canon; craignant d'être réprimandé le lendemain pour n'avoir point réparé ce dégât, travail dont on l'avait chargé dans la journée, il l'avait fait le soir même. Le paquet infernal contenait pour trente-deux sous de tabac, et la mèche se réduisait à un *ruban de chique* que j'avais remis à ce brave, ex-artilleur de marine.

Il ne resta de cette scène qu'un fou rire, excité par le costume un peu *sauvage* du maire de Paris.

Adonis-Armand Marrast regagna son lit, fort vexé, et l'agent, dont le zèle avait compromis la feuille de vigne municipale, fut congédié le lendemain.

Plus tard, devant la commission d'enquête, Pagnerre déclara que les délégués du peuple avaient voulu faire sauter l'Hôtel de Ville comme une simple omelette. Heureusement qu'il tenait la queue de la poêle.

O Midas-Pagnerre, ex-secrétaire du Provisoire, ex-maire du 10e arrondissement, ex-directeur du comptoir d'escompte national, ex-constituant, ex-candidat à toute sorte de choses, ce n'est donc qu'en âneries que vous êtes inamovible?

CHAPITRE XI.

Projet d'insurrection contre le Gouvernement provisoire. — Visite chez Caussidière. — Les commissaires de Ledru-Rollin. — La comédie des bonnets à poils. — Révélations d'un agent secret. — L'Hôtel de Ville prépare un coup d'état. — Le général Négrier et l'armée du Nord. — Journée des clubs (17 mars).

Fidèle à la tâche que je me suis imposée, j'ai montré jusqu'ici le Gouvernement provisoire végétant sous le triste appareil d'une puérile splendeur, et imposant à la France inquiète le fardeau de son impuissance ou de son mauvais vouloir; leurrant le peuple par des promesses imprudentes, qu'il savait irréalisables, et ne sachant conjurer les tempêtes de la rue que par les faiblesses de la peur, ou par les velléités d'une réaction qui menaçait le pays tout entier de bouleversements déplorables. Je ne suis ni l'ami ni l'ennemi de ces hommes; je les peins tels que je les ai vus, en regrettant que ma noble patrie se soit trouvée à la merci d'une coterie d'ambitieux, pour qui la Républi-

que n'était qu'un moyen de trôner aux dépens des plus graves intérêts du pays.

Cette République qui devait marcher vers l'avenir, appuyée sur la confiance et l'ordre, devenait, de jour en jour, plus intolérable que le pouvoir déchu. A la corruption officielle succédaient des scandales de tout genre, et la lutte contre les partis extrêmes, qui se montrait imminente, cherchait ses chefs au sein même du conseil gouvernant, dont l'esprit, tout à la fois énergique et conciliateur, aurait dû, par l'union de ses membres, par la sagesse de ses actes et par la franchise de ses intentions, offrir à tous les intérêts des gages de sécurité, opposer aux passions incandescentes une barrière infranchissable, et assurer au véritable progrès, par les moyens qui le font aimer et bénir, une route féconde, et les fruits de la concorde.

A côté du Gouvernement provisoire, il y avait un homme sur le compte duquel se sont accumulés, tour à tour, les éloges les plus outrés et le blâme le plus amer. A en croire ses adversaires personnels et certains pamphlétaires, il n'est sorte d'aventures cyniques dont il n'ait été responsable ou complice. Enfin dans une brochure célèbre, publiée par un écrivain taré sous le nom d'un ancien agent provocateur, il est écrit que cet homme avait formé le dessein d'envahir l'Hôtel de Ville, de massacrer le Gouvernement

provisoire, et de soumettre Paris à la dictature de la canaille.

Cet homme, si violemment accusé, c'est Caussidière. J'ignore complétement les détails de la vie intime de cet ancien préfet de police. Il m'importe peu de vérifier si Caussidière aimait les femmes et le vin, péché dont ses ennemis ne sont peut-être pas tout à fait exempts; je n'ai entrevu ses Montagnards qu'à distance, et ces Croquemitaines n'ont, que je sache, dévoré aucun petit garçon. Somme toute, Caussidière a rendu des services, et la bourgoisie ne les nie point. Je laisse au soi-disant capitaine de ses gardes la responsabilité de ses anecdotes grivoises; mais j'ai à faire connaître la vérité tout entière sur la conduite de l'ex-préfet de police, en matière plus sérieuse, c'est-à-dire à propos du complot qu'on lui attribue vaguement.

Après trois semaines de pouvoir absolu, le Gouvernement provisoire, aux yeux du parti républicain, marchait dans une voie de réaction; ses décrets confus, ses mesures oppressives, ses allures de toute couleur, et ses desseins soupçonnés jetaient les esprits dans l'inquiétude et semblaient provoquer l'agitation. Paris était couvert de clubs, dont un grand nombre paraissaient animés par les dispositions les plus extrêmes. L'avenir était plein de sombres nuages.

La plupart des chefs de ces réunions ne reconnaissaient d'autre principe révolutionnaire que la lutte.

Hommes d'action, plutôt que politiques, ils tinrent conseil. La délibération fut courte; on déclara que les dictateurs provisoires avaient adopté une ligne de conduite entièrement opposée aux intérêts et à l'attente du Peuple; que les principes démocratiques étaient violés, et les fruits de la révolution confisqués. On résolut, en conséquence, de s'appuyer sur les masses, pour tenter un nouveau mouvement, dont le résultat serait d'épurer le gouvernement; c'est-à-dire de substituer à une majorité ennemie, les principaux représentants du parti révolutionnaire, qui, joints à la minorité du Gouvernement, préviendraient, par une conduite plus décisive, les périls d'une crise imminente.

Le choix de ces nouveaux gouvernants fut arrêté; Caussidière figurait sur la liste comme auxiliaire et champion armé de la cause, comme possédant par sa position une grande force morale, un puissant ascendant sur les classes ouvrières.

On alla voir, l'un après l'autre, les hommes qui avaient été désignés; la plupart acceptèrent. Le tour de Caussidière arriva.

Introduits en présence du préfet, les agents révolutionnaires lui expliquent leurs intentions, lui annoncent que de son consentement dépend la réussite de l'entreprise; ils lui indiquent les moyens assurés qu'ils possèdent. — Tout est préparé, disent-ils; un

mot d'assentiment, et l'autorité va lui appartenir !

Eh bien, ce mot il ne le dit point. Il déclara nettement qu'il ne jugeait pas la situation au point de vue de certaines impatiences ; qu'il espérait tout encore du Gouvernement, et qu'il soutiendrait de tout son pouvoir les hommes qui l'avaient nommé à une fonction de confiance.

Il y a loin de cela à l'homme qui, selon MM. Chenu et compagnie, voulait jeter le Provisoire par les fenêtres de l'Hôtel de Ville. En refusant son concours à des projets de violence, il paralysa l'élan des conspirateurs, et sauva peut-être Paris d'une affreuse mêlée.

Cependant, du sein de la nuée qui séparait les deux camps du Provisoire devait sortir un nouvel orage ; ce fut à propos des élections.

Ledru-Rollin, ministre de l'intérieur, avait envoyé dans les départements une circulaire ardente qui conférait aux commissaires de la République des pouvoirs illimités : cette circulaire apparut comme un drapeau de terreur. Elle sema dans toute la France des germes d'inimitié contre la république ; elle évoquait de sinistres souvenirs, alors qu'il fallait prêcher l'union ; elle semblait livrer toutes les existences à l'arbitraire de quelques hommes nommés à la hâte, dont la plupart inconnus, n'offraient aux populations aucune garantie, dont quelques-uns, il faut le dire

étaient plus qu'indignés de représenter une autorité quelconque. Les protestations ne devaient pas manquer; elles affluèrent. Il ne convenait à personne, en France, de courber la tête sous un nouveau despotisme, et la répugnance légitime qu'avaient inspirée plusieurs commissaires éclata au grand jour, dès qu'on put pressentir jusqu'où pourraient s'étendre les décisions violentes de ce nouveau proconsulat.

La coterie gouvernementale des *Nationalistes* profita de cette faute et des ressentiments qu'elle allumait pour tenter d'évincer la minorité qui gênait les projets d'accaparement, et c'est alors que fut inventée la comédie dont je vais parler.

Un décret avait été rendu, qui, détruisant dans les légions de la garde nationale les compagnies d'élite, établissait un même uniforme pour cette milice, et supprimait les *bonnets à poil*. Les bourgeois qui composaient l'ancienne garde, voyant leurs cadres envahis par des ouvriers plus nombreux qu'eux, et qui annulaient leur influence, éclatèrent en plaintes; le *National* en eut vent, et la majorité du Provisoire résolut de profiter des dispositions hostiles de cette partie de la population pour forcer ses collègues à lui laisser toute la conduite des élections qui se préparaient.

On s'entendit avec les principaux chefs de la garde nationale; un mouvement fut combiné, sous le pré-

texte de venir protester contre le licenciement des compagnies d'élite, et le 16 mars, vers midi, au moment où, dans le conseil, on discutait avec le plus de chaleur sur le point précité, des colonnes nombreuses et serrées de gardes nationaux sans armes envahirent, au nombre de plus de trente mille hommes, la place de Grève, et se rangèrent en bataille sous les fenêtres du Gouvernement, aux cris de : A bas les communistes ! à bas Ledru-Rollin !

Le conseil s'arrêta; les deux partis s'examinaient. Pleine de joie, la majorité déguisait à peine son triomphe ; les autres, surpris, commençaient à croire à la possibilité d'un de ces événements qui en peu d'heures arrêtent le cours d'une révolution.

Lamartine, alors, tira de sa poche un papier dont il donna lecture ; c'était une proclamation, la contre-partie du manifeste électoral de Ledru-Rollin. Le poëte demanda à tous ses collègues d'y apposer leur signature; à ce seul prix, il répondait de la tranquillité publique.

La minorité, consternée, essaya de prolonger la discussion; elle attendait le peuple. Le peuple vint, mais trop tard; le conseil était levé, et l'affiche rétrograde du chantre du Sacre se tirait déjà par milliers.

Les bonnets à poil furent reconduits dans leurs quartiers par les railleries et les huées de la masse. Mais le mal était fait; les dictateurs de la réaction

avaient le pas sur leurs collègues révolutionnaires.

Ils ne devaient pas jouir longtemps de cette victoire. Un agent secret, sur le dévouement duquel ils avaient compté trop légitimement, ayant éprouvé je ne sais quels scrupules de conscience, était venu, le même jour, découvrir aux délégués du Peuple la trame d'un vaste complot dont la majorité anti-républicaine du Gouvernement provisoire croyait tenir seule tous les fils.

D'après la révélation de cet agent, une grande manœuvre en faveur de la maison d'Orléans devait s'effectuer à bref délai. Le général Négrier, qui commandait l'armée du Nord, forte d'environ trente mille baïonnettes, avait reçu l'ordre de se concerter secrètement avec les chefs supérieurs des gardes nationales des départements voisins. Au moment où Paris serait plongé dans le calme le plus parfait, l'armée du Nord devait arriver de nuit par le chemin de fer et s'emparer, sans coup férir, des points principaux de la capitale. On comptait qu'à l'arrivée de ces forces, une bonne partie de l'ancienne garde nationale parisienne ferait cause commune avec le mouvement. La ville serait mise en état de siége, les républicains signalés seraient capturés d'un coup de filet et immédiatement déportés, par mesure administrative. La résistance populaire, si elle osait se montrer, serait comprimée par des mesures violentes. La minorité du Gouvernement

provisoire devait être proscrite, et, grâce à cette Terreur bleue, les partisans de la Régence eussent pu marchander à loisir l'abolition de la République.

Ce plan, d'une simplicité formidable, ayant été trahi par un affidé de la coterie nationaliste, les délégués du peuple comprirent que si leur devoir était d'agir vivement pour en déjouer l'exécution, les sentiments d'un véritable patriotisme leur imposaient aussi l'obligation de ne point donner à des faits si graves une publicité dangereuse, dont l'effet le plus immédiat eût été de provoquer une prise d'armes, et d'exposer Paris à une sanglante collision. Unissant la prudence à l'énergie, ils appelèrent auprès d'eux quelques citoyens influents sur les masses, et leur firent pressentir que la minorité démocratique du Gouvernement provisoire avait besoin d'un témoignage public de sympathie pour résister à ses découragements et à l'attitude presque offensive des membres de la majorité; qu'il convenait, en conséquence, d'organiser une manifestation nombreuse, mais pacifique, mais pleine d'ordre et de calme, pour montrer au Provisoire que le temps n'était pas venu de s'arrêter sur le chemin du progrès.

Le 16 mars au soir, les chefs de tous les clubs, les délégués des corporations, et les hommes influents du parti populaire, se rassemblèrent sans bruit pour organiser la manifestation. Des avis furent imprimés

et distribués dans la nuit sur tous les points de Paris. La chaleur de février n'était pas éteinte dans les cœurs.

Le lendemain, 17 mars, par une superbe matinée, les Champs-Elysées se couvrirent d'une foule, arrivant dans l'ordre le plus parfait des différents quartiers de la capitale; deux cent mille hommes, de toutes professions, descendirent successivement sur la voie publique.

A onze heures, toute cette multitude, formée en une seule colonne, immense, gigantesque, s'ébranla et se mit en marche dans un silence imposant...

A midi, la tête de la colonne débouchait des quais, en face de l'Hôtel de Ville, en chantant *la Marseillaise*; ce chant sublime était entrecoupé d'acclamations en l'honneur des membres du gouvernement que la veille on avait insultés.

Le Gouvernement était réuni dans l'hôtel. Pâles et consternés, les triomphateurs de la veille se demandaient avec terreur ce qui allait se passer. Leur position était affreusement critique; ils ignoraient les intentions du peuple; ils ne savaient si cette marche contre l'Hôtel de Ville avait pour but de les punir de leur complot découvert, ou si elle était simplement destinée à rassurer, contre la démarche des bonnets à poils, les membres de la minorité.

Les grilles du palais avaient été fermées; dans l'in-

térieur, la garde avait pris les armes, et les quelque cent volontaires qui la composaient, renforcés par les gardes nationaux de service, occupaient les escaliers et les portes principales, le fusil chargé.

Bientôt, les envoyés des clubs et les chefs du mouvement demandèrent à être introduits près du Provisoire; quelque bonne envie qu'eût celui-ci de refuser, il dut accéder à leur demande.

Dès leur entrée dans l'hôtel, les délégues du Peuple se joignirent à eux.

Pour se donner un air solennel, les dictateurs s'étaient réunis dans le grand salon du palais; ils étaient rangés en ordre, le vieux Dupont (de l'Eure) à leur tête; Louis Blanc, Ledru-Rollin étaient sur les côtés; les figures étaient anxieuses.

Tour à tour Blanqui, Barbès, Cabet, Raspail prirent la parole; plusieurs discours furent prononcés; tous se résumèrent en ce programme :

1° Eloignement de la capitale des troupes qui pourraient, dans la main des dictateurs, devenir de dangereux instruments d'oppression;

2° Démocratisation de la garde nationale par l'introduction immédiate, dans ses cadres, des ouvriers, ainsi chargés de la garde de Paris;

3° Ajournement des élections, afin de permettre aux départements de se pénétrer des principes démocratiques qui devaient guider leur choix;

4° Enfin, la permission accordée aux clubs ou assemblées populaires de venir présenter au Gouvernement, par l'entremise des délégués, les observations qu'ils croiraient utiles sur sa conduite ou sur les mesures qu'il entreprendrait.

Les Nationalistes, précipités de leurs rêves dans les bas-fonds de la peur, gardaient, pendant ces discours, un morne silence; de temps en temps, un des plus hardis, Lamartine ou Marie, essayait de glisser, par un faux-fuyant, sur les demandes des orateurs; mais elles étaient trop claires, trop bien formulée, pour que toute l'éloquence filandreuse de l'avocat ou du poëte pût mordre sur leur surface polie.

Quoi que puisse prétendre Lamartine dans son roman historique, le Provisoire, la rage dans le cœur en se voyant démasqué, comprit la leçon et céda. Il promit de se conformer à la volonté du Peuple, et d'entrer dans une voie marquée chaque jour par de nouveaux progrès.

Les envoyés du Peuple se retirèrent. Le Gouvernement, en preuve de réconciliation, descendit avec eux et accepta, le sourire aux lèvres et glacé de colère, la proposition qui lui fut faite de passer en revue les masses qui couvraient la place et toute la longueur des quais.

Une table fut apportée près de la grille, en face du grand escalier. Ledru-Rollin et Louis Blanc, que la

multitude désignaient par des acclamations frénétiques, y prirent place; Lamartine et ses autres collègues se rangèrent au pied, couverts en ce moment par la protection de ces mêmes hommes qu'ils auraient voulu proscrire. Louis Blanc prit la parole : il dit au Peuple quelle grande chose il venait d'accomplir en manifestant ses désirs, en rassurant le Gouvernement contre les tentatives des factieux. Son discours eut un double sens : il pouvait s'appliquer au coup d'état qu'avaient médité les dictateurs réactionnaires, ou aux menaces des gardes nationaux d'élite.

De nouveaux applaudissements retentirent; le défilé de ces masses commença, et, un à un, les gouvernants se retirèrent, pour aller méditer sur la signification de cette journée.

Si l'on veut savoir, sur cette phase de la Révolution, la pensée de l'un des hommes qui se sont congratulés plus tard d'avoir entravé le progrès, la voici, mais voilée, parce que l'auteur avait quelque intérêt à ne pas tout révéler :

« Les membres de la majorité du Gouvernement, » dit Lamartine, feignirent prudemment de prendre » cette manifestation pour ce qu'elle était dans l'in» tention du plus grand nombre ; mais ils ne se dégui» sèrent pas à eux-mêmes le sens de cette journée, et » ils commencèrent à se défier d'une influence qui » avait tout et qui pouvait tout. *Leur physionomie af-*

» *fectait la satisfaction et la reconnaissance, pendant que* » *leur âme était profondément ulcérée de l'audace et du* » *succès de quelques meneurs.* Paris lui-même ne s'y » trompa qu'à demi. Depuis deux heures de l'après- » midi jusqu'à neuf heures du soir, la capitale vit dé- » filer sur les boulevards et dans ses principaux quar- » tiers, ce peuple désarmé de fusils, mais armé de son » nombre, qui ressemblait à une de ces migrations » antiques transportant une nation tout entière des » bords d'un fleuve à l'autre bord. Plus cette armée » était calme, sobre, silencieuse, disciplinée, gouver- » née par un mot d'ordre ignoré, mais obéi, plus son » aspect imposait à la capitale sans menacer personne, » plus elle pesait sur la pensée de tous et disait aux » yeux que Paris était désormais à la merci des seuls » prolétaires. Mais elle disait aussi que ces prolétai- » res, calmes dans leur triomphe, généreux et civili- » sés dans leur force, animés de l'instinct de l'ordre, » levés contre ce qu'ils croyaient l'anarchie, pour sou- » tenir un Gouvernement qu'on leur disait menacé, » n'étaient plus le Peuple brutal de 1793, mais le Peu- » ple de 1848, présage d'une autre civilisation. »

Oui, M. de Lamartine, le Peuple de 1848 répudie comme vous, comme tous les gens de cœur, les néfastes excès du passé. Oui, ce Peuple veut la République, non comme replâtrage du passé, mais comme l'aurore d'une nouvelle ère de régénération, de gran-

deur et de générosité. Il a compris que les hommes d'une même patrie ne doivent pas s'entre-déchirer par des luttes fratricides ; que les vrais citoyens doivent étouffer tous sentiments hostiles, toute réminiscence d'une époque à jamais regrettable. C'est pour cela qu'il ne veut plus se livrer aux entrepreneurs d'avenir qui l'ont abusé ; c'est pour cela qu'il ne croit plus au dévouement des satrapes de février ; c'est pour cela qu'il ne laissera plus des discoureurs de barreau ou de journal porter la main sur le pouvoir.

DEUXIÈME PARTIE.

LES MINISTÈRES.

CHAPITRE XII.

Les ministères. — Le pacha de l'hôtel des Capucines. — Son Excellence le Grand-Maître des tailleurs de pierre.— M. Marche, homme d'état peu connu.—Les Etats généraux du Communisme au Luxembourg. — L'art de couper la tête au capital. — Création des ateliers nationaux. — MM. Vissocq et Higonnet.— M. Emile Thomas et M. Armand Coquet. — M. Boulage. — Ce qu'on gagne à tutoyer deux membres du Gouvernement provisoire. — Comment M. Émile Thomas devint général en chef de l'armée des ouvriers, et comment il organisa ses légions. — Une fiche de consolation pour les ex-gardes municipaux. — Les pavillon de Monceaux.

Tous les honnêtes gens, quelle que soit leur couleur politique, se disent encore aujourd'hui qu'un Gouvernement provisoire, animé d'intentions loyales et désintéressées, ne se serait pas attribué le droit de jeter la France, qu'il prétendait représenter, dans le moule d'une dictature qui pouvait n'être point l'expression des vœux de la majorité nationale. Le devoir de ce Gouvernement semblait être de faire un appel immédiat au suffrage universel, pour créer une Assemblée constituante. Cette mesure, toute d'ordre

et de bon sens, eût évité bien des malheurs. Mais quand on a escamoté le pouvoir, on s'y accroche à belles dents, et dût-on crever d'indigestion, on ne lâche pas aisément un morceau si dodu. Ainsi firent les acrobates gloutons du Provisoire. Les hauteurs du Capitole ne suffisant pas à leur apothéose, ils n'eurent garde de laisser place au-dessous d'eux, pour des hommes de science administrative. Les ministères, ce vieil objet de leurs rêves, ne devaient pas échapper cette fois à leur concupiscence. Ils espéraient y trouver chacun leur hôtel des Invalides politiques quand leur dictature s'en irait en fumée. Qu'importaient au pays l'ignorance des uns, les velléités intrigantes de quelques autres, les folies de presque tous? Le pays n'était-il pas assez riche pour payer les fantaisies gouvernementales de ces messieurs? Le pays, en effet, les paya, de sa richesse d'abord, et bientôt du plus pur de son sang.

Pendant que le pacha Lamartine, mollement couché sur le divan de M. Guizot, annonçait à l'Europe frémissante, au nom de la République française, que les traités de la Sainte-Alliance seraient religieusement respectés, que l'*entente cordiale* ne recevrait aucune atteinte, et que la politique du dernier règne continuerait à guider notre diplomatie à la plus grande gloire et satisfaction des Pritchard, des Metternich, des Nicolas, et autres pères fouetteurs de la

démocratie adolescente, les autres ministères se livraient à des exercices périlleux pour montrer leur savoir-faire.

Par un de ces traits de génie qui assomment les intelligences vulgaires, le Gouvernement provisoire, en se partageant les portefeuilles, trouva fort piquant de confier la gestion des travaux publics à un avocat fort désireux de tâter de l'*Excellence*, car de pareilles occasions ne se présentent pas tous les jours. Me Marie, le débitant de paroles, devint le grand maître des tailleurs de pierre, et promit un arc de triomphe à ses collègues.

En ce temps là, un certain M. Marche, ami ou Mentor politique de Louis Blanc, dictait à son jeune Télémaque la teneur du décret par lequel le Gouvernement provisoire s'engageait à garantir du travail à tous les citoyens. Ce décret substituait à la liberté individuelle des travailleurs le despotisme de l'Etat, transformé en monopoleur de l'industrie; il devait avoir pour conséquence l'enrégimentation des ouvriers; pour résultats définitifs, l'impossibilité de tenir une promesse irréfléchie, les embarras inséparables d'un pareil aveu, et l'horrible catastrophe de juin 1848. Les grands hommes du Gouvernement provisoire, jaloux d'assurer leur position et d'en prolonger la durée, même au prix d'un odieux mensonge, signèrent avec acclamation la découverte de

M. Marche, et pour se débarrasser de cette organisation du travail à laquelle ils ne comprenaient rien, ils instituèrent, au palais du Luxembourg, la *Commission du Gouvernement pour les travailleurs*; Louis Blanc et Albert furent nommés président et vice-président de ce conclave; les membres devaient être les délégués des ouvriers; il s'en présenta sept cent cinquante.

C'étaient les Etats généraux du Communisme. Ils devaient bientôt décréter la tempête.

Un membre du Gouvernement provisoire s'était exprimé en ces termes sur cette question brûlante :

« Entendez-vous par organisation du travail ce *communisme* politique et savant qui consiste à s'emparer, au nom de l'État, de la propriété et de la souveraineté des industries et du travail; à supprimer tout libre arbitre dans les citoyens qui possèdent, qui vendent, qui achètent, qui consomment; à créer ou à distribuer arbitrairement les produits, à établir des *maximum*, à régler les salaires, à discipliner le travail; en un mot, à substituer en tout l'*Etat*, propriétaires, industriels, aux citoyens dépossédés? Nous concevons que des jeunes gens, à idées hardies et à caractère énergique, se laissent séduire quelques jours par cette illusion qui fait paraître grand ce qui est gigantesque, et fort ce qui n'est qu'audacieux. Ce système n'es autre chose que la *Convention* appliquée au travail,

tranchant les fortunes au lieu de couper des têtes, pour démocratiser le revenu. Ces jeunes théoriciens, frappés des difficultés et des inconvénients de la liberté des industries, la suppriment au lieu de la régler; ils rêvent le 18 brumaire des travailleurs. Ils ont le sentiment, on pourrait même dire, ils ont l'idée fixe du gouvernementalisme; ce sont les ultrà-gouvernementaux du temps. Ils veulent que le Gouvernement, pourvu qu'il soit démocratique, ose tout, fasse tout, tienne tout. La tyrannie, qui leur paraît exécrable en haut, leur paraît excellente en bas; ils oublient que l'arbitraire ne change pas de nature en se déplaçant, et que si l'arbitraire des rois ou des aristocrates est insolent, l'arbitraire des peuples est odieux. Nous ne nous étonnons que d'une chose, c'est que ces *fermes penseurs* ne poussent pas leurs principes d'ultrà-Gouvernement jusqu'à ses dernières conséquences, et qu'ils ne suppriment pas la faculté des discussions, la liberté de penser et d'écrire.

» Ce serait logique, car, puisqu'ils veulent que le Gouvernement démocratique possède, instruise, travaille, produise, vende et achète pour tous les citoyens, pourquoi ne le chargeraient-ils pas aussi de parler, d'écrire et de penser pour tout le monde? L'unité serait plus complète, et la servitude mieux assurée! Nous venons de dire le mot, ce système serait la *servitude*. Voilà pourquoi il ne séduira pas

longtemps les âmes élevées et mâles qui le formulent aujourd'hui. Ces jeunes hommes reculeront devant leur ouvrage, quand, au lieu de la liberté et de l'organisation du travail, ils auront trouvé au fond de la révolution et de la démocratie le monopole du Gouvernement, la dépossession des citoyens et la servitude du travailleur. Une idée fausse peut séduire un moment leur esprit; un système dégradant ne séduira jamais leur cœur. C'est la propriété qui, des esclaves de l'antiquité et des serfs du moyen âge, a fait des citoyens. En rendant l'État seul propriétaire, que faisaient-ils? Avec des citoyens, ils faisaient en réalité des serfs et des esclaves de l'Etat. L'Etat seul serait libre, les individus seraient tous prolétaires. Quel progrès! Ce ne serait pas là le triomphe, ce serait le vertige de la démocratie!

» Quant à l'organisation du travail par la fixation des salaires, comme le salaire n'est lui-même fixé que par le prix du produit, et que le prix du produit dépend exclusivement de l'offre et de la demande, aussi variables dans leur nature que le besoin et le caprice du consommateur, à moins d'ordonner la consommation par autorité, comment fixer le salaire sans ruiner le producteur et sans tuer à l'instant le travail? Il faudrait donc aussi fixer la valeur des éléments du travail, des denrées premières qui servent aux manufactures, le cocon de soie, le brin de coton,

la laine du troupeau, la récolte du chanvre, de l'indigo, du lin, du blé, de la vigne; commander aux intempéries, gouverner les saisons, le ciel, la terre, les lois de la population? Le taux des salaires dépend de tout cela. Quelle main infaillible se chargerait de faire tous les jours cette terrible équation entre la faim de l'ouvrier, la circulation du numéraire, la demande du consommateur, les produits des saisons? Celui-là seul, cependant, pourrait fixer le prix des salaires et organiser le travail.

» Et d'ailleurs, où s'arrêteraient ce que vous appelez travail, et par conséquent l'organisation du travail? Eh! qui donc ne travaille pas et n'aurait pas, selon vous, le même droit de demander que la société réglât, fixât, assurât le prix de son travail ou de son salaire? Depuis le fonctionnaire jusqu'au manœuvre, la société n'est-elle pas une chaîne non interrompue de travailleurs? Professions intellectuelles, avocats, médecins, artistes, agriculteurs, écrivains, vous, moi, qui donc ne travaille pas pour sa part du salaire social? Faudrait-il assurer à l'avocat des causes, au médecin des malades, à l'artiste des acheteurs, à l'écrivain des lecteurs? Mais régler tous les travaux et tous les salaires de tout ce qui, à un titre ou à un autre, travaille pour un salaire incertain, ce serait régler la société tout entière, depuis le balayeur de

vos rues jusqu'au ministre de vos autels. Ce serait tarifer le monde !

» L'absurdité des conséquences prouve l'absurdité des principes. Il n'y a d'autre organisation du travail que sa liberté ; il n'y a d'autre distribution des salaires que le travail lui-même, se rétribuant par ses œuvres, et se faisant à lui-même une justice que vos systèmes arbitraires ne lui faisaient pas ; le libre arbitre du travail, dans le producteur, dans le consommateur, dans le salaire, dans l'ouvrier, est aussi sacré que le libre arbitre de la conscience dans l'homme. En touchant à l'un, on tue le mouvement; en travaillant à l'autre, on tue la moralité. Les meilleurs Gouvernements sont ceux qui n'y touchent pas. Chaque fois qu'on y a touché, une catastrophe industrielle a frappé à la fois les Gouvernements, les capitalistes et les ouvriers. La loi qui les gouverne est invisible : du moment qu'on l'écrit, elle disparaît sous la main.

» Cessez donc de chercher l'introuvable ; cessons d'agiter ces idées vides devant les yeux et aux oreilles des masses. Ces idées ne sont si sonores que parce qu'il n'y a rien dedans, si ce n'est du vent et des tempêtes ; elles crèveront dans toutes les mains qui voudront les presser. Ne donnez pas aux ouvriers ces espérances d'organisation forcée du travail qui les trompent, et qui leur font trouver plus cruelles les réalités contre lesquelles ils luttent, par le contraste

avec les chimères que vous faites resplendir devant eux. Ne faites pas semblant d'avoir un secret quand vous n'avez qu'un problème; ne donnez pas la soif quand vous n'avez pas l'eau ; ne donnez pas la faim quand vous n'avez pas l'aliment.

» En résumé, nous voulons que la société reconnaisse le droit au travail pour les cas extrêmes et dans les conditions définies. Nous ne lui connaissons d'autre organisation possible du travail, dans un pays libre, que la liberté se distribuant elle-même par la concurrence, par la capacité et par la moralité ! »

L'auteur de ces paroles, c'était M. de Lamartine, et cependant il ne craignit pas de mentir à ses convictions, à sa conscience, en signant le décret qui promettait, au nom de l'Etat, du travail à tous les citoyens. Il signa ensuite, avec le même empressement, le décret qui enrégimentait les ouvriers en Ateliers nationaux, et qui allait faire peser, au moyen de cette armée, une menace de servitude ou de cataclysme sur la société tout entière.

Mais c'est que le Gouvernement provisoire, M. de Lamartine en tête, ne vivait que de dictature, et que toute dictature a besoin d'une armée pour prolonger ses jours. A côté de la garde mobile, ramassis de tout ce que Paris renfermait d'existences équivoques, on créait, au soleil de février, une petite nation de laz-

zation officiels ; on décrétait la grève des travailleurs. Au lieu de secourir la misère honorable, on soldait la fainéantise pour préparer la Terreur. Mais, de plus, on allait créer des places lucratives pour une foule d'intrigants ou de favoris ; et l'on aurait sous la main cent vingt mille électeurs.

Lorsque M. Marie eut proclamé l'ouverture des ateliers nationaux, il ne sut comment s'y prendre pour caporaliser ces légions confuses auxquelles les départements expédièrent aussitôt des bandes auxiliaires. Un M. Wissocq ouvrit boutique d'enrôlement à la Halle aux Veaux ; un M. Higonnet, ami de Ledru-Rollin, trouva la même occasion de se poser en administrateur, rue de Bondy. Ces messieurs perdirent la tête au milieu des rassemblements qui les assiégèrent, et dont l'impatience tournait à l'émeute. C'est alors qu'apparut un astre nouveau, qui s'offrit d'être le général en chef de la chose.

Cet astre, c'était M. Emile Thomas. M. Emile Thomas ne savait que faire, mais puisque Lagrange avait été général de l'Hôtel de Ville, lui Thomas pouvait bien aspirer aux grandeurs provisoires. *Audaces fortuna juvat* ; ce qui veut dire qu'en République, il n'y a qu'à se baisser, pour ramasser un pouvoir. Cela s'appelle servir sa patrie.

M. Thomas, voisin du recruteur Higonnet, et témoin de ses angoisses, alla compter l'histoire à M. Cauchois-

Lemaire, gardien des archives de l'ex-royaume. Comme il n'y avait plus de royaume, M. Cauchois-Lemaire se disait qu'il était éminemment propre à garder toute sorte d'autres archives, voire même celle des ateliers nationaux. Sinécure pour sinécure, qu'importe? La question se résume en émargeant les appointements. Pendant que M. Thomas expliquait à M. Cauchois-Lemaire ses plans d'organisation militaire des lazzaroni, survint une dame qui lui offrit auprès du ministre des travaux publics la recommandation de son gendre, M. Armand Coquet, chef du cabinet de Mr Marie.

M. Armand Coquet, sur la présentation de sa belle-mère, fit à M. Emile Thomas une de ces réceptions congratulantes que ne manquent pas de s'offrir mutuellement les parvenus et les parvenants. M. Thomas avait des idées napoléoniennes. C'était un garçon à ménager d'abord, et à utiliser ensuite. D'ailleurs, M. Coquet pouvait se féliciter d'avoir découvert M. Emile Thomas auprès de l'habile ministre, qui avait lui-même découvert M. Coquet. La découverte si vantée de l'Amérique, comparée à ces grands événements, n'était que du vin à un sou le pot.

M. Thomas, saluant son étoile, courut au ministère. L'avocat monumental goûta l'idée, et en attendant la visite de Garnier-Pagès, pria M. Thomas de jeter son plan sur le papier.

Introduit de nouveau en présence des deux Provisoires, M. Thomas développa sa stratégie. Garnier-Pagès, émerveillé, proposa d'assigner pour quartier général aux élucubrations du jeune savant l'Ecole-militaire et le Champ-de-Mars. Malheureusement, le ministre de la guerre n'était pas d'humeur à céder à une armée *civile* un casernement de cette importance. On chercha donc ailleurs.

Cependant M. Higonnet était venu, de son côté, faire ses doléances. Les mairies se trouvaient, disait-il, en véritable état de siége. L'argent manquait aux heures nécessaires; il n'y en avait pas pour tout le monde; les ouvriers criaient qu'on voulait les duper, et leurs réclamations tumultueuses s'élevaieut au diapason de la menace.

M. Boulage, secrétaire général des travaux publics, parce qu'il était beau-frère du ministre (il faut bien caser les siens), M. Boulage voyait d'un œil louche les agitations de M. Higonnet. C'est un homme dangereux, disait-il confidemment; il nous est imposé par Ledru-Rollin qui l'avait nommé inspecteur général des chemins de fer. Pour faire pièce à Ledru, nous avons supprimé la place. Mais ce diable d'Higonnet tutoie aussi Garnier-Pagès, et Garnier-Pagès nous l'a rejeté sur les bras. Si nous le mettons à la porte, et ce n'est pas l'envie qui nous manque, il nous reviendra, dit-il, à la tête des faubourgs.

M. Emile Thomas rassura le beau-frère du ministre, promit de surveiller les menées d'Higonnet, et, fort des promesses toutes gracieuse qu'on lui faisait, se mit en quête d'un local. Le pavillon et le parc de Monceaux lui parurent un petit Eden où il pourrait faire son nid provisoirement.

La création de l'armée des ouvriers fut aussitôt mise en œuvre. Son corps d'officiers devait être composé des élèves de l'école centrale des Arts et Manufactures. M. Higonnet, l'effroi du ministère des travaux publics, avait été observé de près; on avait reconnu que sa prétendue influence sur les ouvriers n'était qu'un don-quichottisme peu inquiétant, dont on se déferait ainsi que de sa personne, sans coup férir. Les plans d'organisation proposés par M. Emile Thomas furent ratifiés à l'Hôtel de Ville par une commission composée du maire de Paris; de Buchez, son adjoint; de Flottard, secrétaire général; de M. Barbier, chef du personnel de la Ville; de M. Trémisot, chef du service des eaux et du pavé, et des maires des douze arrondissements. Le ministre des travaux publics y avait joint une collection d'ingénieurs.

MM. Higonnet et Wissocq, entendus par cet aréopage imposant, avaient été évincés. M. Emile Thomas monta sur le pavois, et Garnier Pagès s'écria : « Voilà un homme d'Etat qui se révèle ! »

Et cependant voyez où l'ingratitude va se nicher !

M. Emile Thomas, qui avait dégusté l'ambroisie des prédictions de Garnier-Pagès, s'exprime bien aigrement sur le compte de cet ex-Provisoire.

«Garnier-Pagès est grand, dit-il, voilà pour la taille ; ses long cheveux gris flottent derrière sa tête. Il a le front découvert, plutôt que haut ; ses yeux ont quelque chose d'*égaré*, et sa physionomie respire l'exaltation. Son visage et ses habitudes de corps indiquent *la plus grande satisfaction de lui-même*, *la plus grande confiance en son infaillibilité*. J'éprouvai à son égard cette espèce de répugnance instinctive que m'avait déjà inspirée M. Boulage, ce personnage grand, voûté, grisonnant, à la physionomie bénigne et paterne, au regard atone. M. Garnier-Pagès ne discutait pas, il tranchait et posait ses avis d'une voix stridente, en les entremêlant de sa locution adverbiale favorite : *Purement et simplement*. J'avais toujours cru, comme l'indiquait la clameur publique, que des deux Garnier, Garnier-Pagès seul (le *véritable* Garnier-Pagès) était un homme d'un mérite immense et d'un talent incontestable, et que l'autre, celui-ci, n'était sorti de la médiocrité qu'après la mort à jamais regrettable de son frère, et seulement à cause du nom qu'il portait et qu'il avait complété. Mais il paraît que je m'étais trompé, et que celui-là était un aussi grand homme, car M. Marie l'écoutait avec une profonde déférence. Cela tient au caractère indécis propre à M. Marie ; malheureux ca-

ractère, qui rend parfois coupables des âmes généreuses, des cœurs intègres, des hommes de bien! Hélas! M. Garnier-Pagès, Dieu veuille que votre prédiction sur moi s'accomplisse, s'il voulait en même temps que cet *homme d'état* pût réparer promptement tout le mal que vous avez fait au pays! »

Pauvre Garnier-Pagès, n'avez-vous tant vécu que pour être ainsi habillé par un homme d'état de votre fabrique!

Le maréchal général de l'armée ouvrière procéda sans désemparer à l'embrigadement de ses légions. Voici comment furent organisés les cadres par ce jeune héritier du génie du grand Frédéric.

Onze hommes, appartenant à un même arrondissement, formaient une *escouade*.

L'*escouadier* était élu par les hommes de l'escouade.

Cinq escouades composaient une *brigade*, non compris le *brigadier*, qui était aussi nommé par le suffrage direct des hommes de sa brigade. Total : Cinquante-six hommes par brigade.

Quatre brigades formaient une *lieutenance*, et étaient placées sous les ordres d'un *lieutenant*. Total : Deux cent vingt-cinq hommes par lieutenance.

Quatre lieutenances composaient une *compagnie*, qui, avec le *chef de compagnie*, comprenait neuf cent un hommes.

Un *chef de service* avait trois chefs de compagnie

sous ses ordres, et commandait ainsi à deux mille sept cent trois hommes.

Enfin un *chef d'arrondissement* avait sous ses ordres un nombre de chefs de service, proportionné à l'importance de l'arrondissement.

Les communes de la banlieue formaient les treizième et quatorzième arrondissements.

Le général en chef Emile Thomas prit le titre de *directeur*, avec la flatteuse annexe de *commissaire de la République*.

Le pavillon de Monceaux, bâti par Cambacérès, fut meublé par le directeur du Garde-Meuble, M. Germain Delavigne, et assigné pour résidence au grand État-major.

Les grades de toute espèce devinrent immédiatement, pour le Gouvernement provisoire, un arsenal de favoritisme. Solliciteurs, coureurs de places, protégés des protégés, courtisans de toute sorte affluaient de toutes parts. David (d'Angers) demanda, lui seul, plus de sept cents places. Tous les membres du Provisoire, et surtout MM. Louis Blanc, Flocon, Albert, le général Courtais, Caussidière, Sobrier, et autres, ne tarissaient point en épîtres, pour recommander leurs amis.

L'administration supérieure, établie à Monceaux sous les ordres de M. Emile Thomas, se composait de quatre sous-directeurs, dont l'un, M. Jaime, ancien

vaudevilliste, se chargea de la police. Les autres étaient MM. Delisse, Edouard Gonssolin, et Pierre Thomas, frère du directeur. Huit commissaires spéciaux, ou *policemen*, vaquaient au maintien de l'ordre; quarante-huit agents de recensement révisaient les listes; douze inspecteurs sous un inspecteur général, M. Peaucelier, se promenaient d'un arrondissement à l'autre.

Lorsque les républicains de la veille eurent envahi tous les grades, cinq à six cents personnes, artistes dramatiques, peintres, sculpteurs, dessinateurs, ex-employés de maisons de banque ou de commerce, allèrent trouver M. Marie et lui dirent : La République a garanti le travail à tous les citoyens : nous en sommes privés. Nous n'en demandons pas, comme on nous l'avait promis, chacun dans notre profession. Cela serait impossible, nous le savons. Mais, au moins, faites que nous puissions gagner honorablement le pain dont nous manquons; nous sommes à bout de ressources, et les mairies refusent de nous délivrer des bulletins d'admission aux ateliers nationaux, parce que nous avons des habits, et qu'il répugne à nos habitudes de mettre des blouses. Nous sommes pourtant, comme les ouvriers, dignes de quelque commisération.

On créa pour ces citoyens nécessiteux des places nouvelles. Ils furent répartis, comme agents de paye,

pour assister, moyennant quatre francs par jour, à la solde des brigades.

Les anciens gardes municipaux, bien qu'ils n'eussent point cessé de toucher une solde, furent admis dans les ateliers nationaux. M. Emile Thomas voulait en former une garde particulière du domaine de Monceaux ; mais ce projet ayant transpiré, les ouvriers témoignèrent leur mécontentement, et pour prévenir des scènes fâcheuses, les ex-municipaux furent envoyés à Beaumont-sur-Oise, par un convoi spécial du chemin de fer du Nord. On en forma quatre compagnies de deux cent vingt-cinq hommes, sous le commandement de leurs officiers et sous-officiers. Leur nombre s'accrut bientôt jusqu'à plus de mille hommes. Ils furent nourris à la brochette jusqu'aux événements de juin. Le général Cavaignac, ministre de la guerre, les tira de ce tiroir, où ils attendaient impatiemment qu'on les *utilisât*. Le frère de M. Emile Thomas fut chargé d'aller leur donner le signal. Ils revinrent à Paris, où on leur distribua des armes pour garder le Palais-Bourbon. Huit jours après, ils furent expédiés à Versailles, pour y être organisés en corps de gendarmerie mobile.

Les chefs supérieurs de l'administration de Monceaux n'ont jamais fait connaître les appointements dont ils s'étaient dotés. Le directeur avait carte blanche à cet égard. Il tenait table ouverte en vertu d'une autorisation ministérielle qui en ordonnançait les dé-

penses. Il entretenait, par économie, trente-huit chevaux et quatorze carrosses. Son père (c'est M. Emile qui veut bien nous l'apprendre) avait doté la ville de Paris de *plus de deux cent mille francs de rente.* La ville de Paris reconnaissante ne pouvait refuser quelques joujoux au fils d'un homme qui s'était dépouillé pour l'enrichir.

On a beaucoup parlé du luxe asiatique, des orgies romaines dont la hauteur des murs du parc de Monceaux aurait protégé le scandale, pendant tout le temps que M. Marie a été ministre des travaux publics.

Qu'y a-t-il de vrai, qu'y a-t-il de faux, qu'y a-t-il d'exagéré dans ces bruits de débauche que le *Moniteur* officiel a lui-même accrédités? Jusqu'à exhibition de preuves, nous tenons ces bruits pour des calomnies. Suétone accusait les Césars, et les Césars ne répondaient point; mais M. Emile Thomas a protesté contre les insinuations de ses ennemis. Il l'a fait noblement, hautement, et les échos du parc de Monceaux ne l'ont pas démenti.

CHAPITRE XIII.

Le ministère de l'intérieur. — Entourage de Ledru-Rollin. — Les bureaucrates et les intrus. — Comment on se délivre des chapeaux pointus. — Fredaines des Commissaires. — Le club des femmes dans les salons du ministère. — Le bonnet rouge de Mme Niboyet. — Les aides de camp de Ledru-Rollin — Les secrétaires. — Une vengeance. — Les gaillardises de Georges Sand, secrétaire intime du ministère.

Pendant que ces choses se passaient, le ministère de l'intérieur, échu à Ledru-Rollin, soit par convention amiable, soit par le sort, soit par acte de haut vouloir, s'entourait d'une omnipotence plus apparente que réelle. La vieille routine des services administratifs, qu'on ne pouvait pas, d'ailleurs, simplifier en un jour, tendait d'une part à défendre son terrain, tandis que, de l'autre, toutes les caricatures de la citoyennerie du moment s'efforçaient de faire brèche à l'édifice lézardé du haut duquel M. Duchâtel s'était précipité dans la fuite.

Ledru-Rollin n'avait que les qualités du tribun, et

son caractère manquait totalement de cette portée politique qui mesure les temps et sonde les abîmes. Il voulait tout à la fois faire du bien et se maintenir au pinacle; mais pour faire du bien, il fallait de profondes études, il fallait avoir apporté au pouvoir des plans féconds, posséder un esprit ferme et en même temps conciliateur. Pour garder le pouvoir, il fallait savoir l'entourer de prestige, de confiance et de respect. Tout cela lui fit défaut. Il s'aperçut trop tard qu'il n'avait que les ailes d'Icare, et se noya dans les bas-fonds d'une révolution dont la surface était chargée de boue.

Depuis son avénement, Ledru-Rollin, plus viveur qu'homme d'état, s'était pourtant voué beaucoup plus ardemment aux soins de son ministère qu'à ceux de membre du Provisoire; comprenant de quelle nécessité était sa présence au milieu d'une administration qui enveloppait la France tout entière, il ne faisait à l'Hôtel de Ville que de rares apparitions, marquées en général par des discussions violentes avec ses collègues, sur la manière dont il s'acquittait des fonctions de gouverneur du pays.

Dans les occasions ordinaires qui n'exigeaient pas son déplacement, les procès-verbaux et les ordres du Gouvernement lui étaient expédiés au ministère, et la plupart du temps par l'intermédiaire des Délégués du Peuple.

J'eus moi-même occasion de me rendre plusieurs

fois à l'hôtel de la rue de Grenelle, et j'en sortis toujours ébouriffé du spectacle que j'avais aperçu.

Les idées de Ledru-Rollin ne manquaient pas de patriotisme; ses intentions furent souvent et presque toujours meilleures que ses actes; malheureusement, son entourage démocratique les fit constamment avorter; on couvrit de ridicule tout ce qu'il put tenter ou désirer pour améliorer progressivement, et sans secousses, le sort des classes populaires.

Les gens qui s'étaient emparés de l'esprit du nouveau ministre, étaient de deux sortes.

Les premiers étaient des employés de profession, cloués depuis nombre d'années aux pupitres des bureaux, et accoutumés, par métier autant que par intérêt, à courber l'échine devant les puissants du jour, quels qu'ils fussent. Ces gens-là faisaient partie intégrante du mobilier ministériel. On pouvait compter sur eux comme sur des machines à toutes mains; ils ne craignaient des révolutions que les coups de balai qui les suivent, et ils eussent servi le diable en personne, plutôt que de quitter la place. Au résumé, comme ils étaient au fait du mécanisme gouvernemental, et qu'on se fût trouvé fort embarrassé de leur retraite, ils avaient été épargnés, et quelques-uns d'entre eux avaient eu l'adresse de se faire juger indispensables et inamovibles, au grand mécontentement des écumeurs de position, dont le républica-

nisme *de la veille* s'arrêtait forcément devant la nécessité.

Ces écumeurs, ne se tenant pas pour battus, et gens pour qui la fin justifie tous les moyens, trouvèrent bientôt celui de se caser dans des places ridiculement inventées, et s'attribuèrent des *commissions* barbouillées d'un vernis révolutionnaire qu'ils déclaraient très-*chicard*.

Les vieux employés du logis visaient donc à un *statu quo* éternel, et se retranchaient dans le fort inexpugnable des paperasses. C'était la personnification de la forme : polis en dessus, vides au dedans.

Les nouveaux venus, singeant avec une morgue comique ce qu'ils appelaient les grandes traditions républicaines, n'admettaient pas que l'on pût se dire, comme ci-devant, *vous* et *monsieur*, et que l'on conservât le ton des gens bien élevés. Ces messieurs, ex-conspirateurs ou journalistes affamés et criards, se faisaient un devoir de tutoyer tout le monde, au nom de l'*égalité*. Ils portaient des habits sales, de grosses bottes éculées, et puaient le tabac ou l'eau-de-vie; mais ils avaient, en revanche, les poches pleines d'utiles projets de rénovation sociale, qui croulèrent heureusement sous les moqueries que leur aspect souleva. Avec le mot d'*aristo*, lancé à tort et à travers, ces parodistes ont désaffectionné de la République les deux tiers de la bourgeoisie.

Ces deux classes d'hommes, ennemis naturels les uns des autres, avaient pris pour champ clos le ministère de l'intérieur et se disputaient, à qui mieux mieux, l'esprit de Ledru-Rollin. On peut reconnaître, aux mesures prises par celui-ci, les différents jours où les radicaux triomphants lui dictaient leurs élucubrations, en style à tout casser, et les jours où, pendant le repos de ces estafiers, le pauvre ministre parvenait à ressaisir le gouvernail.

L'intérieur du ministère répondait aux variations de la pensée du maître : aujourd'hui, de hauts employés, en tenue irréprochable, vous recevaient avec un sérieux glacial, calculant à votre mise le degré du salut qu'ils pouvaient vous accorder; le lendemain, on était accueilli par des *citoyens* qui fraternisaient avec leurs *frères*, et bousculaient les huissiers formalistes.

Rien ne m'a semblé plus curieux que l'aspect des salons du rez-de-chaussée, où attendaient les solliciteurs. Pendant les jours où la démocratie avait le dessus, on voyait, couchés sur les divans de soie, étalés sur des causeuses en velours, tout ce que Paris possédait alors de chapeaux pointus, de barbes longues et de souliers boueux. Tout cela portait dans sa tête l'avenir de la France, et venait livrer, au plus juste prix, un modèle de Constitution qui, seule, assouvirait les besoins du Peuple. Un grand nombre de

ces messieurs partaient commissaires pour la province, avec la mission de développer leurs plans sur une plus courte échelle, en attendant mieux.

Le Gouvernement provisoire avait si peu de confiance dans l'avenir de ses actes, que Ledru-Rollin, pour son compte, avait imaginé la fantasmagorie des *Commissariats*, persuadé qu'avec des bottes à revers, un pantalon collant, un gilet à la Robespierre, une écharpe monstre, un panache et un grand sabre traînant, ses apôtres marcheraient à pas de géant à la conquête des départements. Mais la plupart de ces grands hommes ne réussirent qu'à manger quarante francs par jour dans leurs promenades carnavalesques, dont les gens sensés se moquèrent. Ils passaient les troupes en revue, requéraient des escortes d'honneur, paradaient sur la borne, et fricotaient le reste du temps. On les avait choisis au hasard, avec si peu de soin, que des hommes perdus de dettes eurent l'audace d'aller affronter leurs créanciers sur le théâtre même de leurs anciennes fredaines; plusieurs poussèrent le cynisme révolutionnaire jusqu'à solliciter, pour leurs parades, des départements dans lesquels ils avaient perdu jusqu'aux moindres apparences de la considération; il y en eut même, c'est affreux à dire, que la justice avait tachés d'infamie, et qui n'eurent pas la pudeur d'épargner au pays le scandale d'une telle révélation.

Quand les commissaires furent en route, quelques beaux esprits sans emplois ouvrirent, dans les salons du ministère, des cours de propagande politique, qui se changèrent plus d'une fois en mêlées furibondes. Les femmes fortes, de l'école de Georges Sand, venaient y faire leur partie, et j'ai entendu maintes fois ces anges femelles du socialisme développer des théories qu'elles portèrent plus tard dans les banquets au rabais. Une certaine madame Niboyet était la plus enragée clubiste de ces réunions ministérielles. Cette Jeanne d'Arc aux bas bleus, qui a depuis longtemps renversé sa marmite, poursuivait dans tous les coins l'infortuné Ledru-Rollin, pour lui prêcher l'éducation démocratique et sociale du beau sexe. Elle voulait que le ministre fît les frais d'un journal intitulé : *le Bonnet rouge*, dont elle attendait un immense succès, attendu qu'elle y mêlerait l'agréable à l'utile, l'art de faire des cornichons à celui d'élever les enfants, suivi d'un nouveau moyen de regarder les feuilles à l'envers, que Ledru-Rollin ne voulut pas vérifier.

Cette excellente madame Niboyet datait de fort loin sa première apparition dans la république des femmes libres. Il y avait un temps infini qu'elle s'était écriée que le moule du vieux monde était brisé, et qu'elle s'efforçait inutilement de faire accepter le sien. On cite, parmi ses œuvres incomprises, une comédie de ménage intitulée *le Protecteur*, et qu'elle mit jadis au

jour avec la collaboration d'un certain M. Lurine, auteur d'une *Histoire secrète de la Police, des Prisons et des Bagnes*, et autres livres moraux, à l'occasion desquels il fut crucifié. La pièce tomba sous les sifflets. A ce propos, un homme d'esprit, qui n'a pourtant pas inventé la pâte Regnault, rejetant, par galanterie, sur le collaborateur la chute de la chose, disait tout bas, dans les coulisses, au bas-bleu inconsolable :

— Pourquoi diable aussi arrivez-vous au théâtre par le canal de Lurine?...

Je vis plusieurs fois cette grande émancipatrice, prêchant à son auditoire pâmé, la résurrection des grâces primitives et la superfluité des feuilles de vignes. Elle ne parvint pas à séduire même un garçon de bureau.

A côté de ces figures grotesques, il ne faut pas oublier les aides de camp du ministre. Jamais, que je sache, sous la monarchie constitutionnelle, un avocat, ministre de l'intérieur, ne s'était passé ce luxe belliqueux ; mais en révolution, quand on est en train d'innover, un peu plus un peu moins ne tire pas à conséquence. D'ailleurs, comme je l'ai dit, Ledru-Rollin se trouvait assiégé par une meute famélique dont il n'eut point le courage de se défaire. Ceux qui se disaient *ses amis, ses admirateurs*, n'étaient pas gens à se contenter de petites bouchées. En attendant les fonctions publiques dues à leur mérite, ils se par-

quaient autour de la cuisine; les moins flâneurs trouvèrent charmant de faire les honneurs de la pièce d'attente qui précédait les appartements de réception. Ces hommes, en très-grand nombre, étaient là, comme à l'Hôtel de Ville, des démocrates de la veille, hommes de lettres ou ex-employés, couchant en joue une position et ne quittant pas le maître jusque-là. Rien n'était plus drôlatique que leur air et leur tournure, sous un costume militaire qu'ils avaient inventé et qu'ils ne quittaient jamais, non plus que ses accessoires obligés, un sabre immense dont le fourreau battait à grand bruit dans tous les coins de l'hôtel, et un brassard tricolore à nœuds ébouriffants, avec des franges d'argent ou d'or.

On leur servait, à ces aventuriers, une table particulière, sous un prétexte de permanence, qui ne les empêchait nullement, après ces curées ministérielles, de s'aller promener à cheval, avec leurs rapières, l'un traînant l'autre; et après une nuit passée à veiller à ce qu'ils appelaient la sûreté de la capitale, ils revenaient boire le vin blanc et s'empiffrer de nouveau, au compte de la nation, chez leur ami Ledru.

Comment croire au dévouement, au patriotisme, à des convictions politiques quelconques, chez des individus qui choisissent des circonstances semblables pour faire ripaille? Ledru-Rollin lui-même n'aurait pu, telle était leur tenacité, se débarrasser d'eux qu'à

l'aide de la force. Mais il craignait de perdre sa popularité en balayant les écuries d'Augias.

Après les aides de camp, venaient les secrétaires de Ledru-Rollin, en moins grand nombre, mais beaucoup plus impertinents que ses porte-brettes. Ils n'ont pas peu contribué à dépopulariser leur patron dans l'esprit de ceux qui cherchaient à l'aborder. A moins qu'on ne fût armé d'une protection spéciale, ou connu et bien vu de ces messieurs, leur ministre restait toujours invisible. Je fus obligé, à plusieurs reprises, de me colleter avec ces tyrans d'antichambre pour parvenir auprès du membre du Gouvernement, auquel j'avais des ordres à remettre en mains propres.

Dans le courant du mois de mars, le président d'un club, dont le grand nom historique fut longtemps un épouvantail pour la masse des badauds, alors que l'on y professait les principes les plus opposés à toutes violences et à toutes les exagérations du jour, se trouvant pourvu d'un local trop étroit, était venu s'adresser à Ledru-Rollin, qui, en sa qualité de ministre de l'intérieur, avait sous ses ordres la direction des beaux-arts, et la disposition des monuments publics.

Pendant trois jours, ce citoyen eut le loisir de philosopher tout à son aise sur le despotisme ministériel, à la porte du cabinet de Ledru-Rollin, où messieurs les secrétaires le tenaient en arrêt.

Le quatrième jour, il revint, décidé à ne plus faire

queue. On avait été peu poli à son égard, si peu que, contre ses habitudes d'homme de bonne compagnie, il se présenta aux cerbères hargneux, le chapeau sur la tête, les mains dans ses poches, le verbe haut et sec. Il voulait essayer si cette manière d'agir n'opérerait pas plus efficacement que les salutations des jours précédents.

— Veuillez, dit-il, informer le citoyen ministre que je désirerais l'entretenir.

À cet aspect, soutenu d'un regard fixe, les figures avaient pris une expression d'étonnement difficile à rendre. Entretenir le citoyen ministre, comme s'il ne fallait que se montrer sous le niveau républicain pour être admis à frapper de son front les tapis du Pouvoir, — quelle outrecuidance!

— Dépêchons, s'il vous plaît, continua le président, je n'ai pas de temps à perdre.

Oh! alors, on parla tout bas de faire monter des huissiers, de le jeter par la fenêtre...

— Monsieur le ministre ne reçoit pas aujourd'hui, dit avec emphase un des gros bonnets.

— Il me recevra, j'ose l'espérer... Annoncez le président du club.......

Devant ce mot magique, toutes les physionomies se renversèrent.

— Comment donc, monsieur, c'est-à-dire citoyen! s'écrièrent en chœur les gratte-brouillons du cabinet,

le ministre se ferait un véritable plaisir de vous voir ; mais nous le croyons absent ; on va s'en assurer. Le citoyen veut-il bien s'asseoir ?... Monsieur a-t-il lu *la Commune de Paris* ?... Si le citoyen rallumait son cigare.... nous ne craignons pas le tabac.... nous sommes *démoc* pur sang !...

— Allons donc, leur dit alors avec impatience le très-pacifique héros de cette anecdote, vous n'êtes que des *républiquets.*

Après quelques minutes de réflexions silencieuses, le président du club..... fut introduit, et l'objet de sa demande fut accordé sur l'heure. A sa sortie, les *républiquets* d'antichambre l'accompagnèrent de salutations qui puaient le courtisan ; mais, venimeux comme tout ce qui rampe, ils se vengèrent.

Trois mois plus tard, cédant sans doute aux lâches calomnies de l'un de ses chambellans, Ledru-Rollin signait l'ordre d'arrêter le président du club..... à propos des événements de mai, auxquels il était de notoriété publique que ce citoyen n'avait en rien participé. Dans la confusion qui suivit les affreuses journées de juin, le citoyen ***, qui se trouvait en prison, fut, à simple titre de président de club, déporté sans jugement.

Quand on a esquissé la physionomie du piètre entourage qui bloquait Ledru-Rollin, l'histoire de ses malheureuses circulaires n'est plus à faire. Si, d'un

côté, le talent de Jules Favre ne lui fut pas inutile, de l'autre, il subit pour sa perte les assiduités de Georges Sand. Cette vieille Égérie socialiste, qui, pour me servir de l'énergique expression du général Dubourg, ne connaissait du genre humain que la culotte, voulait faire de Ledru un nouveau Numa Pompilius. Elle usurpa les fonctions de secrétaire particulier, et pataugea dans les circulaires comme un chien qui se noie. Elle prenait des bains d'encre, et griffonnait à outrance les pages de la plus désopilante gaillardise révolutionnaire. Les héros de cette époque en raffolaient, et plus d'un club discuta gravement sa candidature à l'Assemblée constituante. En voyant de pareilles choses, on se demande en quel siècle nous sommes? Pauline Roland avait été l'Armide des Gironains; madame Sand aspirait-elle à devenir l'Aspasie des nouveaux Montagnards? Hélas! autres temps, autres mœurs! Il n'y a plus ni Girondins ni Montagnards; il n'y a plus que des caricatures passées de mode, et que la France de 1848 aurait grand tort de prendre au sérieux. On ne refait pas du neuf avec du vieux; et les deux ans que nous venons de traverser offrent une leçon dont les radicaux mâles et femelles devraient bien profiter. Si jamais un parti, sous quelque drapeau qu'il marchât, osait affubler la France des sanglants haillons de la Terreur, cette noble terre s'ouvrirait pour l'engloutir. L'opinion pu-

blique a montré sa force en laissant tomber dans le mépris les gâcheurs de l'ancienne révolution; ils ont eux-mêmes reculé devant le chaos dont ils nous menaçaient, et la Liberté, fille des nobles luttes de la pensée et mère des progrès pacifiques, ne veut plus pour autel, parmi nous, le sanglant marchepied des comités de salut public.

La circulaire du 8 mars avait armé les commissaires du droit de faucher à coups de plume tous les fonctionnaires de l'État, pour les remplacer par des *hommes de la veille*, avec défense d'accueillir les *hommes du lendemain*. Ce chef-d'œuvre d'épuration mettait tout bonnement à l'*index* les quatre cinquièmes de la nation. Il n'y avait qu'un pas de là à la loi des suspects. C'était ouvrir l'ère des proscriptions et des vengeances personnelles, au nom du *salut public*, ce grand mot dont se servent les despotes de tous les partis, pour colorer leurs exécutions.

Les commissaires n'osèrent pas aborder cette tâche. L'esprit national n'avait point abdiqué son indépendance, et quand, plus tard, apparut la proclamation des pouvoirs *illimités* confiés à des hommes dont les uns n'étaient point connus, tandis que les autres le devenaient chaque jour beaucoup trop, le Gouvernement provisoire put reconnaître, à des signes non équivoques, que sa dictature d'emprunt reposait sur le sable, et qu'un souffle pouvait l'effacer.

CHAPITRE XIV.

Louis Blanc veut faire massacrer le Gouvernement provisoire et confisquer la dictature. — Entrevue secrète d'Émile Thomas et du ministre Marie. — Des fonds secrets et des fusils. — M. Marie et Armand Marrast au pavillon de Monceaux. — Ledru-Rollin, Flocon et Sobrier révèlent à M. de Lamartine le complot de Louis Blanc. — Conférences nocturnes du Luxembourg. — Un mot de M. Arago. — Tripotages électoraux des citoyens Marrast, Buchez et Marie. — Fureur du Luxembourg. — La conduite de Grenoble. — L'armée des buttes Saint-Chaumont. — Pourquoi les ateliers nationaux étaient soldés pour ne point travailler.

Après la révolution de 1830, le nouveau règne avait réparti trente millions entre les manufacturiers et les commerçants, dont l'industrie s'était le plus ressentie des conséquences de cette crise. C'était un exemple à suivre en 1848. Le Gouvernement provisoire n'y songea qu'après avoir organisé le gaspillage des prétendus ateliers nationaux. M. Marie demanda à M. Emile Thomas un rapport sur cette question. Il résultait des documents, recueillis par ce dernier, que le travail des ateliers privés était mort par suite des fausses mesures du Pouvoir; que les ouvriers, accoutumés à la

fainéantise par un honteux subside, ne voyaient plus d'autre avenir pour eux que l'agitation ; que les sommes jetées dans ce gouffre, ouvert à la paresse et aux mauvaises passions, eussent sauvé le pays des périls de l'anarchie, en passant entre les mains des entrepreneurs de travaux réels, pour redescendre, à titre de salaire, aux mains des travailleurs. Vingt millions, après février, pouvaient revivifier l'industrie ; il en faudrait maintenant plus du double, et plus on reculerait devant la nécessité d'un tel sacrifice, plus profond se creuserait l'abîme.

M. Marie ne pouvait nier cet état de choses. — Mais, disait-il, que puis-je faire? mes collègues Louis Blanc et Albert prêchent, au Luxembourg, la haine des patrons, et désorganisent la cervelle des ouvriers. Si le Gouvernement provisoire accordait le moindre secours aux fabricants, Louis Blanc nous accuserait d'être les soutiens de ce qu'ils appellent *l'exploitation de l'homme par l'homme*; ses ouvriers viendraient en masse, et nous serions massacrés. Nous ne pouvons donc nous sacrifier pour les braves industriels dont je déplore la situation. C'est bien assez de tenir tête à Louis Blanc, en lui refusant le ministère du travail, sous lequel il nous écraserait. Ce petit homme veut être dictateur à lui tout seul ; le bouleversement du monde ne lui coûterait rien pour arriver à son but ; des rapports de haute police sur la manifestation du

17 avril nous ont ouvert les yeux sur ses secrets desseins; et cependant nous ne pouvons l'empêcher maintenant de continuer sa propagande au Luxembourg, sans risquer de faire éclater l'orage dont il nous menace. Au plus, le Gouvernement a pris la résolution de laisser faire. Lorsque les ouvriers auront reconnu l'impuissance de leur idole, ils sauront la briser eux-mêmes. Cette expérience coûtera quelques millions; mais quelques millions ne sont rien au prix de notre sûreté.

Néanmoins, malgré cette résolution, le ministre lâcha une circulaire qui invitait les *braves travailleurs* des ateliers nationaux à reporter leurs bras à l'industrie défaillante. Il en fut pour ses frais de rhétorique, et il fallut ouvrir, le 21 mars, un nouveau crédit de cinq millions.

M. Marie fit alors appeler Emile Thomas à l'Hôtel de Ville.

— Monsieur, lui dit-il, pouvez-vous compter sur les ouvriers?

— Citoyen ministre, reprit le général des légions fainéantes, j'ai déjà appelé votre attention sur cette question. Le moral des ateliers nationaux s'altère. Je possède sur un bon nombre un ascendant réel; mais les cadres se grossissent sans cesse de nouvelles recrues, difficiles à manier.

— Le nombre, répliqua M. Marie, ne fait rien à

l'affaire. Si vous pouvez les tenir, les magnétiser en quelque sorte, plus ils seront, mieux cela vaudra pour les vues du Gouvernement. Ne négligez rien pour vous attirer leur confiance. Ne ménagez point l'argent; s'il faut vous accorder des fonds secrets, vous n'avez qu'à parler.

M. Thomas fut ébahi de cette ouverture à brûle pourpoint. Quel intérêt politique, autre que celui de la sécurité générale, pouvait donc avoir si subitement modifié, du jour au lendemain, la manière de voir du ministre des travaux publics?

Me Marie devina la pensée de son interlocuteur.

— Monsieur, poursuivit-il sans attendre la question prévue, je viens de vous parler dans le but du *salut public*. Le jour n'est pas loin, peut-être, OU IL FAUDRA *faire descendre les ateliers nationaux dans la rue*. Vous en êtes le chef; le Gouvernement doit s'appuyer sur vous.

— En ce cas, dit Emile Thomas, il serait bon, pour les tâter, de les passer en revue.

— C'est une bonne idée. J'en causerai avec Armand Marrast.

La revue eut lieu le 28 mars. M. Marie cajolea les ouvriers nationaux, et leur brisa l'encensoir sur le nez. En quittant Monceaux, il insista de nouveau sur la *nécessité* d'établir un *esprit de corps*, au sein de ces formidables rassemblements. Il prescrivit de complé-

ter avec soin *leur armement*, et de les tenir sur le qui-vive.

Le maire de Paris, Marrast, avait trouvé un prétexte pour ne pas accompagner le ministre. Il visita l'établissement pour son propre compte, avec une attention minutieuse, et caressa la fibre de l'amour-propre chez M. Emile Thomas.

— Monsieur, lui dit-il en se retirant, vous avez bien mérité du Gouvernement provisoire ; soyez sans inquiétude pour votre avenir. Nous vous réservons une position digne de vous, dès que les ateliers nationaux ne nous seront plus nécessaires.

L'armée prétorienne coûtait alors 2,100,000 francs par mois, à raison de 70,000 francs par jour. De plus le citoyen Arago, ministre de la guerre, lui avait accordé la plaine de Saint-Maur, pour y planter des choux. On ne pouvait trop faire pour obliger les gardes du corps du Provisoire.

M. Marie ne dissimulait point à son confident Emile Thomas, ses terreurs et celles de ses collègues, à la pensée des tentations conquérantes de Louis Blanc. Ce jeune tribun, secondé par Albert, Ledru-Rollin, Flocon, Barbès, Raspail et Sobrier, ne se proposait rien de moins, assurait-il, que de jeter par les fenêtres MM. Marrast, Buchez, Recurt et Edmond Adam, et de proclamer un comité de salut public, sous les auspices du drapeau rouge. Heureusement que Ledru-Rollin,

bourrelé de remords au moment d'agir, s'était confessé à M. de Lamartine, déjà prévenu par M. Flocon. Malheureusement, le Gouvernement provisoire n'osait faire arrêter ses collègues conspirateurs, et se contentait de leur faire grise mine. Quant aux autres, on les gardait à vue, sans qu'ils s'en doutassent, à l'exception de Sobrier, qui conspirait, à l'instar de M. de Lamartine, comme le paratonnerre avec la foudre, et vendait tous les plans de ses complices à son honorable ami, le ministre des affaires étrangères. Caussidière était considéré comme le plus redoutable; mais sa police était éventée par une contre-police, qui tenait note de ses plus secrets entretiens. Un délégué du Luxembourg, menuisier en bâtiments, nommé Legros, avait révélé de son côté les conférences nocturnes que présidait Louis Blanc, et signé une déposition où il était dit que le futur proconsul, outré d'avoir *raté* son ministère, était décidé à livrer ses dernières chances d'avenir aux hasards d'une bataille.

Pendant que M. Marie versait ses angoisses dans le sein d'Emile Thomas, le ministre de la guerre, Arago, déguisé en tranche-montage, disait : « Attendons que la troupe soit rentré dans Paris; alors nous ferons tout ce que nous voudrons. »

La discorde et la peur travaillaient, de haut en bas, toute l'échelle des gouvernants provisoires, lorsque arrivèrent les élections. M. Buchez imagina alors une

grande manœuvre jésuitico-électorale, pour contrebalencer la politique de Louis Blanc.

« Les délégués du Luxembourg, dit M. Emile Thomas, en racontant la part qu'il prit à cette campagne de bulletins, avait arrêté qu'une liste électorale, composée et distribuée par eux, serait imprimée à leurs frais (ou plutôt à ceux de l'Etat qui les subventionnait), et contiendrait vingt noms d'ouvriers. Loin de conserver sur cette liste les noms de tous les membres du Gouvernement provisoire, et ceux de Buchez et de Recurt, le Luxembourg avait supprimé Armand Marrast, Marie, Lamartine, Buchez et Recurt, et les avait remplacés par Barbès, Blanqui, Raspail, Proudhon et Kersausie. Les délégués, comptant sur un effectif votant de quatre cent mille ouvriers, se croyaient assurés du succès.

» Mais par les mesures que je pris, non-seulement cette liste ne passa point, mais encore les noms de Louis Blanc, Flocon, Albert et Ledru-Rollin furent repoussés fort loin, dans l'échelle du nombre des votes, au-dessous de tous les autres noms du Gouvernement provisoire, au-dessous même de ceux de la mairie de Paris.

» La mairie de Paris fit imprimer, de son côté, à un million d'exemplaires, sur papier rose, une liste combinée par ses membres, et où les noms de Louis Blanc, Albert, Flocon et Ledru-Rollin n'existaient pas. Cette

liste fut portée, par des hommes sûrs, aux maires des arrondissements sur le dévouement desquels on pouvait compter, et sa distribution fut soignée par M. Barthélemy Saint-Hilaire.

» D'un autre côté, le ministre Marie m'envoya un M. Godard, accompagé d'un M. Mouton, président d'une société propagandiste, intitulé l'*Union des Travailleurs*, et d'un M. Vellu, charpentier, l'un des secrétaires de cette société, dont M. Godard était l'autre. Ces messieurs m'offraient de faire imprimer et distribuer, à leurs frais, une liste composée des noms que je voudrais leur désigner, sous la seule condition que MM. Mouton, Vellu et Sivion, dit *Toulousain*, en feraient partie. Le ministère mettait à leur disposition cinq cents employés des travaux publics, pour le colportage de cette liste à la porte des sections de vote.

» Je m'entendis avec M. Buchez pour combiner cette liste. Elle fut écrite de la main de Buchez, qui n'y plaça ni Louis Blanc, ni Albert, ni Flocon, ni Ledru-Rollin, et fut remise à M. Marie, qui la modifia encore avant de la livrer au sieur Mouton, avec un bataillon de distributeurs officiels. »

Pendant que ces messieurs se disputaient les futurs vingt-cinq francs par jour, qui étaient vraiment un beau denier, les espions du Luxembourg éventèrent le tripotage électoral de leurs adversaires. Il n'y avait pas de quoi se dire *très-flattés*; aussi, le 13 mai, sur le

boulevard extérieur, entre la barrière de la Grande-Villette et celle du Combat, le pauvre Émile Thomas, qui passait en revue sa cinquième légion, se vit tout à coup assaillir par des huées auxquelles se mêlaient les cris de : *Vive Louis Blanc! vive la sociale! à bas Thomas!...*

M. Emile Thomas, au lieu de se laisser *abattre*, grimpa sur un tas de pierres et voulut parlementer; mais l'orage était déchaîné; il fut berné, bousculé et sifflé, et se trouva tout heureux et tout aise de gagner, à l'aide de quelques travailleurs dévoués, un cabriolet dans lequel il s'enfuit, poursuivi par ce qu'on appelle vulgairement une conduite de Grenoble. Il en conclut tout naturellement que MM. Barbès, Blanqui, Raspail, Albert et Louis Blanc, têtes couronnnées d'une hydre monstrueuse, avaient voulu attenter à ses jours, pour dévorer ensuite la République.

En homme courageux et qui veut tenir tête aux événements, il résolut de passer le lendemain, 14, sur les buttes Saint-Chaumont, la revue de sa sixième légion. Il y trouva, dit-il, douze mille hommes prêts à marcher sous ses ordres.

Viennent maintenant les conspirateurs, il y mettra bon ordre. Quelqu'un lui apprend qu'un projet de manifestation doit s'accomplir le lendemain, et que le peuple doit se diriger vers le palais de l'Assemblée nationale.

—Il y a quelque chose dans l'air, se dit M. Thomas; après m'avoir *manqué*, les anarchistes se tournent contre la représentation du pays. Mais j'ai ma sixième légion !

Hélas ! il est triste de voir à quelle piteuse situation se trouvait réduit le jeune directeur des ateliers nationaux. Par quelle impardonnable incurie, ou pour quels coupables desseins le Gouvernement provisoire avait-il favorisé l'agglomération de cent vingt mille hommes, leur armement, leur organisation militaire, sous le prétexte de travaux qui ne furent jamais qu'une fiction? L'intelligence se perd dans ce dédale souterrain de fautes qui touchent de si près à la trahison, et parmi lesquelles on ne saurait assigner la part réelle qu'il faut faire à l'impuissance, au mauvais vouloir ou à des motifs plus détestables.

M. Emile Thomas avait proposé au Gouvernement provisoire, par l'organe de M. Marie, une série de travaux dont l'exécution eût assuré la paix publique, en faisant gagner aux ouvriers un salaire suffisant et honorable, et en procurant à la ville de Paris des améliorations depuis longtemps désirées. Parmi ces travaux, les plus importants étaient :

1° Les terrassements d'un chemin de fer de ceinture, reliant entre eux tous les chemins de fer rayonnant Paris ;

2° Le chemin de fer d'Argenteuil, pour relier le chemin de fer de Rouen à celui du Nord;

3° L'achèvement des chemins de fer de Lyon, de Chartres, de Strasbourg, du Centre et de Bordeaux;

4° Le creusement des canaux de Saint-Maur, de Saint-Denis, avec prolongation à la Basse-Seine et à l'Oise;

5° Le dock sec et à flot d'Ivry;

6° Le prolongement de la rue des Pyramides et de la Bourse jusqu'au boulevard;

7° Le prolongement de la rue de Rivoli;

8° Un pont sur la Seine, en face de la préfecture de police;

9° La construction d'un chemin de halage, de Neuilly au canal Saint-Denis;

10° L'achèvement des travaux de Romainville et de la Villette, pour la suppression de Montfaucon, et l'abaissement des buttes dangereuses;

11° L'exécution d'un boulevard à Montmartre;

12° L'abaissement des buttes Saint-Chaumont, au profit de la commune de Belleville;

16° L'exécution d'un grand nombre de voies de communication dans les communes de Batignolles, Surennes et Noisy-le-Sec;

14° La continuation du Louvre;

15° La construction de l'Opéra aux Champs-Elysées; etc., etc.

M. Thomas se serait trouvé ainsi dans un centre convenable à ses études et à sa capacité, aidée du concours des hommes spéciaux, et le trésor public n'eût pas jeté au vent des millions pour solder la paresse et la guerre civile.

Eh bien, tous ces projets furent enfouis dans les cartons du ministère des travaux publics, et tandis que les ingénieurs ministériels disaient en plein salon : « Nous ne donnerons pas de travaux, les ouvriers sont obligés de mettre les pouces, » Me Marie, qui rêvait quelque chose, annonçait que le jour n'était pas loin, peut-être, où il serait utile de les faire descendre dans la rue. C'est pour cela, sans doute, qu'on soldait leur fainéantise. « O purs et intègres sophistes du *National* et de *la Réforme*, s'écriait naguère Emile Thomas, que sont devenus vos cris contre la *corruption*? Ne nous aviez-vous donné *votre* République que pour exercer la tyrannie à votre profit? Avons-nous fait, en février, la révolution du *mépris*, pour que vous nous réserviez celle du DÉGOUT? A vous, nous devons cette effroyable distinction de peuple et de bourgeois, cent fois plus déplorable encore que celle de nobles et de roturiers. Vous avez dit au peuple : — Le bourgeois s'engraisse de tes sueurs! — Vous avez dit à ceux qui possèdent : — L'ouvrier est un buveur de sang! Et, dans un jour néfaste, vous nous avez armés les uns contre les autres. Nous avons

oublié que nous sommes tous frères, que tous nous avons sucé le lait d'une mère commune ; que las bourgeois d'aujourd'hui étaient les ouvriers d'hier ; que l'ouvrier d'aujourd'hui sera le bourgeois de demain. Vous avez prêché des droits illusoires, une égalité que tout nie. D'une seule nation vous avez fait deux castes ; de deux frères, vous avez fait deux ennemis ; vous avez jeté le père et le fils de chaque côté d'une barricade, et nous nous sommes entr'égorgés ! Gouvernants provisoires, tout, jusqu'au moindre de vos actes, jusqu'aux prévisions lointaines dévoilées dans vos décrets, démontre que vous ne vouliez qu'une chose, une fantôme d'Assemblée nationale pour dissimuler votre DICTATURE. Vous avez tout fait pour que cette assemblée fût forcée par sa propre impuissance de se jeter dans vos bras ! »

Nous verrons bientôt par quel raffinement de machiavélisme, M. Emile Thomas, républicain du *lendemain*, pour avoir voulu, trop tard, s'échapper du guêpier gouvernemental, fut escamoté, comme une simple muscade, et fourré sous les gobelets de la police par un républicain de la *veille*, sorti de la Salpêtrière pour entrer au ministère.

CHAPITRE XV.

Louis Blanc et Albert au Luxembourg. — Le chemin des abîmes. — La cuisine de l'ex-duc Pasquier.—Les côtelettes à la purée d'ananas. — La caisse des récompenses nationales. — Les huissiers de leurs Excellences. — Les mystères d'une porte dérobée. — Un fabricant d'ovations au plus juste prix.—Les bayadères du Petit-Luxembourg, et les vestales du Directoire.

On voulait faire de Louis Blanc une espèce de croquemitaine. Louis Blanc n'était rien moins que terrible. Ce jeune écrivain jouissait d'une renommée populaire due aux hardiesses de sa plume. L'*Histoire de Dix-Ans* lui avait fait un piédestal, et sa brochure sur l'*Organisation du Travail* était l'auréole de son influence démocratique. Il avait des aspirations généreuses, mais peu d'expérience des hommes et des choses. Il prit de bonne foi ses rêves pour la lumière d'en haut, et se trouva fort étonné, en entrant au Gouvernement provisoire, de se sentir réduit à une véritable impuissance. Il s'agitait sous la pression des difficultés, sans pouvoir en saisir le nœud. Il reconnaissait trop tard qu'il ne suffit point d'avoir du dé-

vouement et des velléités organisatrices pour se poser en homme d'État. Les ouvriers qui attendaient de son génie l'improvisation d'un paradis terrestre, lui imposaient la nécessité d'agir pour ne point perdre sa jeune popularité. Il se voyait donc forcé de louvoyer ou de donner sa démission. Mais donner sa démission, c'eût été avouer son ambitieuse erreur; et l'on n'arrive pas à l'apogée d'une révolution pour faire volontairement le saut de Leucade. Louvoyer et gagner du temps fut sa devise. Il espérait que les ouvriers viendraient eux-mêmes lui apporter des plans, lui soumettre leurs vœux, et que sa vive intelligence y puiserait les types de la société nouvelle, dont il resterait le Dieu-Créateur.

En attendant l'immaculée conception de l'avenir, il s'appuyait sur Albert, son collègue, ouvrier philosophe, qui travaillait, comme un autre saint Jean, à l'apocalypse des ateliers *sociaux*, pour remplacer un jour les ateliers *nationaux*.

L'union de ces deux dixièmes de souveraineté fut bientôt l'objet de l'antipathie peu voilée des autres Provisoires. Louis Blanc leur parlait avec une chaleur menaçante, au nom du peuple qu'il fanatisait par de magnifiques illusions. Albert, disciple dévoué, était l'écho de la parole du maître. Tous deux, assurés de l'appui formidable que leur prêtait une portion des masses, tendaient à faire prévaloir dans le cénacle

de l'Hôtel de Ville les principes de ce qu'ils appelaient la future République *sociale*. Leurs collègues ne voyaient dans ces allures ultrà-révolutionnaires que le projet de bouleverser le monde. Ils prétendirent bientôt que la présence de Louis Blanc à l'Hôtel de Ville était une épée de Damoclès, une menace permanente d'incendie. Cette opinion s'appuyait sur les milliers d'ouvriers qui, sous prétexte de vérités fraternelles et de pétitions à apporter, formaient tous les jours une véritable colonne mobile d'allants et de venants, auxquels il suffisait à Louis Blanc de faire un signe pour en faire jaillir une nouvelle révolution.

Le Provisoire, délibérant à huis clos sur ces graves appréhensions, et n'osant rompre en visière avec ce collègue embarrassant, décida qu'en attendant une circonstance favorable pour un petit coup d'État, il fallait user de ruse pour berner l'aspirant au *ministère du travail et du progrès*, et pour museler les délégations populaires qui affluaient à tout moment.

Le palais du Luxembourg fut destiné à loger la *Commission des travailleurs*. Louis et Albert s'y installèrent. Louis Blanc ne dédaigna point l'appartement de l'ancien référendaire Pasquier. Albert se contenta d'une pièce plus modeste.

Alors commença l'ouverture de ces séances qui, pendant leur durée, tinrent en émoi tous les badauds, et qui, en réalité, n'étaient que comiques, à en juger

par leur tenue, et par la seule conviction qui ait survécu à toutes les idées qu'on y agita ; L'impossibilité d'organiser le travail.

Le palais étant tout à la disposition des deux membres du Provisoire, ils l'avaient parcouru, et avaient choisi, pour les assemblées, la chambre de séances des ex-pairs.

Les jours de réunion, cette salle offrait un coup d'œil bizarre. Sur les fauteuils de velours siégeaient les délégués en blouse, avec autant de sang-froid que les anciens possesseurs. Dans les tribunes, quelques spectateurs s'émerveillaient de contempler Louis Blanc, président de ces États généraux. Le jeune tribun, passant tour à tour de l'aride terrain de l'*économie* qu'il ne connaissait guère, aux prosopopées de la Révolution, débitait tour à tour ses élucubrations socialistes à son auditoire enivré; puis, drapant à son point de vue les événements dont chaque jour était gros, se payait en applaudissements à tout rompre, et en protestations de dévouement éternel, les tartines que beurrait, pour toute cette cohue, son intarissable éloquence.

Ses idées pouvaient être toutes d'ordre et de paix, mais l'erreur dans laquelle il tomba doit être signalée. Quand les malheureux déhérités dont il plaidait la cause, et qui sur sa foi faisaient de si beaux rêves de bonheur, eurent trouvé au fond de la coupe des illu-

sions l'amertume du désenchantement; leur réveil fut terrible. Les déplorables effets des narcotiques vapeurs dont on les avait grisés, produisirent chez les uns l'atonie d'un découragement incurable, et soulevèrent au cœur des autres les bouillonnements d'une sourde colère. C'était marcher en aveugle à une catastrophe sanglante.

Louis Blanc et Albert, branches détachées du Provisoire, ne tardèrent pas à être entourés par la foule des intrigants subalternes que l'Hôtel de Ville avait repoussés. Les *hommes de la veille* s'emparèrent de Louis Blanc par des flatteries socialistes, d'Albert parce qu'ils avaient conspiré jadis avec lui. En commençant, ils se montraient humbles, soumis et doux; mais bientôt les patrons furent dépassés par leurs clients. Ceux-ci prirent la haute direction de l'intérieur du Luxembourg, et tout marcha dès lors vers les extrêmes limites de l'absurde.

Les cuisines tout organisées de l'ex-duc Pasquier furent mises en réquisition; des tables s'improvisèrent, et l'on y consomma de véritables bombances de Lucullus. Les produits gastronomiques les plus chers n'étaient nullement dédaignés de ces louveteaux; les côtelettes à la purée d'ananas étaient leur moindre friandise.

Des voitures permanentes stationnaient dans la cour, aux ordres de messieurs les amis ou conseillers,

le titre n'y fait rien, et l'argent comptant qu'à l'aide de la signature d'Albert, honnête homme, incapable d'une tromperie, mais facile à duper, on extorquait de la caisse des récompenses nationales, servait à payer les échappées faites au dehors. On a dit, avant moi, que Louis Blanc déplorait ces odieuses saturnales, sans oser les flétrir hautement, et qu'Albert cédait au torrent par faiblesse. « Dieu sait, dit un des narrateurs de la Révolution, combien d'escrocs ont puisé, sans aucun titre, dans la caisse des récompenses nationales. Les commissaires chargés de la répartition étaient envahis par des *citoyens* qu'il eût été périlleux d'éconduire. Pour éviter des scandales, on admettait au hasard; les listes étaient présentées à M. Albert, qui, dépourvu de moyens de vérification, signait de bonne foi. Des bons de cent, deux cents, cinq cents francs même tombèrent ainsi dans des mains immondes. Quand ces abus se révélèrent, il n'était plus temps de les réparer, et il fallut se taire, pour sauvegarder ce qui restait de considération aux républicains de la veille. »

On singeait le potentat pour les réceptions et les audiences à accorder; les anciens huissiers de la cour des pairs avaient été conservés, et, en grand uniforme, l'épée au côté, le chapeau sous le bras, ils faisaient le service dans les antichambres et auprès des citoyens directeurs.

Vers la fin de mars, les Délégués du Peuple ayant une communication à faire à Louis Blanc, se rendirent au Luxembourg.

A notre arrivée, on nous introduisit dans une grande salle d'attente, où, assises sur des banquettes, se trouvaient déjà environ une cinquantaine de personnes. Le chef des huissiers vint à nous, et nous montrant un grand registre placé sur une table :

— Si ces messieurs veulent inscrire, dit-il, leur nom et l'objet de leur visite, le secrétaire particulier de M. le Président en prendra connaissance ce soir, et demain à pareille heure, si l'audience a été obtenue, ces messieurs entreront à leur tour auprès de M. Louis Blanc.

Nous nous regardâmes, saisis d'une forte envie de rire ; nous avions cru, en venant dans cette maison du Peuple, parler aux hommes établis là pour régler les différends des travailleurs, être exempts de toute étiquette, pénétrer librement auprès d'eux.

Nous nous trouvions dans le palais d'un principicule, où des séides devaient juger notre mérite.

Au nom des intérêts qui nous amenaient, je protestai, et j'obtins d'attendre le moment des audiences pour envoyer une demande écrite d'introduction immédiate. Nous nous assîmes alors. Il pouvait être midi.

Le profond silence qui régnait dans les apparte-

ments voisins fut troublé tout à coup par un bruit de vaisselle et de cristaux; le fumet de plats savants pénétra jusqu'à nous; on entendait les pas des laquais dressant les services; les siéges remuèrent, les convives prenaient place, et bientôt des voix bruyantes, des éclats de rire mal étouffés, vinrent nous faire trouver moins longues les deux heures pendant lesquelles nous attendîmes.

Fatigué d'être assis, je me promenais de long en large; dans une station près de la porte par laquelle nous avions pénétré, les accents d'une voix féminine attirèrent mes regards. J'entr'ouvris une antichambre, et j'aperçus une délicieuse jeune femme qui tenait, avec une espèce de valet en livrée, un colloque impatient. Le Scapin n'avait sans doute pas d'instructions; il se grattait l'oreille avec un demi-sourire normand, et semblait hésiter dans la crainte de commettre une imprudence ou une sottise, lorsque, derrière lui, s'ouvrit une petite porte dérobée, sous laquelle apparut une figure lilliputienne, en habit noir.

Un léger psit! psit!... fut le signal d'audience particulière, et l'*ange* ou le *rat*, selon les goûts, disparut à travers l'huis, qui se referma comme dans les contes d'Orient.

Comme je cherchais le mot de cette énigme, un huissier à mine de coq d'Inde vint annoncer que

M. Louis Blanc, accablé de travaux d'urgence, ne recevrait point ce jour-là.

Quelques individus mécontents murmurèrent ; d'autres haussèrent les épaules d'un air de capacité blessée ; je me détournai pour cacher un sourire. J'avais compris.

Du reste, il faut dire que la plupart de ces solliciteurs d'audience n'étaient que des chefs d'atelier, des producteurs, des fabricants, qui avaient la prétention de vouloir faire servir l'expérience de toute leur vie à éclairer le jeune théoricien, futur ministre du Progrès.

C'étaient de petites gens ; on le leur fit bien voir.

Les fricoteurs installés au Luxembourg faisaient tout pour fermer les yeux de Louis Blanc sur les suites de cette conduite qu'ils lui imposaient, et pour lui persuader que, de plus en plus, il devenait l'idole des gens éclairés. Un de mes amis fut, à ce propos, témoin d'un fait curieux.

Un matin, Louis Blanc, prenant l'air sans doute. se promenait dans le jardin public du Luxembourg. accompagné d'un seul de ses familiers. La douceur de l'air avait amené un grand nombre de promeneurs. Au milieu de la grande allée, un homme d'un extérieur convenable aborde le président des travailleurs, auquel peu de monde prêtait attention.

— Monsieur, dit-il, n'êtes-vous pas monsieur Louis Blanc

— Oui, répondit le grand homme, j'ai cet honneur-là.

— Oh ! alors, s'écria l'interlocuteur, permettez que j'embrasse les mains du grand citoyen sur qui reposent nos destinées, de l'homme qui doit rénover le monde !!!

Et devant la foule que ses paroles avaient rassemblée, l'énergumène se précipita aux genoux de Louis Blanc, et, s'emparant de ses mains avec une douce violence, il les couvrait de baisers frénétiques.

Louis Blanc eut beaucoup de peine à se dérober à l'espèce de triomphe qu'une vingtaine de démocrates socialistes, survenus tout à coup, semblaient vouloir lui décerner. Son *intime* le reconduisit au palais, en exaltant à grands cris l'amour que lui portaient les intelligences populaires, les ouvriers du progrès !...

Il est vrai que plusieurs personnes prétendirent depuis avoir vu, quelques minutes après, ce fabricant d'ovations rejoindre à l'une des grilles les citoyens de tout à l'heure, et leur glisser en mains quelque chose qui ressemblait fort à des pièces de cinq francs.

Honni soit qui mal y pense ! Ces prétendues pièces de cent sous étaient peut-être des médailles à l'effigie de la divinité socialiste.

On a, sans doute aussi, par pure méchanceté, raconté dans tous les coins de Paris, à qui voulait l'entendre, que les héros émérites des sociétés secrètes avaient

suivi M. Albert au Luxembourg, où ils se donnaien la satisfaction d'une régence *démoc-soc* un peu échevelée. « De charmantes fêtes, disent les mauvaises langues, étaient improvisées chaque soir au Petit-Luxembourg, et le vin de l'ex-grand-référendaire y arrosait le gosier rauque de certains patriotes et des bayadères à quinze sous qu'ils amenaient des sérails de la Cité. On cite un M. Barbier, ci-devant *chef de section*, qui présidait à l'agencement de ces parodies du Parc-aux-Cerfs. Le jour, on écoutait gazouiller le roitelet du communisme ; c'était la corvée. Le soir, les pelouses du jardin de madame Decazes et les petits appartements du palais servaient de scène aux délassements de la nouvelle France, aux médianoches délicats, émaillés de houris de caserne et de vin de Champagne bu dans des chopes. »

Ces tristes révélations d'un ancien employé de la police, colportées à quinze sous l'exemplaire, servent de pendant à l'épopée-Chenu. On se croit, en les lisant, ramené aux soirées du Directoire, où des vestales, décolletées jusqu'à la cheville, inventaient, dans le salon de Barras, des poses à faire rougir un gendarme.

CHAPITRE XVI.

Révélation sur le complot du 15 mai 1848. — État des esprits à l'ouverture de l'Assemblée nationale. — Les clubs de Paris. — Intrigues de la commission exécutive. — Le général Courtais. — La manifestation. — Distribution de poignées de mains, par le ministre Récurt, devant les Bains Chinois. — Capitulation, par ordre, de la Garde mobile. — Les agents provocateurs. — L'Assemblée est livrée aux envahisseurs.

Une époque fatale dans l'histoire de la révolution, une journée pleine d'intérêt et de drame, le 15 mai, va nous ramener à l'Hôtel de Ville, où quelques chefs populaires crurent toucher au triomphe et ne trouvèrent qu'une souricière.

Je dois dire ici l'infâme conduite d'un parti élevé par le peuple, et se servant de son pouvoir pour l'écraser. Je dois montrer le machiavélisme de certains hommes, et faire luire la vérité sur des faits revêtus, jusqu'à présent, d'une obscurité profonde.

Les causes de l'attentat du 15 mai sont trop graves, trop importantes et trop inconnues, pour qu'on puisse les passer sous silence. Il est nécessaire de les péné-

trer pour l'intelligence des faits qui les ont suivies. En voici un exposé succinct et impartial.

L'Assemblée nationale s'était ouverte le 4 mai, et le lendemain, ne sachant encore à quelles mains confier le pouvoir exécutif, elle avait formé une commission, composée des membres de la majorité du Provisoire démissionnaire auxquels la majorité de la représentance savait devoir son élection.

Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, avaient reçu mission de régenter le pays, jusqu'à l'établissement du régime qui serait voté en suprême ressort par la Constitution. On leur avait adjoint en dernier, afin de donner une sorte de satisfaction à la démocratie, Ledru-Rollin, que l'on récompensait peut-être ainsi de sa déférence, vers la fin du Provisoire, aux volontés de Lamartine.

La Commission exécutive, ainsi s'appelèrent les nouveaux directeurs, nomma ses ministres; la plupart furent d'anciens collègues, les autres des clients politiques. Elle décida que rien ne serait changé à la marche des affaires; le Gouvernement fonctionnerait toujours en commis de la bourgeoisie, le peuple attendrait, comme jadis, des jours meilleurs.

Les trois mois de misère octroyés par le peuple à l'établissement de la jeune République n'étaient pas encore écoulés; certes, il n'eût rien tenté auprès de la représentation nationale pour son propre intérêt,

il souffrait en silence. Mais cela ne faisait pas le compte d'un parti ni de ses hommes. Un complot s'organisa, terrible, inexorable; au rebours des traditions révolutionnaires, ce n'était point le peuple qui allait, cette fois, attaquer ses maîtres, c'était le pouvoir qui conspirait contre le peuple.

Les clubs, cette grande expression des intérêts et des misères de la masse, avaient semblé au Provisoire une épée de Damoclès constamment tendue sur sa tête. Ne reposant alors sur aucun autre fondement que la tolérance du pays, les dictateurs n'avaient rien pu entreprendre contre leur développement et leur liberté intérieure. Maintenant, ayant derrière eux un pouvoir régulier, nommé par la nation, les hommes du *National* résolurent de tout oser pour détruire ces assemblées populaires, gardiennes vigilantes des franchises du pays, sans cesse en éveil sur les tentatives du Gouvernement, et prêtes, à toute heure, à se lever en masse, pour combattre la réaction.

Il fallait, pour les détruire, les compromettre par une manifestation provoquée, que l'on pousserait, à l'aide d'agents de troubles, à des excès hasardeux, qui perdraient la République dans l'esprit de la nation; alors, le colosse étant sapé dans sa base, l'opinion publique serait facile à enchaîner pour longtemps.

On chercha un nom, un drapeau, une cause sympathique au peuple, au nom de laquelle on pût exci-

ter ses instincts, le lancer dans une tentative périlleuse d'ou il sortirait garrotté.

On trouva *la Pologne.*

La Pologne, cette grande et héroïque victime de la tyrannie du sabre, avait pris au sérieux la révolution de 1848. Un long cri d'espérance retentit sur les lèvres de ses enfants épars sur tout le globe, et vint trouver un écho dans le cœur du peuple français. Depuis la noble défaite des Polonais, ils avaient un frère dans chaque Français généreux; ils espéraient toujours qu'avec notre aide, ils pourraient avoir raison de leurs longues misères. L'attitude menaçante d'un pays qui traînait à sa suite la moitié du monde pensant, devant les mouvements duquel les rois tremblaient, pouvait forcer le vautour russe de donner répit à cette malheureuse race, qui, nouveau Prométhée, sentait ronger ses entrailles frémissantes.

En éveillant l'idée que la France devait obtenir réparation et repos pour une nation en tout temps sa fidèle alliée, on était sûr d'une réussite complète.

Le Directoire fit donc jeter à la fois, dans tous les clubs, par ses agents, la pensée que nous venons d'indiquer. Quelques Polonais de bonne foi les appuyèrent. Bientôt les orateurs, les hommes d'initiative prirent feu, et l'on décida, à l'unanimité, sur la proposition des émissaires, qu'il fallait profiter des premières impulsions chaleureuses de la nouvelle

Assemblée, afin de lui présenter une protestation contre le régime de fer qui pesait sur la Pologne. Le peuple, dans une attitude digne et convenable, devait appuyer la demande par sa présence.

Le 15 mai fut choisi pour cette solennité, qui cachait un coup de main.

Les despotes du *National* tressaillirent de joie en apprenant que la manifestation était décidée; ils tenaient leur proie d'une manière si assurée, que l'un d'eux s'écria depuis, en prodiguant l'injure à ceux qu'ils avaient trahis : « C'était une tentative des partis désespérés; une saturnale de la plus basse démagogie. *Elle affligeait plus qu'elle n'alarmait le gouvernement.* »

La commission exécutive prit en apparence les mesures de précaution les plus grandes, dès qu'elle apprit l'existence officielle du mouvement. Courtais fut nommé général en chef des troupes destinées à la protection de l'Assemblée nationale; il eut sous ses ordres la garde nationale, la troupe de ligne et la garde mobile, avec l'ordre, crié à haute voix, de ne reculer devant aucun moyen en cas de mauvaises dispositions de la part des masses.

Les mesures ordonnées étaient formidables.

Quatorze mille gardes nationaux, massés sur le quai et la place de Bourgogne, devaient entourer le palais de la représentation; les bataillons de la garde mobile stationnant à l'entrée des Champs-Elysées étaient

prêts à accourir au premier signal; enfin, l'infanterie et l'artillerie, groupées dans la cour et dans l'intérieur du palais, devaient, en dernier lieu, opposer une résistance invincible à tous les projets d'envahissement.

Nous allons voir comment s'exécutèrent toutes ces dispositions, destinées à fermer la bouche plus tard aux soupçonneux.

Le 15 mai, un jour pur et radieux se leva sur la capitale. Dès le matin, les clubs s'étaient assemblés dans leurs endroits de séances ordinaires, pour de là se porter au rendez-vous général, sur la place de la Bastille. A onze heures, ils s'y trouvaient tous.

A midi, la colonne du peuple s'ébranla et se mit en marche, en suivant la ligne des boulevards, pour arriver à la Chambre, en traversant la place de la Concorde; chemin faisant, elle se recrutait de tous les individus sympathiques aux drapeaux des différentes réunions. Les visages étaient sérieux, mais pleins de confiance et de tranquillité. Certes, aucun des hommes présents n'avait l'air d'un conspirateur; tous semblaient aller à une fête, non pas à une révolte.

A la hauteur des Bains Chinois, vers midi et demi, une petite voiture, du genre des coupés de remise, était arrêtée. Lorsque le club des Quinze-Vingts, un des premiers, parut, un homme qui se trouvait dans l'intérieur passa la tête à une des glaces, et fit signe de la main au président Brutinel-Nadal et à Cayolle,

aujourd'hui proscrit, de venir lui parler. Ceux-ci s'approchèrent, et, reconnaissant Recurt, le ministre de l'intérieur, la conversation s'engagea.

On causa du but de la manifestation, de son résultat probable en faveur de la Pologne. Recurt rayonnait, m'a dit Brutinel, il applaudissait aux sentiments généreux des clubs. — « Très-bien, mes amis, répéta-t-il plusieurs fois, l'Assemblée ne pourra vous refuser; faites-moi marcher ces gaillards-là. » Et quand les autres le quittèrent, il leur donna force poignées de main.

Comment faire concorder cette conduite du ministre de l'intérieur, dépositaire de la pensée du Gouvernement, avec l'existence du complot dont plus tard la Commission exécutive prétendit avoir été informée? N'y voit-on pas clairement l'agent du *National* excitant à la confiance, par la place qu'il occupait, ces hommes qu'attendait un piége infernal?

La colonne populaire, continuant paisiblement sa route, arriva bientôt au pont de la Concorde. En ce moment, le cri de halte retentit, tous s'arrêtèrent.

Un bataillon de gardes mobiles occupait la tête du pont et le jardin du palais Bourbon donnant sur le quai. On ne savait quels étaient leurs ordres. Comme si ces volontaires eussent compris l'hésitation du peuple, mettant la baguette dans le canon de leurs fusils, ils la firent résonner, pour montrer que ces armes n'étaient point chargées; puis, coupant des branches d'arbres, ceux du jardin les passèrent à

leurs camarades qui en offrirent au peuple, lequel s'en décora tout aussitôt, en signe de paix.

Les clubs stationnèrent sur la place, et leurs chefs, rangés au commencement de la rue de Bourgogne, présentèrent la pétition pour la cause polonaise à MM. Wolowski et Vavin, qui devaient l'appuyer auprès de l'Assemblée.

Pendant un certain temps tout fut tranquille; la foule se serait retirée comme elle était venue.

Tout à coup, des agents provocateurs, individus à figures sinistres, à hurlements sauvages, se présentent à la grille de la place de Bourgogne. Courtais s'y trouve. Ils demandent, avec menaces, l'introduction du peuple à la barre de l'Assemblée nationale, et, sans attendre de réponse, ils pénètrent par escalade dans la cour, et, ne rencontrant aucune résistance, s'élancent dans l'intérieur du palais pour gagner la grille opposée, en face de laquelle les clubs sont arrêtés.

Où sont maintenant ces masses de troupes qui devaient répondre de la sûreté des représentants, garantir l'inviolabilité du lieu de leurs séances? Comment Courtais, le général en chef, est-il là, errant comme une âme en peine, dans les corridors, essayant, avec des paroles que nul n'écoute, de suppléer à l'absence de ses bataillons?

Cependant, arrivés sur le grand escalier qui domine les quais et la place, les émeutiers soldés du Pouvoir poussent des clameurs dont la foule s'étonne;

bientôt, des paroles distinctes d'excitation, des cris d'*appel au peuple* sont entendus ; les clubs s'ébranlent, traversent le pont et se trouvent en un instant au pied de la grille.

En ce moment, la multitude était calme encore. Des discours séditieux lui sont adressés, les têtes bouillonnantes du 24 Février s'exaltent. Nul ne sachant ce qui se passe et ce que signifie cette scène, chacun se forge une explication plus ou moins désastreuse, et, lorsque les portes sont ouvertes du dedans, une masse énorme de monde s'engloutit dans le palais avec des rumeurs confuses.

Seul, un bataillon de garde mobile rangé dans une des cours de passage intérieures peut, en croisant la baïonnette, s'opposer à l'élan incertain de ces hommes qui, ne sachant ce qu'ils viennent faire, n'iront pas se ruer contre ce mur d'airain, contre ces jeunes gens avec lesquels ils ont fraternisé. Courtais, qui cherche partout des conseils, trouve tout à coup un donneur d'avis du *National* qui lui fait apercevoir l'horrible et inutile effusion de sang qui résultera d'une défense impuissante. Sur un ordre signé de lui, la mobile remet la baïonnette au fourreau et livre passage aux envahisseurs. Guidé alors par ceux qui le perdent, le peuple se répand dans le palais et pénètre, au milieu d'un tumulte épouvantable, dans la salle des séances de l'Assemblée.

CHAPITRE XVII.

Physionomie des représentants. — Le président Buchez. — Rôle joué par Hubert. — Buchez le félicite. — Encore les agents provocateurs. — Marche à l'Hôtel de-Ville. — Le peuple a disparu. — Lamartine et Ledru-Rollin. — Triomphe du *National*. — Barbès à l'Hôtel de Ville. — Fabrication d'un nouveau Provisoire.

C'est ici que l'on peut s'assurer, plus que par toute autre scène, des véritables dispositions des clubs pendant toute la manifestation. Ces hommes, auxquels on a attribué le projet de tout anéantir, ne sont pas même armés; ils ne souillent par aucun acte de violence la représentation nationale; une exaltation provoquée les a conduits là; ils se regardent tout étonnés. Si quelque trait ignoble, si une conduite brutale sont remarqués, soyez sûrs qu'ils sont d'un de ces individus à figure louche, travestis sous des haillons prolétaires, que vous avez pu voir jadis aux alentours de la rue de Jérusalem, et que *le National* a enrôlés pour les hauts faits de ce jour.

La contenance des représentants fut en général calme et digne. Ignorant d'où partait le coup qui les frappait, ces députés firent auprès des hommes qui

les entouraient tous leurs efforts afin qu'ils quittassent la salle. Un grand nombre de clubistes les écoutèrent; mais leur persuasion fut vaine à l'égard des hommes qui cherchaient à les effrayer. Ceux-ci allèrent jusqu'aux injures et à la menace. Les émeutiers tournèrent enfin leurs forces du côté de la tribune et cherchèrent à s'en emparer. Quelques députés, et des huissiers qui n'étaient pas dans le secret, voulurent la défendre; une lutte s'engagea, sans gravité, mais qui passionnait les esprits. La victoire resta aux provocateurs. Ils entourèrent alors Buchez, qui, au fait de tout, ne tremblait nullement, et, vociférant contre lui, le pressant comme pour l'outrager, ils versaient ainsi dans le cœur des représentants une haine invincible contre toute apparition future des sociétés populaires.

Le désordre était à son comble dans l'Assemblée. Personne ne savait à quoi on en voulait venir; ce n'était pas pour peser sur une délibération, puisque la séance était close; ce n'était pas pour assassiner que cette foule se trouvait là, puisqu'elle n'avait pas d'armes; qu'allait-il donc arriver?

Un homme d'une mise simple, à la figure exaltée, gravit les marches du bureau et s'arrête auprès du président. Cet homme, c'était Huber, ancien condamné politique, vieil ami du *National*.

Huber est dans les prisons; je n'attaquerai, Dieu merci! pas un homme incapable de pouvoir m'en demander compte, j'ai trop de loyauté dans le cœur.

Je raconterai seulement l'histoire, au point de vue de tous les hommes intelligents qui ont réfléchi sur la singulière catastrophe du 15 mai.

Comme si son rôle était préparé d'avance, Huber, sans rien communiquer de son projet à ceux avec lesquels il était venu, sans en conférer avec les chefs de clubs, pour savoir si la mesure sera acceptée par eux, Huber, au milieu du tumulte, s'écrie tout à coup :

« Au nom du peuple, l'Assemblée nationale est dissoute ! »

Puis, comme sa voix se perd dans les clameurs qui l'entourent, comme personne ne l'a entendu, un individu en bourgeois, huissier déguisé sans doute, lui passe une pancarte sur laquelle tous les yeux se fixent à l'instant, et qui porte écrits les mots qu'il venait de proférer.

Buchez, président de l'Assemblée, incarnation du *National*, comme si, de même que Recurt, il avait mission d'applaudir, crie à Huber : « Vous avez bien fait, vous nous sauvez tous ! »

Et le peuple n'avait touché un cheveu de la tête de personne !

Aussitôt un trouble extraordinaire éclate, les représentants indignés protestent contre cette abolition de leurs droits. Les clubs, croyant que la mesure a été prise d'accord avec leurs présidents par celui qui vient de la proclamer, échangent des paroles d'étonnement. Quelques-uns applaudissent. Enfin, la plus

grande partie, comprenant que désormais leur présence est inutile dans cette salle, se retire, entraînant avec eux les fauteurs de désordre dont la besogne est achevée.

Le premier acte de cette tragi-comédie venait de s'accomplir. On avait maintenant, à peu de frais, des griefs sérieux; des charges considérables pouvaient être alléguées contre les clubs. Cela ne suffisait pas; il fallait, pour assurer la dictature perpétuelle du *National*, perdre les chefs populaires qui lui portaient ombrage, les prendre en flagrant délit de conspiration, afin d'avoir le droit de leur appliquer des rigueurs égales aux tourments qu'ils avaient occasionnés.

Pendant toute la durée des scènes que nous venons de décrire, Barbès, Louis Blanc, Albert, représentants du peuple, Raspail, Brutinel et plusieurs autres présidents de clubs, cherchaient à profiter de leur influence pour rétablir l'ordre. Les efforts des émeutiers rendaient leur voix impuissante.

Tandis que le peuple évacuait la salle, et ne sachant ce qui allait suivre, restait anxieux sur les quais environnants et sur le péristyle du palais, Barbès et ses amis, succombant à des émotions si imprévues, se disposaient à se retirer, lorsqu'un groupe d'hommes qui ne les perdaient pas de vue, s'élança vers eux, en poussant des acclamations. Saisissant Barbès, Louis Blanc et Albert, ils les élevèrent sur leurs épaules, en criant : « A l'Hôtel de

Ville! Allons former un gouvernement provisoire! Vivent Albert, Barbès et Louis Blanc!

La foule applaudit à ces noms sympathiques; un certain nombre de membres des clubs se détachent de leurs amis, et viennent, de bonne foi, faire escorte à ces chefs que, malgré eux, on conduit à la trahison. Le cortége se met en marche pour l'Hôtel de Ville, une masse de curieux se précipite à sa suite, et bientôt, tous disparaissent dans l'éloignement.

Alors seulement arrivent, pour défendre les députés, pour chasser l'invasion du palais, des bataillons nombreux de gardes nationaux et de mobiles. Quelques flâneurs sont restés dans l'enceinte de l'hôtel, on les renvoie à coups de crosse, et l'on incarcère les récalcitrants. Il faut expliquer à ces troupes le retard mis à les appeler; on accuse Courtais de trahison; son épée est brisée, sa croix foulée aux pieds, et le malheureux paye, de son déshonneur, le vain orgueil du costume qu'il a porté trois mois, le triomphe des hommes auxquels il s'est dévoué et qui le sacrifient.

Lamartine, qui s'était caché à la présidence, Ledru-Rollin, ignorant du complot tramé par ses collègues, que l'on aurait voulu perdre aussi, et qui s'est soustrait à l'ovation des policiers qui cherchaient à l'entraîner avec ses anciens amis, quittent leurs retraites et viennent haranguer les gardes nationaux. Les représentants épars reprennent courage à la vue du

calme et se réunissent; l'Assemblée, pleine de colère contre ces envahisseurs qu'elle croit être venus pour l'égorger, et qui ne lui ont fait aucun mal, rend des actions de grâce à ces corps armés, qui, au moment du danger, ne se sont pas trouvés là. Elle déclare, dans son trouble, qu'ils ont bien mérité de la patrie.

De ce côté tout va bien, les *Nationalistes* jubilent.

Les septième, huitième et neuvième légions prenaient position sur les quais voisins de l'Hôtel de Ville, quand Barbès, Albert et les autres individus importants arrivèrent, poussés par les provocateurs. Louis Blanc, plus heureux, avait réussi à s'échapper pendant la route, et à gagner la demeure du libraire Masson, rue de l'Ecole-de-Médecine. A l'aspect des insurgés, les gardes nationaux croisent d'abord les baïonnettes, puis, à un ordre parti on ne sait d'où, et répété de rangs en rangs, les relèvent.

Le cortége passe, et se trouve en un instant devant la grille de l'Hôtel.

Tout en marchant, la tête de Barbès s'était enflammée; il crut à la possibilité d'un nouveau Gouvernement provisoire, nommé par la multitude, et chargé d'accomplir tout le bien que l'autre n'avait pas su entreprendre. Quand on a tant souffert pour une cause, une minute d'erreur doit-elle compter?

La garde républicaine de l'Hôtel de Ville était prise à l'improviste; les sentinelles ordinaires défendaient seules les approches; son commandant Rey, afin que le plan réussît, n'avait été averti de rien.

Il était dans la plus complète sécurité. A l'approche des insurgés, il descendit précipitamment, et se trouva devant Barbès, son ami personnel, séparé par la seule épaisseur de la grille.

— Que viens-tu faire ici? lui dit-il; retire-toi, tu perds la République !

— Nous venons, répondit Barbès exalté, pour former un Gouvernement provisoire; l'Assemblée est dissoute, nous voulons prévenir l'anarchie.

Rey demeura stupéfait; il crut cependant. Quoi d'extraordinaire, à une époque dont chaque jour était marqué par un événement ?

— Rey, continua Barbès, mon ami, je t'en prie, ouvre-nous la grille.

Le commandant flottait indécis.

— Eh bien, fit-il, attends-moi, je vais chercher des ordres.

Et Rey partit tout courant trouver Marrast, pour savoir de lui ce qu'il devait faire.

La porte de la grille à laquelle s'appuyait Barbès avait eu sa serrure brisée; cette réparation n'ayant pas été faite depuis février, un léger verrou glissant dans le pavé en tenait lieu. Sous une pression soudaine, le faible appui céda, la porte s'ouvrit avec violence, et plusieurs centaines d'individus pénétrèrent en hurlant : Vive Barbès ! vive Albert !

La foule presque tout entière resta sur la place.

Albert et Barbès montèrent le grand escalier sans s'apercevoir du petit nombre de ceux qui les sui-

vaient, et toujours conduits par les traîtres, ils gagnèrent le salon de travail du préfet où nous avions passé la nuit du 24 février. Là, des secrétaires officieux s'empressèrent de leur communiquer une liste des membres du nouveau Gouvernement qu'il fallait appeler. Elle fut ainsi arrêtée :

Barbès,
Louis Blanc,
Albert,
Blanqui,
Raspail,
Sobrier,
Proudhon,
Pierre Leroux,
Cabet.

Pendant une demi-heure à peu près, on s'occupa à copier ces noms et à multiplier les preuves de l'attentat. Des ordres furent présentés à Barbès et à Albert, et signés par eux ; on ouvrit les fenêtres, et des listes furent lancées à la foule, qui, stupéfaite, regardait faire ces quelques hommes au milieu de ce palais rempli d'une garnison immobile et entouré par les bataillons de la garde nationale.

Quatre heures sonnaient lentement à la grande horloge du portail.

CHAPITRE XVIII.

Arrestation du nouveau Gouvernement provisoire. — Les petites misères de Flottard. — Borme, colonel des Vésuviennes et secrétaire-général du nouveau pouvoir. — Convocation des délégués du Peuple par Jules Thomas. — Arrestation de Thomas et du président des délégués. — Les prisonniers partent pour Vincennes. — On veut les jeter à l'eau. — Le *National* monte au Capitole pour rendre grâces aux Dieux.

Tout à coup, on aperçoit, poussant des clameurs furieuses, une colonne de gardes nationaux, de dragons et de mobiles. Deux hommes marchent à leur tête, ce sont Lamartine et Ledru-Rollin. Aussitôt, la foule se disperse en fuyant de tous côtés. Comme si c'était un signal attendu, la garde nationale s'élance au pas de course sur le palais, les gardes républicains prennent les armes, et l'Hôtel de Ville se remplit de ces cohortes menaçantes.

On entra sans coup férir dans le cabinet préfectoral; Albert, Barbès et leur entourage furent arrêtés, accablés d'injures. Les meneurs de la chose

avaient disparu au premier bruit. On jeta dans une salle basse les malheureux trompés, il fut question de les fusiller de suite. On recula cependant devant cet expédient, et messieurs du *National*, réunis en conseil, décidèrent qu'on les enverrait à Vincennes, sous bonne escorte, mais la nuit, de peur qu'en route une tentative n'eût lieu en leur faveur.

La meilleure preuve que je puisse donner que toute cette affaire était concertée, et qu'on avait préparé le dénoûment, c'est que Marrast Ier, maire de Paris, dont la bravoure est proverbiale, ne sourcilla pas pendant la durée du drame, et qu'il annonça aux gentilshommes de sa suite qu'il n'éprouvait aucune inquiétude.

Comme dans toutes choses de ce monde, des scènes grotesques se mêlèrent avec les sérieuses.

Certains gaillards, tout échauffés, étaient entrés chez Flottard, dans son fameux cabinet, et l'avaient mis à la porte, avec force coups de pied dans un endroit qu'on ne nomme pas. Flottard, qui connaissait le programme de la fête, mais qui n'avait nullement compté sur ces détails, devint furieux. Il alla se mettre à l'affût, en attendant l'heure de la vengeance. Justement, Thomas et Drevet, deux anciens délégués du peuple, en visite à l'Hôtel de Ville chez un employé qu'ils connaissaient, avaient eu la pensée d'accourir à son aide, ignorant de quel genre était la nouvelle émeute. Flottard les vit entrer chez lui, et

les reconnaissant pour d'anciens adversaires, sa rage redoubla.

Mes ex-collègues trouvèrent dans le cabinet de Flottard un nommé Borme, colonel d'un régiment de *Vésuviennes*, composé de filles publiques. Borme, assis devant un bureau, s'était déjà nommé secrétaire général. C'était un agent provocateur de la plus basse espèce. Son rôle fut dévoilé devant la Haute Cour de Bourges. Sa présence et sa conduite à l'Hôtel de Ville sont assez significatives. Quoi qu'il en soit, Thomas le pria de lui céder un instant sa place, et, saisissant la plume, il nous écrivit à tous, nous annonçant qu'un grand événement venait d'avoir lieu, que l'Hôtel de Ville était occupé, et nous invitant à nous y rendre. Sachant quels services déjà nous avions rendus, il en appelait sans doute à notre dévouement, à notre amour de l'ordre. Une manière de peintre, déguisé alors en garde national, écouteur aux portes, alla plus tard, pour se donner de l'importance, déposer devant la commission d'enquête que nous avions été convoqués pour prendre possession des ministères et des mairies; et le pauvre Thomas paya, d'une année de prison, le plaisir qu'éprouva ce monsieur à voir son nom imprimé à côté de celui des grands hommes de l'époque.

Les troupes inondaient l'Hôtel. Thomas et Drevet, restés chez Flottard, causaient tranquillement avec quelques gardes nationaux qui étaient venus s'y reposer. Un homme essoufflé, effaré, entre précipi-

tamment. A son dos voûté, à l'immense écharpe dans laquelle il est roulé, on reconnaît Flottard. Il jette autour de lui un coup d'œil, et, apercevant ses deux ennemis :

« Au voleur ! à l'assassin ! » hurle-t-il en les désignant du doigt.

Et, comme les gardes nationaux épouvantés se retirent de Thomas et de Drevet immobiles de surprise, Flottard se dirige vers eux, et les entourant de ses bras ouverts :

— Au nom de la République ! au nom du peuple !... tas de brigands... je vous arrête !

Saisissant alors des chaises, des fauteuils, le vieux secrétaire, avec une vigueur étonnante, bâtit autour des deux amis un rempart formidable, et s'adressant alors aux gardes nationaux : — Messieurs, dit-il, ces hommes sont de grands criminels, gardez-les ; sur votre tête vous m'en répondrez ! S'ils bougent, mettez ceci dans vos fusils, et fusillez-les, séance tenante.

Il tire deux paquets de cartouches de ses poches, les leur remet, et *file*, suivant son habitude.

Thomas et Drevet, on doit le penser, réclamèrent de toutes leurs forces contre un semblable arbitraire ; ils prouvèrent tellement leur innocence et leurs bonnes intentions que Thomas fut relâché provisoirement. Quant à Drevet, Flottard fut inexorable, on le conduisit auprès des autres prisonniers, avec l'annonce qu'il les suivrait à Vincennes.

Vers onze heures du soir, deux énormes diligences

des messageries nationales furent amenées devant l'Hôtel de Ville, escortées par des dragons et des gardes républicains à cheval. Barbès, Albert, Raspail, Drevet et autres prirent place dans l'intérieur ; le coupé, la rotonde et l'impériale furent remplis de gardes. On ferma les portières, il n'y avait plus qu'à se mettre en marche.

Il se passa alors une scène déplorable.

Les voitures furent entourées, et une foule de prétendus gardes nationaux, d'hommes de la police Marrast, armés, des torches à la main, se ruèrent sur elles, vociférant les plus ignobles injures, vomissant des menaces de mort contre ces mêmes hommes dont ils formaient l'escorte quelques heures plus tôt. Des coups de pistolet furent tirés sur les voitures et percèrent les caisses. Par un hasard providentiel, aucun des prisonniers ne fut atteint.

Enfin, s'exaspérant eux-mêmes, les croates du *National*, ainsi les nomme un des témoins du fait, invitèrent les gardes à quitter les diligences, annonçant la volonté de traîner les prisonniers à la rivière.

La force armée ne parvint qu'après une demi-heure d'efforts à dissiper ces bandes, et les voitures prirent le chemin du donjon de Vincennes.

Tout le monde connaît le sort de Barbès, de Raspail, d'Albert et de Louis Blanc.

Drevet fut mis en liberté après une assez longue détention.

Thomas, arrêté de nouveau, fut jugé par la Haute Cour et acquitté.

Rey, le commandant de l'Hôtel de Ville, subit les mêmes chances que Courtais ; mis en prison tous deux, celui-ci fut acquitté après le jugement de Bourges, tandis que Rey sortit avant le procès, par une ordonnance de non-lieu.

Le pauvre Rey n'en profita pas longtemps ; quelques mois après, une apoplexie foudroyante le tua dans la force de l'âge.

La garde de l'Hôtel de Ville fut licenciée. Beau mont, nommé chef de bataillon dans l'armée par le Gouvernement, vit plus tard son grade dénié. Il dut reprendre la vie civile.

Un des aides de camp de Rey, Collin-Desgenets, officier de l'armée, jeune homme du plus entier dévouement, de la conduite la plus généreuse, rentra dans son corps ; il vient d'être mis en retrait d'emploi pour ses opinions.

Le 15 mai 1848, *le National*, délivré des compétiteurs qui l'inquiétaient, monta au Capitole, pour rendre grâces aux Dieux du succès de ses perfides manœuvres.

L'urne électorale, aux élections de l'Assemblée législative, fut pour lui la roche Tarpéienne.

De la roche Tarpéienne, l'opinion publique doit traîner son souvenir aux Gémonies de l'histoire.

CHAPITRE XIX.

L'art de purger Paris. — M. Trélat et M. Recurt. — Révélation de M. Ducoux, représentant du Peuple. — Enlèvement nocturne d'Emile Thomas. — Les officiers de police Colin et Tasnon, mis en fourrière. — Les secrets télégraphiques. — Préparatifs des journées de juin 1848. — Dernier mots sur les hommes du *National*.

Le 24 mai 1848, sous le Directoire exécutif, Lamartine, Ledru-Rollin, Marie, Arago, Garnier-Pagès, les médecins Recurt et Trélat, faisant, l'un à l'Intérieur, l'autre aux Travaux publics, un cours d'hygiène politique, le docteur Trélat-Sangrado, promu, par la grâce du *National*, de son ancien gouvernement de la Salpêtrière à la succession ministérielle de M. Marie, avait reçu la consigne de purger Paris des ateliers nationaux.

Ce grand opérateur n'y allait pas de main morte. Il ordonna que tous les hommes de dix-huit à vingt-cinq ans seraient tenus de s'enrôler, ou chassés en cas de refus;

Que ceux qui ne pourraient justifier de six mois de domicile avant le 24 mai cesseraient de recevoir les subsides;

Que les patrons auraient le droit de *requérir*, sur les listes d'embrigadement, au prix de 2 francs par jour, les ouvriers de toute profession dont ils auraient besoin ;

Que le reste serait balayé dans le plus bref délai.

M. Émile Thomas, témoin de l'irritation causée dans ses légions par ce coup de dictature, courut avertir M. Trélat des périls qu'il allait provoquer. Le ministre accorda vingt-quatre heures de répit. M. Recurt, informé de la façon de procéder de son collègue, la taxa d'aberration : « C'est, dit-il, l'insurrection pour demain. »

Armand Marrast dépêcha *officieusement* M. Edmond Adam, pour sonder M. Émile Thomas sur les embarras de la situation, et parut trouver ses objections concluantes. Enfin le directeur des ateliers causant avec M. Ducoux, représentant du peuple, se plaignit à lui des folies perturbatrices auxquelles se livrait le Directoire exécutif.

— Que voulez-vous ! répondit M. Ducoux, nous le savons bien, et nous avons dix fois plus de preuves de *sa malveillance pour l'Assemblée nationale* qu'il ne nous en faudrait pour le renverser. Tenez, j'ai là, dans ma poche, des *reçus* et des *lettres* qui établissent que, le 15 mai, Sobrier envoyait encore à des agents révolutionnaires des *instructions* et de l'*argent* que lui avaient remis, *le matin même*, MM. de Lamartine et Ledru-Rollin. Mais si nous les renversions, il y aurait une crise.

Le 25 mai, le Directoire et ses ministres résolurent de temporiser, et créèrent une commission des ateliers nationaux, aux ordres de laquelle les administrateurs de Monceaux seraient tenus d'obtempérer. M. Léon Lalanne, ingénieur des ponts et chaussées, remplaçant préparé à Émile Thomas, figurait parmi ses membres.

— M. Thomas, dit le ministre Trélat, il faut que vous nous aidiez à détruire ce que vous avez édifié. Puis-je compter sur vous?

— Monsieur, répondit le directeur des ateliers nationaux, je suis toujours prêt à me dévouer pour mon pays. Mais je vous supplie de considérer que les mesures violentes peuvent amener des résultats terribles. Les ateliers nationaux sont devenus un embarras, parce qu'on leur a refusé du travail, en dépensant sans fruit des millions. Mais on ne pratique pas, que je sache, une amputation, sans y préparer doucement le malade, sans éclairer sa raison, sans prévoir les chances redoutables de la fièvre et du délire.

— M. Thomas, reprit le ministre, j'ai besoin de votre démission.

— Je suis prêt à la signer. Mais pourrais-je savoir le motif qui vous guide?

— Je n'ai point de compte à vous rendre. J'exécute les ordres du Pouvoir exécutif.

M. Thomas prit la plume, et motiva sa retraite sur les termes de l'arrêté ministériel, qui instituait une

commission dans les actes de laquelle il ne voulait accepter aucune responsabilité.

— Pourrais-je savoir, dit-il, par qui je serai remplacé ?

— Nous n'en savons rien nous-mêmes. C'est une grave question à examiner, répondit M. Trélat.

Quelques minutes après, au moment de se retirer, la démission ne se trouvait plus. — Voilà des papiers dans le chapeau de M. le secrétaire général, dit M. Thomas ; peut-être y est-elle tombée.

Il feuilleta rapidement, et ces lignes officielles frappèrent ses regards : « La démission de M. Émile » Thomas est acceptée ; M. Léon Lalanne est nommé » directeur des ateliers nationaux. »

M. Thomas ne put retenir un léger cri de surprise.

Le ministre rougit. — Monsieur, balbutia-t-il, ceci est d'une indiscrétion.....

— Monsieur, reprit Émile Thomas, quel nom donnerez-vous à votre conduite ?

M. Trélat pâlit. L'ex-directeur de Monceaux prenait à ses yeux les dimensions d'une machine infernale. Une idée diabolique traversa son cerveau : — Si cet homme retourne à Monceaux, se dit-il, je suis enfoncé. Il faut le faire disparaître.

Les oubliettes ne sont plus de mode, mais les bâillons de la police secrète s'adaptent merveilleusement à toutes les bouches ; il ne s'agit que de savoir s'en servir.

— M. Thomas, *il faut* que vous partiez de Paris sur-le-champ. Vous irez à Bordeaux avec une *mission extraordinaire*.

— Laquelle ?

— Vous étudierez tout ce que vous voudrez. Vous tirerez des plans, pendant que nous appliquerons le nôtre.

— Je vous remercie. Je suis chimiste, je retourne à mon laboratoire, que je n'aurais jamais dû quitter.

— Du tout, du tout; *il faut* que vous partiez, IL LE FAUT si bien, que je l'*ordonne*, et *mes mesures étaient prises :* une chaise de poste vous attend dans la cour.

— C'est une violence, y songez-vous, monsieur le ministre? Et ma mère, il faut que je la voie. Vous ne voulez pas tuer ma mère!

— Mes ordres sont positifs; vous ne pouvez voir *personne*.

— Mais, monsieur, vous avez été proscrit vous-même, accusé, séquestré. Si vous avez du cœur.....

— J'ai *des ordres*. Je ne connais que ça, et la saignée.

— Vous me parlez d'une *mission*. J'ai le droit de voir vos instructions. Cette mission doit être définie, signée en conseil.

— Le Gouvernement vous *enlève;* c'est son affaire et non la mienne. Deux officiers de paix vous escorteront, pourvoiront aux frais de route et auront mes instructions....

— Mais, c'est une infamie !

— Ah ça, monsieur, voulez-vous obéir, oui ou non ?

Un commmissaire de police bivouàquait avec ses agents dans la pièce voisine. L'hôtel du ministre était gardé, tout était prévu.

M. Trélat sortit vivement par une porte.

M. Boulage, beau-frère de M. Marie, l'un des directeurs, entra par une porte opposée. — Monsieur, dit-il à Émile Thomas, je vous conseille de ne pas faire une résistance inutile. D'ailleurs, M. le ministre vous veut beaucoup de bien. Laissez-nous faire.

Bientôt, M. Trélat reparut avec les agents de police, leur remit de l'argent, un passe-port, et conduisit les voyageurs jusqu'à la voiture, dont il ferma lui-même la portière en criant au postillon : « Route de Chartres ! » Il était minuit.

Tout cela sent Venise, le seizième siècle, ou les romans d'Anne Radcliff.

MM. Colin et Tasnon, officiers de paix, rassurèrent leur prisonnier sur leurs intentions, et, au relais de Versailles, lui permirent d'écrire à sa mère. Ils ajoutèrent qu'ils avaient l'ordre de le conduire à Bordeaux, et de l'y laisser libre. Arrivé à Tours, M. Thomas ayant manifesté quelque velléité de résistance, ils lui déclarèrent qu'ils seraient désespérés d'opposer la force à la force ; que s'ils manquaient à leurs devoirs, ils seraient destitués, et que M. Thomas

ne voudrait sans doute pas faire perdre le pain à deux pères de famille.

Au Carbon-Blanc, dernier relais qui précède Bordeaux, des gendarmes vinrent demander les passeports; et, après l'examen, ils déclarèrent aux trois voyageurs qu'ils étaient prisonniers, en vertu d'une dépêche télégraphique ainsi conçue : Le citoyen Emile Thomas, ex-directeur des ateliers nationaux, se dirige sur Bordeaux, sous l'escorte des officiers de paix Colin et Tasnon. Arrêtez-les tous trois.

Les agents étaient stupéfiés. La gendarmerie conduisit la voiture au fort du Hâ. Mais, au moment d'écrouer cette capture, survint à toute bride un autre gendarme, porteur de l'ordre de déposer les prisonniers à Bordeaux, à la caserne de gendarmerie. On s'y rendit. Les officiers de police furent désarmés de leurs pistolets, et une garde fut placée à toutes les issues.

Le capitaine de gendarmerie, qui ne comprenait rien à cette aventure, s'était rendu à la préfecture. Il en rapporta l'ordre de conduire M. Thomas chez le préfet, en vertu d'une seconde dépêche télégraphique. M. Ducos déclara à M. Thomas qu'il était libre, et lui remit, *par ordre du Gouvernement*, six cents francs pour vaquer aux travaux de sa *mission*, en lui conseillant, en vue de sa sûreté personnelle, de ne pas quitter Bordeaux, où il trouverait du reste quelques distractions agréables.

Pendant que ces choses se passaient, les amis de

M. Thomas, fort inquiets de sa singulière disparition, sommaient M. Trélat de dire ce qu'il en avait fait, M. Trélat répondit qu'il l'avait envoyé étudier les Landes, par ordre du Directoire exécutif.

Les ouvriers ne se payèrent pas de cette raison. Ils avaient eu vent des projets du Pouvoir ; ils s'agitaient, l'orage s'amassait. Le ministre crut devoir se rendre à Monceaux pour les calmer. Il s'y prit mal, et sans l'aide des sous-directeurs, qui le firent évader par une porte de derrière, il eût cruellement payé sa conduite.

M. Lalanne, le nouveau directeur, fut installé à dix heures du soir, au pavillon de Monceaux, par M. Boulage, avec deux mille baïonnettes.

M. Émile Thomas, dont le domicile privé avait été fouillé de fond en comble par MM. Boulage et Léon Lalanne, qui s'étaient emparés, le 29 mai, sans témoins et sans contrôle, de ses clefs, de sa caisse et de ses papiers, adressa le 15 juin, au ministre de la justice, une plainte et une demande de poursuites contre M. Trélat, responsable de ce tissu de violences. M. Trélat déclara qu'il s'était laissé entraîner par son *inexpérience* à un acte qui lui semblait *arbitraire* ; qu'il avait été plus *médecin* que *ministre*, et qu'ayant dans sa poche un ordre d'*arrestation*, il avait préféré ne pas faire usage d'une mesure si rigoureuse, et envoyer M. Thomas *prendre l'air*.

L'ex-directeur des ateliers nationaux n'obtint d'au-

tre réparation que des témoignages rendus à son honnêteté personnelle.

La vérité probable, au sujet de l'odieux attentat commis sur sa personne, c'est que M. Garnier-Pagès et M. Trélat avaient voulu s'emparer des ateliers nationaux, pour certaines manœuvres politiques auxquelles le caractère *trop entier* de M. Thomas refusait de se prêter. En effet, depuis son enlèvement, M. Trélat déclarait à la Chambre qu'il s'opposait à la dissolution des ateliers nationaux. M. Léon Lalanne disposait de la force armée, de l'imprimerie nationale; le pouvoir exécutif lui donnait audience à toute heure; le ministre des finances, devenu son caissier, se prêtait aux versements de fonds les plus hasardés.

Que se préparait-il? Le Directoire exécutif tramait-il dans l'ombre un coup d'état contre l'Assemblée, en jetant sur elle tout à coup cent vingt mille hommes pour l'écraser, tandis que les ex-Provisoires se tiendraient derrière le rideau, pour ressaisir la dictature en cas de succès?

Je n'affirme rien... je doute.

Cette question n'est pas encore résolue; mais il fut permis de redouter bien des choses, quand on vit, le 21 juin 1848, paraître au *Moniteur*, le fameux *arrêté*, retardé depuis un mois par M. Trélat, et qui devait mettre le feu aux poudres.

Le 22 juin, les ouvriers furent assemblés sur les points où se faisait la solde, et où les agents de l'ad-

ministration leur signifièrent la disposition du Directoire qui les envoyait en province.

A cette nouvelle, une manifestation nombreuse s'improvisa pour aller protester au Luxembourg. M. Marie répondit aux délégués qui se présentèrent que l'obéissance serait obtenue par la FORCE...

On saît le reste.

L'histoire du Gouvernement provisoire, arrivée à sa dernière période, s'éteint dans le sang des journées de juin. La mission provocatrice généreusement repoussée par Emile Thomas, avait trouvé un exécuteur dans le citoyen Lalanne, beau-frère de M. Trélat.

Quand la fumée de la poudre se fut dissipée, *le National* reparut, appuyé sur le sabre de M. Cavaignac.

Cette coterie gouvernementale, après s'être enivrée de proscriptions, tomba enfin sous le mépris des honnêtes gens, à mesure que la lumière se fit dans le chaos de ses intrigues.

Les hommes qui la composent n'ont pas perdu l'espoir de remonter sur la scène.

Ils y ramèneraient la TERREUR.

Que les bons citoyens veillent autour de la patrie, et que Dieu protége la France !

Quant à moi, en terminant cette rapide esquisse des farces du Provisoire qui ont précédé la plus horrible tragédie du dix-neuvième siècle, qu'il me soit permis de dire ceci, avec un noble et loyal pen-

seur, avec Chateaubriand, à ces hommes qui rêvent encore une dictature ramassée à la boucherie :

« Les équarisseurs de chair humaine ne m'imposent point. En vain ils prétendent que, dans leur boutique de pourriture et de sang, ils tirent d'excellents ingrédients des carcasses industrieusement pilées. Manufacturiers de cadavres, vous aurez beau broyer la mort, vous n'en ferez jamais sortir un germe de liberté, un grain de vertu, une étincelle de génie ! »

FIN.



TABLE DES MATIÈRES.

DEUXIÈME PARTIE. — LES MINISTÈRES.

Typ. Dondey-Dupré, rue Saint-Louis, 46, au Marais.


BIBLIOTHÈQUE
27. VI. 1908
CANTON